



GRÈCE
La révolte
de décembre 2008

Η ΜΕ ΤΙΣ
ΚΡΟΥΚΡΟΥΛΕΣ
Η ΜΕ ΤΙΣ
ΥΡΑΒΑΤΕΣ

**INTRODUCTION
FUCK MAY 68, FIGHT NOW !**

« Soit avec les encagoulés, soit avec les encravatés »

« Nous on travaille pour qu'ils mangent. IL Y EN A MARRE, eux avec leur ventre et nous avec notre faim. Où est l'égalité dont parle leur SOI-DISANT démocratie ? Le salaire de base de 600 euros ? C'est donc ça leur égalité, c'est ça l'égalité des chances ? C'EST LES 600 EUROS QUI LES BRÛLENT. Ça va être l'allume-feu qui fera flamber votre monde, bande de salauds ! »

« Nous venger non seulement pour la mort de Alexis, mais aussi pour les milliers d'heures qu'on nous vole au travail, pour les milliers de moments où l'on a senti l'humiliation au bureau du directeur, les milliers de moments où l'on a retenu notre colère devant un CONNARD de client 'exigeant' ! Pour nos rêves qui sont devenus publicités, pour nos idées qui sont devenues orientations gouvernementales et votes, pour la vie qui s'use continuellement, pour nous-mêmes qui devenons petit à petit des ombres dans une vie quotidienne qui se répète... »

Voici un recueil de textes qui revient, un an après, sur le mois de décembre 2008 grec et sa révolte enflammée. Le monde a eu les yeux rivés sur cette quasi-insurrection ; nous aussi. Cependant il est très difficile de pouvoir cerner avec tout le recul nécessaire cet événement hors du commun de ces dernières décennies. Nous savons que ce maigre recueil est très très loin d'être exhaustif — tant sur la réalité de la révolte et de celles et ceux qui l'ont vécu, que sur les traces écrites (textes et analyses) qui sont parvenues jusqu'à nous. Et, aussi incomplète que peut être cette brochure, nous voulons quand même proposer un aperçu de ce mois de décembre 2008 en donnant la parole à celles et ceux qui y ont participé : deux récits détaillés des événements à Athènes et Thessalonique, deux esquisses d'analyse intitulées "Tentative de mise à jour de la force et des limites de notre lutte" et "Rien n'est fini, rien ne finira ! Tout continue, tout...", un entretien avec des anarchistes quelques jours après l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos, un récit des actions de solidarité avec Konstantina Kuneva vitriolée par ses patrons, des tracts de divers collectifs, des communiqués des occupations d'universités, ainsi qu'une longue chronologie de la solidarité internationale qui s'est exprimée ces semaines-là... Enfin, "Une pincée de sucre et tout s'adoucit...", une analyse récente sur les tentatives contre-insurrectionnelles que l'État met en œuvre pour essayer de mater durablement la révolte grecque...

Le mouvement ne s'est pas arrêté soudainement début 2009. Et même s'il a perdu en intensité depuis, la guerre de classe fait toujours rage. L'arrivée peu surprenante de la gauche au pouvoir en septembre dernier n'empêche pas les éclats de colère de perdurer un peu partout. Et malgré la volonté de l'actuel gouvernement socialiste de casser très clairement toute contestation par tous les moyens — utilisation beaucoup plus large de l'outil antiterroriste ; rafles dans les milieux anti-autoritaires et arrestations préventives ; création d'une brigade de flics voltigeurs (« Escadron Delta ») ; loi contre le fait de masquer son visage ; violations répétées de l'asile universitaire qui, jusqu'à aujourd'hui, interdit aux flics de pouvoir rentrer dans les facs ; alliance objective avec les fascistes qui sont de plus en plus actifs et violents,... —, on ne peut pas dire que la tension sociale ne se calme. Pour exemples dans la toute fraîche actualité : les trois jours d'émeutes venant saluer, un an après, la révolte de décembre 2008 ; ainsi que, plus quotidiennement, les manifestations qui finissent très régulièrement en affrontements avec les keufs, occupations de bâtiments institutionnels, multiples attaques contre les locaux des partis politiques de tous bords, attaques de commissariats, de banques et de personnalités politiques... Contre l'État. Contre le capital.

Voilà, ce recueil n'est rien d'autre qu'un modeste geste de solidarité avec les révoltés de Grèce et d'ailleurs, ainsi qu'avec tous ceux qui se font rattraper par les griffes de la répression.

Athènes : Brève présentation des récents événements d'Athènes vus par quelques prolétaires qui y ont participé (6-31 décembre)...

Samedi 6 décembre 2008, un coup de feu de la police a déclenché dans les villes de toute la Grèce les plus fortes émeutes depuis des décennies. Ce qui suit est une première — et incomplète — présentation des récentes émeutes à Athènes, qui sont toujours en cours, basée sur nos propres expériences et ce dont nous avons entendu parler. D'un côté, la férocité des émeutes et la détermination des émeutiers et des pillards et, de l'autre la stratégie à venir de l'État, demandent certainement plus de temps et d'attention pour être comprises de façon adéquates, ce que nous ne sommes honnêtement pas en mesure de faire en ce moment, parce que nous participons à plusieurs actions locales, manif et assemblées.

samedi 6 décembre

Vers 21h10, un garde spécial de la police shoote à mort un jeune garçon de 15 ans, Alexis-Andreas Grigoropoulos, de sang froid, dans une altercation ordinaire près de la place Exarchia. Tout de suite après, beaucoup de personnes dont de nombreux anti-autoritaires se rendent sur place pour savoir ce qui s'était passé et pour exprimer leur rage contre la police. Des centaines de policiers tentent de boucler la zone pour étouffer toute réaction, sans succès. Spontanément, les gens commencent à attaquer la police dans les rues autour de la place par tous les moyens possibles. En moins de deux heures, plus de 10 000 personnes se sont emparées des rues avoisinantes pour venir aux nouvelles et s'affronter avec la police. Quelques groupes anarchistes occupent le bâtiment historique de l'Université Technique Nationale (École Polytechnique), situé quelques rues plus loin, et la Faculté d'Économie, située à un kilomètre de là, pour en faire des centres de lutte. Les gauchistes font la même chose avec la Faculté de Droit, située à moins d'un kilomètre de l'endroit où s'est produit le meurtre. Dans ce quartier, les affrontements avec la police et les attaques contre les banques et les commerces dureront jusqu'à 4h du matin, aussi tard que nous ayons pu le voir.

La nouvelle de l'assassinat se diffuse rapidement à travers les portables et internet. Résultat, environ 150 personnes qui se trouvaient déjà sur la place Monastiraki attaquent de manière spontanée et pillent presque tous les magasins de la rue Ermou, la 11^{ème} rue la plus chics du monde. Là, beaucoup de passants se joignent à l'émeute des bars et des boîtes de nuit alentours. Dans le centre d'Athènes cette nuit-là, des personnes ont attaqué le commissariat près de l'Acropole, lui causant de gros dégâts.

Il faut noter que l'info concernant l'assassinat du jeune garçon a fait le tour de nombreuses villes (Thessalonique, Ioannina, Irakleio, Volos), où ont lieu des attaques contre des banques, des commissariats et des commerces.

dimanche 7 décembre

La Faculté de Droit occupée appelle à une manifestation à 14h devant le Musée d'Archéologie, qui est juste à côté de l'autre bâtiment historique occupé, l'École Polytechnique, dans l'avenue Patis-sion. De nombreuses personnes s'y rendent et, vers 15h30, la manifestation se dirige vers le Quartier Général de la Police d'Athènes.

Nous savions déjà que la police ne nous laisserait jamais approcher de son QG, mais nous étions déterminés à nous en approcher aussi près que possible. Les destructions de banques et les jets de pierres contre les flics ont commencé dès que nous avons quitté la place. Lorsque nous avons tourné à droite sur l'avenue Alexandras, il y avait environ 4000 personnes, de tous âges. Chaque commerce ouvert a été attaqué, principalement des concessionnaires de voitures de luxe et des banques. Au début, la police est resté à bonne distance des émeutiers et évitait de se faire prendre pour cible. Lorsqu'elle s'est rapprochée, les émeutiers l'ont attaquée avec des pierres. Elle a effectué une première tentative de rompre la manif avec des gaz près de la place d'Argentine, mais sans succès. Dix minutes plus tard, à l'angle de la rue Ippokratous, elle a mené une charge furieuse avec un paquet de gaz lacrymogène qui ont fait leur effet : la manif s'est disloquée en plusieurs parties, la plus grande continuant à droite à travers Neapoli. Les attaques contre les commerces et les banques ont continué, accompagnées cette fois de destruction de voitures. Beaucoup de gens ont décidé de continuer de marcher en direction du QG de la Police par une rue parallèle, mais après peu de temps il est devenu clair qu'il n'y avait pas moyen d'y accéder : la petite rue perpendiculaire à l'avenue Alexandras est le lieu de la désormais fameuse photo où le flic anti-émeute brandit son arme. La tension était haute. Nous avons décidé de faire demi-tour et de retourner à la place Exarchia pour voir ce qu'on pourrait faire par la suite. Sur le chemin du retour, il y avait toujours des affrontements avec la police, mais moins intenses. Certains ont attaqué le Commissariat 5 situé non loin et les flics ont répondu avec des balles en caoutchouc. Plus tard en soirée, les affrontements avec les flics ont repris — et dans une moindre mesure les attaques de magasin — autour de l'École Polytechnique et de la Faculté d'Économie, qui ont duré jusque tard dans la nuit.

lundi 8 décembre

Le matin, des jeunes de plusieurs lycées se rassemblent spontanément devant le Quartier Général de la Police. Beaucoup, venus des banlieues nord, est et ouest se rendent au centre-ville en manif spontanée. Des jeunes des lycées du Pyrée (le port du sud-est de la ville) en profitent pour attaquer le commissariat, où ils renversent les voitures des flics.

A 18h, la Faculté de Droit appelle à une manifestation à Propylaia, une place centrale d'Athènes. On estime à plus de 20 000 le nombre de participants, principalement des jeunes. Beaucoup



d'entre eux, environ 1500 marchaient "de ci de là" le long de la manif, défonçant des banques et détruisant les magasins de luxe du centre. Ils ont commencé à détruire ou piller les marchandises dès le début de la manif. Place Omonoia, les banques ont été détruites, tandis qu'à avenue Stadiou et Filellinon, ce sont plus de la moitié des magasins qui ont été attaqués. Au début de l'avenue Piraeus, de nombreux pillages ont aussi eu lieu. Les gens marchaient lentement et personne ne tentait vraiment d'empêcher les attaques ni les pillages. Certains se sont même arrêtés et ont acclamé les jeunes assaillants. Au même moment, d'autres étaient en train d'attaquer les flics, les banques et les commerces à différents endroits de la ville tout autour de l'avenue Syggrou, la rue qui mène au sud d'Athènes. Jusqu'à présent, le montant réel des dégâts causés à la propriété privée n'a pas été estimé. Les médias parlent de 10 milliards d'euros, ce qui pourrait être vrai tant des dizaines de magasins ont été attaqués, pillés ou brûlés par des "jeunes incontrôlables", grecs et immigrés. Bien qu'on puisse dire que les jeunes Grecs (étudiants et travailleurs précaires) aient pris l'initiative et que les immigrés aient suivis, il faut admettre qu'il est très difficile de distinguer les uns des autres dans les rues. En ce qui concerne les immigrés, les Albanais de la seconde génération ont volontiers participé aux attaques contre les flics tandis que les autres immigrés (Afghans et Africains) se sont plus concentrés sur les pillages. Les émeutes et les pillages ont concerné environ la moitié du centre-ville. Bien que la police ait procédé à plusieurs arrestations ce soir-là, il serait faux de dire qu'ils aient pu penser contrôler la situation, parce qu'il y avait énormément de gens dans les rues agissant en petits groupes de 10 ou 20 personnes.

mardi 9 décembre

Les enseignants du primaire et du secondaire se mettent en grève aujourd'hui contre la brutalité policière. A midi, la manifestation démarre place Propylaia et se dirige vers le Parlement, mais il n'y a pas plus de 3000 participants. Après la dispersion, et bien qu'ils soient en nombre réduit, 150 jeunes lancent des molotovs, des pierres et autres objets contre la police anti-émeute. Le Parti Communiste (KKE), effrayé par la perspective d'une émeute généralisée, montre une fois de plus sa nature contre-révolutionnaire et réactionnaire. Il déclare que les émeutiers et les pillards sont des agents secrets d' « obscures forces étrangères » et appelle le « mouvement populaire », un sujet imaginaire dont il serait le représentant légitime supposé, à se tenir à l'écart des combats. L'histoire se répète : cela fait 35 ans que

ce parti psalmodie le même mantra, monotone et dangereux, à propos des « provocateurs » ; en 1973, ils avaient fait la même chose contre les étudiants et les ouvriers qui avaient occupé l'École Polytechnique, une émeute qui avait mené au renversement de la dictature. Encore une fois, ils tentent de sauver l'État et de restaurer l'ordre public. A 15h, les funérailles du garçon décédé se déroulent dans le cimetière de Palaio Faliro, une banlieue sud d'Athènes. Plus de 5000 personnes se rassemblent pour rendre un dernier hommage à Alex et hurler une fois de plus contre ses assassins. Lors de l'enterrement, près de 200 jeunes se lancent à l'attaque de la police anti-émeute qui se tient à quelques rues de là. Cette confrontation durera plus d'une heure, au cours de laquelle des commerces et des banques furent attaqués ; des pierres furent aussi lancées contre des voitures de police. Après une bonne heure, les jeunes se sont rendus vers le commissariat de Palaio Faliro, mais la police est parvenue à les stopper juste avant. Lors de cette émeute, trois motards de la police ont tiré plus de dix fois en l'air pour "effrayer" les émeutiers.

Au cours de la nuit, des fascistes ont fait leur apparition dans les rues autour de l'École Polytechnique et de la Faculté d'Économie où se déroulaient de féroces affrontements avec la police. Place Victoria, des immigrés ont attaqué la police et tenté de piller trois magasins, mais des flics en civil et des citoyens ont arrêté l'un d'eux brutalement. Plus généralement, cela a été le jour où l'État a officiellement mis en avant les soi-disant "réflexes sociaux", encourageant la collaboration entre commerçants, fascistes, "citoyens" et la police contre les émeutiers.

mercredi 10 décembre

C'est le jour de la grève générale décidée il y a un mois, principalement « contre le budget 2009 de l'État ». Du fait de la poursuite des émeutes, les leaders syndicaux condamnent les violences policières, tout en séparant en même temps les « émeutiers » des « manifestants paisibles et responsables ». Plus de 7000 personnes se rendent au rassemblement sur la place Syntagma. Quelques manifestants lancent des molotovs contre la police lors de cette grève générale qui a paralysé la Grèce et mis sous pression un gouvernement sénile.

De petites émeutes se déroulent avenue Panepistimiou. Après la manif, beaucoup de monde rejoint les assemblées de l'École Polytechnique et de la Faculté de Droit pour discuter de ce qui se fera les jours suivants. Plus tard, il y a eu une grande assemblée du milieu anti-autoritaire à la Faculté d'Économie. Plus tôt dans la matinée, des lycéens ont attaqué le poste de police local dans la



banlieue de Kaisariani. La nuit, des affrontements avec la police se produisent avenue Tritis Septemvriou, au centre d'Athènes.

Les émeutes se sont étendues à 42 préfectures de Grèce, y compris dans des villes où il n'y avait pas eu de manifestations jusqu'à présent. Leur déroulement est identique : ce sont principalement des étudiants et des jeunes qui attaquent les commissariats, les banques, les magasins et les bâtiments d'État. Ils se rassemblent spontanément, après avoir communiqué entre eux par portables. Les anarchistes et les autres "politisés" ne représentent qu'une petite fraction des émeutiers et sont souvent pris au dépourvu par la férocité, la diffusion et la durée des émeutes.

C'est principalement à Athènes et Héraklion (Crète) qu'une grande partie des émeutiers sont des immigrés. Cette émeute peut donc parfaitement se nommer une émeute internationale, la première du genre en Grèce. Contre cette situation complètement nouvelle, les médias ont tenté de changer leur propagande en parlant de « manifestants grecs » et de « pillards étrangers », en une tentative de raviver le racisme. Jusqu'à présent, près de la moitié des arrêtés à Athènes sont des immigrés et l'accusation principale retenue contre eux est "pillage". La très grande majorité des arrêtés à travers le pays sont des jeunes.

jeudi 11 décembre

Les lycéens ont déserté un peu partout leur bahut et se sont rassemblés devant tous les commissariats d'Athènes. Certains ont été attaqués avec des containers et des pierres tandis que la police tirait des gaz lacrymogène et parfois aussi... des pierres. En tout, 35 commissariats ont été bloqués à Athènes et à certains endroits d'autres gens y ont participé, généralement des parents. L'entrée de la prison de Korydallos a aussi été attaquée par des étudiants. Les médias ont déclaré que 4500 cartouches de gaz avaient été utilisées ces cinq derniers jours par la police. Ils sont à court de lacrymogène et pensent en importer d'Israël ! Dans la matinée, un groupe de libertaires a occupé la mairie dans la banlieue sud d'Athènes. De nombreux voisins ont participé à l'assemblée du soir et les travailleurs municipaux qui soutiennent l'occupation ont publié un communiqué. L'Hôtel de Ville a par la suite été utilisé comme un point de rassemblement et un centre de contre-information.

Des assemblées ont eu lieu dans beaucoup d'universités et les occupations s'étendent. Des militants de l'organisation étudiante du Parti Communiste (PKS) ont tenté de bloquer ces assemblées pour éviter l'occupation (Université Panteion, École de Philosophie de l'Université d'Athènes). Leurs tenta-

tives ont échoué vu que les occupations se sont développées à travers Athènes et toute la Grèce.

En début de soirée, il y a eu une grande manifestation (peut-être 5000 personnes) dans le centre d'Athènes, appelée par une assemblée de syndicalistes principalement gauchistes, qui se réunissaient à la Faculté de Droit occupée. A la fin de la manif ont éclaté des affrontements avec la police dans le centre-ville et autour de la Faculté de Droit. Ils ont duré plusieurs heures.

A Komotini, une ville au nord-est près de la Turquie, une manifestation d'étudiants a été attaquée et pourchassée jusque dans l'université par de nombreux fascistes et des loubards de la droite dure qui infestent la région pour protéger... la sécurité nationale.

Il règne un sentiment général d'hostilité contre les flics et un ras-le-bol d'ensemble. La brutalité policière qui a augmenté après les Jeux Olympiques de 2004, de faibles salaires et de dures conditions d'exploitation, des lycéens surmenés et sous pression, le mécontentement étudiant d'une vie toujours plus caractérisée par la peur et l'insécurité, la corruption du gouvernement et les hauts responsables de l'Église, la surexploitation des immigrés et une société où les divisions de classes se creusent : c'est le mélange explosif où le meurtre d'un môme n'a été que l'étincelle.

La publication d'extraits de la déposition du flic qui a tué le jeune a soulevé l'indignation générale. Il y accuse le lycéen d'avoir eu « un comportement déviant » parce qu'il « avait été renvoyé de l'école privée où il étudiait » (ce qui du reste est faux). Son avocat, une célébrité de la télévision, a fait une déclaration encore plus provocatrice : « C'est uniquement à la Justice grecque de se prononcer pour décider si ce jeune homme a été tué avec raison, ou pas ». Le rapport balistique est attendu aujourd'hui. Des "fuites" parues précédemment dans les médias suggèrent que le rapport dira qu'Alexandros a été tué par ricochet et non pas par un tir direct (ce qui est contraire à ce que disent tous les témoins oculaires). Quoi qu'il en soit, c'est la rue qui répond à de telles provocations. De nouveaux slogans sont imaginés tous les jours : « Nous n'avons pas lancé de pierres, elles ont ricoché », « le mieux qu'il puisse arriver à l'avocat c'est d'être tué par ricochet ».

vendredi 12 décembre

700 lycées et 100 universités sont occupés et leur nombre ne cesse d'augmenter. Une grande manifestation (plus de 10 000 personnes) a été organisée à Athènes. Les lycéens et les autres ont attaqué la police et plusieurs banques ont été défoncées. Lors de la manif, près de 200 anarchistes ont saccagé les bureaux



de l'avocat du flic. La police anti-émeute a arrêté de nombreux lycéens (certains sont âgés de 13-14 ans).

samedi 13 décembre

Un sit-in est organisé place Syntagma à midi par la coordination des étudiants des universités occupées et par les groupes politiques. Plus de 1000 personnes de tous âges y participent : des étudiants, des lycéens aussi bien que des travailleurs. Le sit-in devait durer jusqu'au bout de la nuit. Après minuit, la police attaque le rassemblement pacifique avec des lacrymogènes et disperse la foule. Des manifestations étaient aussi organisées dans les banlieues d'Athènes : Nea Smirni, Peristeri, Zografou.

Le soir, le Ministère de l'Environnement et des Travaux Publics, rue Patission, est attaqué par une foule de 200 personnes. Vers 21h, un millier de personnes se rassemblent à Exarchia pour protester contre le meurtre d'Alexis-Andreas Grigoropoulos près de l'endroit où il a été assassiné. Certains attaquent le poste de police local pendant que d'autres affrontent la police anti-émeute. Il y a eu une autre manifestation passant par Monastiraki et Gazi, des quartiers où beaucoup de gens vont en boîte de nuit le samedi soir. La manif a été attaquée par la police et quelques personnes ont tenté de continuer. Ils ont reflué vers Exarchia, mais les attaques de la police ont forcé les gens à se disperser dans plusieurs directions. Une grande partie de la foule a été repoussée aux abords de l'École Polytechnique. Les émeutes ont continué toute la nuit dans les rues aux alentours de cette Université.

Ceux qui avaient réussi à poursuivre la manifestation ont traversé Monastiraki, Thisseio et Gazi puis ont essayé de rejoindre le centre en marchant rue Piraeus. Des banques et des caméras de vidéo-surveillance ont été attaquées par les manifestants. La police a de nouveau chargé vers la place Omonia et il y a eu près de 50 arrestations. Les arrêtés ont été relâchés sans inculpation. Ce même jour, plusieurs banques ont été attaquées partout dans Athènes.

dimanche 14 décembre

Il y a eu des manifestations dans plusieurs banlieues d'Athènes ainsi que dans beaucoup de villes de Grèce (Thessaloniki, Corfu, Volos, Xanthi, etc.). Plus tôt dans la nuit, une manifestation pacifique place Syntagma, appelée par des bloggeurs, était dispersée au gaz lacrymogène par la police anti-émeute.

Sur la place centrale de Nea Smirni, une banlieue au sud-est d'Athènes, un grand café abandonné appelé « Galaxias »,

appartenant à la municipalité, était occupé à midi par environ cent personnes (libertaires, membres d'un parti municipal et plusieurs résidents) pour être transformé en centre de contre-information et de coordination d'action. L'occupation de bâtiments publics est une nouvelle forme de luttes venant des émeutes. Comme nous l'avons vu, cela a commencé dans la banlieue d'Agios Demetrios, avec l'occupation de la mairie. L'occupation du « Galaxias » a adopté le nom de « *Eleftheros Galaxias* » (qui signifie « la Galaxie Libre ») et a appelé à une assemblée de voisinage plus tard dans l'après-midi.

Durant la journée, quatre stations de radio ont été occupées. Elles ont été utilisées pour les déclarations radiophoniques et des communiqués d'appel à la généralisation de l'insurrection.

L'après-midi, le Comité des résidents d'Exarchia a appelé à un rassemblement sur la place où le meurtre d'Alexis a eu lieu. Malgré la pluie, un nombre significatif des personnes y participèrent et discutèrent des événements lors d'un rassemblement en plein air. Quand la police anti-émeute est apparue, les gens l'ont repoussée en criant et en les insultant.

Le maire d'Athènes annonça qu'un nouvel Arbre de Noël sur la place Syntagma serait érigé le mercredi, puisque le précédent avait été brûlé par les cocktails Molotov dans la nuit du 8 décembre. Pour l'État, cet arbre symbolise l'esprit consumériste et le retour à la normale alors que pour les insurgés, son incendie signifie que l'émeute continue. Plusieurs tentatives d'y mettre le feu sont survenues pendant les manifestations.

lundi 15 décembre

À 17h00, les occupants de la vieille mairie de Halandri, une banlieue du nord-est d'Athènes, était attaquée par une poignée de crapules qui avaient prétendument des connexions mafieuses avec les propriétaires de magasins locaux. L'un d'entre eux forçait les manifestants à quitter le bâtiment en les menaçant avec un fusil de chasse et une batte de base-ball. Néanmoins, les gens réussirent à réoccuper le bâtiment deux heures après.

Dans Agios Demetrios, l'assemblée populaire de l'occupation a essayé de coopérer avec les employés municipaux pour redémarrer quelques services sans la médiation des autorités municipales. L'objectif était de satisfaire les besoins sociaux urgents, tels que le fait d'éditionner des cartes vertes pour les immigrants et de payer les salaires et les allocations supplémentaires. Le maire et le conseil municipal ont intimidé les ouvriers en essayant de les empêcher de fournir ces services.



Le matin, une centaine de lycéens environ, et quelques ouvriers et militants se sont rassemblés à l'extérieur du tribunal dans la rue Evelpidon pour exprimer leur solidarité envers les interpellés des affrontements contre la police anti-émeute de la semaine précédente. Les jeunes sont entrés dans le tribunal, en évitant les contrôles. En même temps, une manifestation était organisée dans la banlieue de Korydallos par plus de mille jeunes des écoles proches. Ils sont allés à la prison Korydallos (la plus grande prison du pays) et ont attaqué la police avec des pierres et des cocktails Molotov. Par ailleurs, dans le quartier de Pagrati, des lycéens manifestaient à l'extérieur du poste de police. A midi, plus de mille jeunes des écoles locales se rassemblaient à l'extérieur du quartier général de la police dans l'avenue Alexandras et attaquaient la police avec des œufs, de la farine et des pierres. Deux étudiants furent arrêtés après avoir été battus.

L'après-midi, environ 150 personnes participaient à une manifestation musicale place Propylaia. Les manifestants bloquaient l'Avenue Panepistimiou en chantant et en dansant, mais subirent une attaque féroce des polices spéciales. En même temps environ 100 personnes faisaient une intervention dans la station de métro souterraine de Propylaia. Des tracts étaient distribués, exprimant une critique explicite de la circulation capitaliste de la marchandise force de travail, en demandant le transport libre pour tous et en promouvant la violation des politiques de tolérance zéro à l'intérieur des stations de métro. L'intervention prit fin avec le sabotage de tous les distributeurs automatiques, l'écriture de slogans sur les murs de cet environnement stérilisé et le bombage des caméras de surveillance. Les polices spéciales surgirent dans la station de métro et les joyeux participants les attaquèrent verbalement et se moquèrent d'eux du haut des escaliers à l'entrée de la station. Dans le même temps, une action similaire se déroulait dans la station de métro de Daphni, organisée par l'assemblée populaire de l'Hôtel de Ville occupé d'Agios Demetrios.

Une énorme banderole représentant Kugias, l'avocat du flic tueur, était accrochée sur l'université place Propylaia, avec le slogan « *vas te ricocher toi-même, espèce de cafard* ». Peu après l'intervention à la station de métro, une manifestation appelée par l'assemblée de l'occupation de la Faculté de Droit commençait depuis cette place. Environ 2 000 personnes y participaient, se dirigeant vers le Parlement puis revenant place Propylaia.

Dans la banlieue de Nea Filadelfia, le centre culturel municipal était occupé pour être utilisé comme un lieu de rassemblement et un centre de contre-information.

Les occupations de bâtiments municipaux et stations de radio aussi bien que de départements universitaires ont continué de s'étendre partout dans Athènes et dans d'autres villes.

Ce jour-là, 14 représentants de communautés immigrées ont publié une déclaration essayant de prendre leurs distances avec les émeutes et le pillage en particulier : « *nous ne sommes pas des pillards, les immigrants ont une expression publique et de la dignité [...] Nous déclarons que la grande majorité des immigrants ne sont ni des pillards, ni des criminels* ». Adoptant une position tout à fait différente, les militants du Repaire athénien des migrants albanais distribuaient le matin une brochure au piquet de grève étudiant à l'extérieur du quartier général de la police, revendiquant leur part dans les émeutes, « *Ces jours sont également les nôtres* ». [voir page 20]

mardi 16 décembre

Un groupe de 50 personnes réussit à entrer dans les studios de FILET, la chaîne de télévision nationale, contrôlé par l'État, et interrompait le bulletin d'information de 15h00 pendant environ 1 minute. Les caméras furent retournées vers les manifestants qui portaient les banderoles demandant « *la libération immédiate de tous les prisonniers de l'insurrection* », « *la Liberté pour tous* » et enjoignant les téléspectateurs : « *[d'] Arrêter de regarder la télé et [de] sortir dans les rues* ».

A midi, un groupe d'environ 70 militants attaquait le poste de police central d'Ilissia qui sert aussi de quartier général d'une unité des polices spéciales (YMET). Un fourgon de la police et quatre véhicules de la police furent brûlés et 2 agents de police blessés. L'après-midi, des rassemblements et des manifestations étaient organisés dans les banlieues de Petralona, Daphni, Agios Demetrios avec la participation d'étudiants de lycéens, ouvriers et d'autres résidents. Simultanément, environ mille personnes se rassemblaient dans Exarchia et se dirigèrent vers le poste de police local où ils furent arrêtés par d'importantes forces de police.

L'occupation de la Mairie d'Agios Demetrios se terminait par une manifestation d'environ 300 personnes.

À un autre endroit du centre-ville, une intervention était organisée à la station de métro de la place Victoria, l'après-midi. Les distributeurs automatiques étaient détruits, des slogans écrits sur les murs (l'un d'entre eux était « *rendons l'insurrection souterraine* ») et les caméras de surveillance bombées.



mercredi 17 décembre

Les bureaux centraux de la Confédération Générale du Travail de Grèce (GSEE), situés au carrefour de Patission et de l'avenue Alexandras, furent occupés tôt le matin par un groupe d'environ 70 ouvriers. Les buts de l'occupation étaient exprimés dans un premier communiqué de l'occupation. Environ 50 bureaucrates et leurs nervis essayaient d'expulser les squatters vers 15h00 mais étaient repoussés par les gens avec l'aide des occupants de l'ASOEE, se trouvant à proximité. Un rassemblement était appelé à 18h et regroupa 800 personnes.

Depuis le début, il était évident qu'il y avait deux tendances à l'intérieur de l'occupation — peu importe leur manifestation extérieure : l'une, ouvriériste, qui voulait utiliser l'occupation symboliquement pour critiquer la bureaucratie syndicale et promouvoir l'idée d'un basisme indépendant de l'influence politique ; et l'autre, prolétarienne, qui voulait attaquer une autre institution de la société capitaliste, critiquer le syndicalisme et utiliser l'endroit pour créer une autre communauté de lutte dans le contexte des troubles généraux. Les syndiqués gauchistes qui étaient présents à l'assemblée ne surent pas vraiment que faire avec tous ces ouvriers insurgés et abandonnèrent.

Le matin, les étudiants accrochaient deux banderoles géantes sur l'Acropole avec des slogans appelant à des manifestations de masse à travers l'Europe le 18 décembre, et à la résistance. Les ouvriers du site archéologique soutenaient l'action. Dans les jours précédents, les ouvriers de l'Acropole étaient en grève à cause d'une diminution de leur salaire suite à la réduction d'une allocation spéciale. Plus tard dans la journée le ministère promettait de satisfaire les demandes des grévistes et la mobilisation était suspendue.

Le soir, les occupants du vieil Hôtel de Ville dans Halandri organisaient une manifestation dirigée contre le poste de police. Au moins 400 personnes ont participé et ont attaqué le poste de police avec des œufs, pierres, bouteilles, etc ; 30 minutes plus tôt, la même manifestation avait lancé des œufs et de la peinture sur le tribunal local. Une autre manifestation traversait les banlieues de Kesariani, Pangrati et Vironas. 300 personnes y prenaient part et se dirigeaient vers le poste de police où ils s'affrontaient brièvement à la police. Ensuite, la manifestation se dirigea vers l'Hôtel de Ville de Kesariani qui était occupé depuis quelques heures.

Le sabotage de distributeurs automatiques de ticket et de caméras de surveillance se répétait le soir dans 5 stations de métro : Attiki, Ano Patisia, Kato Patisia, Tavros et Monastiraki.



Un nouveau lycéen se fit tirer dessus par des inconnus sur un lieu de rencontre de jeunes dans Peristeri, une banlieue à l'ouest d'Athènes. Heureusement, l'étudiant, dont le père est un syndicaliste bien connu et un membre du parti soi-disant communiste, n'a pas été blessé sérieusement.

Un groupe de professeurs (pour la plupart enseignants de droit dans les universités grecques) lançaient un appel au Gouvernement et aux groupes politiques à prendre quelques mesures contre « les maux » de la société grecque, demandant surtout une utilisation plus stricte de l'asile universitaire et des poursuites judiciaires contre l'utilisation de cagoules pendant les manifestations. Ainsi les intellectuels, bien que tardivement, essayaient de réintroduire le vieux Black Act dans la Grèce de 2008 en actualisant son sens à l'encontre des insurgés.

jeudi 18 décembre

Une manifestation partait à midi de la place Propylaia avec la participation de lycéens, étudiants, enseignants et autres ouvriers. Le syndicat de base des postiers appelait à une grève d'une journée, alors que le syndicat des ouvriers des librairies et des maisons d'édition appelait à un arrêt de travail de 5 heures. Les postiers formaient leur propre bloc dans la manifestation. De même, la confédération des syndicats des ouvriers de secteur public (ADEDY) appelait à un arrêt de travail de 5 heures. Cela donnait l'occasion à beaucoup d'ouvriers de participer de façon indépendante à la manifestation. Le nombre des manifestants était très élevé. Certains les estiment à environ 20 000. Quand la manifestation atteignit le parlement, les affrontements avec la police anti-émeute commencèrent. Les flics protégeaient principalement l'Arbre de Noël nouvellement érigé place Syntagma ; ils l'entouraient, en essayant d'empêcher son incendie par les cocktails Molotov lancés. C'était un spectacle si ridicule à voir que des centaines de manifestants criaient et en se moquaient d'eux. Le vrai esprit de Noël : l'Arbre de Noël, (en plastique, en fait), symbole du consommateur heureux, protégé par les forces de la loi et de l'ordre ! Les affrontements se propagèrent à l'Avenue Panepistimiou, l'Avenue d'Akadimias et la Rue Solonos jusqu'au soir. Plusieurs personnes furent arrêtées et parmi eux un soldat qui passait par là et fut brutalement frappé par les flics.

Après une manifestation semblable dans la ville de Patras, la bourse du travail locale fut occupée par des manifestants suite à l'exemple de l'occupation de GSEE.

Une manifestation antiraciste avec quelques centaines de personnes a été organisée l'après-midi par les organisations immi-



grées et antiracistes. Certaines de ces organisations étaient celles qui avaient nié la participation d'immigrants dans les émeutes et le pillage, démontrant ainsi leur rôle comme les médiateurs capitalistes.

Le soir, les membres de la Jeunesse soi-disant Communiste ont organisé une manifestation dans Peristeri pour protester contre l'attentat contre le lycéen la veille. Selon des témoignages, quelques étudiants ont conspué les membres de la Jeunesse Communiste.

Un groupe d'étudiants en art a interrompu un concert de musique classique dans Megaro Mousikis, le music-hall le plus important de Grèce, les tracts distribués critiquant le rôle de l'art et des artistes dans la relation avec les événements récents et a scandé quelques slogans contre les flics et l'État.

vendredi 19 décembre

L'Institut français était attaqué à midi par 40 personnes avec des cocktails Molotov et des pierres. Des slogans étaient bombés sur les murs : « *Étincelle à Athènes, Incendie à Paris, l'insurrection vient* » et « *Grèce-France : insurrection partout* ». Cette action exprimait la solidarité avec les activistes qui sont accusés de saboter les chemins de fer aussi bien qu'avec les mobilisations lycéennes en France.

L'après-midi un concert de solidarité était donné place Propylaia avec la participation de centaines d'artistes et de plus de 5 000 personnes.

À 18h00, une manifestation était organisée dans Egaleo, une banlieue d'Athènes, par le groupe anarchiste local. Plus de 100 personnes ont participé à la manifestation qui s'est dirigée vers le poste de police. Les manifestants ont attaqué le poste de police et ont cassé les vitrines et les caméras de surveillance de toutes les banques sur leur chemin. Au même endroit, il avait lieu une manifestation organisée par des groupes gauchistes qui suivaient une autre route.

Pendant la journée, ouvriers permanents et intérimaires, étudiants et chômeurs des occupations d'ASOEE et de GSEE organisaient des interventions dans deux centres d'appel : MRB (une compagnie organisant des sondages d'opinion publique) et OTE (la compagnie de télécommunications nationale de la Grèce). La première intervention est survenue autour de midi et seulement quelques personnes y ont participé à cause de la grande distance entre le site et le centre-ville. Dans la deuxième intervention, environ 60 personnes ont participé et ont bloqué le travail pendant quelques

minutes. Les ouvriers intérimaires dans le centre d'appel ont répondu à l'action d'une façon positive.

À ce moment-là, 800 lycées étaient occupés selon le Syndicat des enseignants des écoles secondaires (OLME).

Environ cent personnes ont interrompu la première du Théâtre national à Athènes, tard le soir. Ils ont pris la scène et ont tendu une banderole disant « *Tout le monde dans la rue. Libération immédiate de tout les interpellés pendant la révolte* ». Le texte distribué dans la salle et lu par des acteurs disait, entre autres : « *maintenant que vous avez éteint vos portables, il est grand temps d'allumer votre conscience* ».

samedi 20 décembre

Ce jour-là, 3 stations de radio furent occupées. L'après-midi, des manifestations étaient organisées dans beaucoup de banlieues et quartiers d'Athènes : Gyzi, Peristeri, Halandri, Vironas, Petralona, Nea Smirni. Les manifestations étaient organisées par les occupations locales ou par des groupes libertaires ou gauchistes locaux. Cette mobilisation survenait après l'appel à une journée internationale d'action par les occupations d'ASOEE et de l'école Polytechnique d'Athènes. Des centaines des gens ont participé aux manifestations.

Plus tard, un grand magasin d'Agios Panteleimonas, un quartier pauvre d'Athènes où vivent beaucoup d'immigrants, a été pillé par un groupe de militants.

Le soir, le bâtiment de Teiresias, une compagnie interbancaire qui « *traite les données qui reflètent le comportement économique des individus et des entreprises* » a été attaqué et incendié.

Plus tard, plus de mille personnes se sont rassemblées dans les rues autour de la place Exarchia commémorant le meurtre d'Alexandros. Les affrontements commencèrent avec la police mais la foule fut dispersée et repoussée à l'intérieur des locaux de l'école Polytechnique. Les affrontements ont continué autour de l'université jusqu'à tôt le matin.

Le département financier de la police grecque dans Nea Filadelfeia fut attaqué aux cocktails Molotov. En dehors des dégâts causés au bâtiment, 7 voitures furent détruites.

dimanche 21 décembre

A midi, des manifestations se déroulèrent dans Kesariani-Pagrati (environ 250 participants) et Ilion (environ 100 participants). Dans Ilion, les manifestants ont lancé des pierres et ont



casé les vitrines de 4 banques et d'une agence pour l'emploi (OAED).

L'occupation de GSEE s'est terminée dans l'après-midi avec une manifestation qui s'est dirigée vers l'École Polytechnique via l'Avenue Patisson. Le parcours initial de la manifestation devait traverser des quartiers prolétariens proches où beaucoup d'immigrants vivent. Mais cela fut modifié car des rumeurs circulaient, disant que la police violerait l'asile universitaire et évacuerait l'École Polytechnique. Le dernier rassemblement dans le GSEE, centré sur la question de la solidarité avec les insurgés emprisonnés ou subissant la répression de la police, décida d'organiser une manifestation le mercredi 24 décembre à 16h00, de la place Monastiraki à la place Syntagma, par la rue Ermou qui est le centre commercial le plus riche de Grèce.

Environ cent étudiants des écoles de théâtre ont interrompu 15 pièces de théâtre autour d'Athènes. Les slogans principaux des interventions : « *Nouvel an insurrectionnel, tout le monde dans la rue* », « *Il n'est pas possible de tuer nos rêves* ».

lundi 22 décembre

L'Hôtel de Ville de Peristeri fut occupé à midi par environ 100 personnes.

Un groupe de type mafieux a attaqué une femme de ménage intérimaire, K. Kuneva, 44 ans, secrétaire du syndicat des femmes de ménage, de retour chez elle, tard le soir. Ils brûlèrent son visage à l'acide sulfurique. Elle a perdu un œil et est restée en soins intensifs à l'hôpital, en situation critique, souffrant encore aujourd'hui de sérieux problèmes de vue et du système respiratoire. K. Kuneva travaillait dans une des compagnies sous-traitantes de l'ISAP (Chemins de fer d'Athènes-le Pirée) et disait qu'elle était en conflit constant avec ses patrons et que, ces derniers temps, elle avait reçu des appels anonymes menaçants.

mardi 23 décembre

Tôt le matin, des coups de feu visaient un car de la police anti-émeute dans Goudi, sans blesser personne. Un groupe s'intitulant « Action Populaire » revendiquait l'attaque en téléphonant à un centre de média en ligne, sans laisser d'explications sur leurs motivations, ce qui est tout à fait inhabituel comme pratique. Cela, comme le lieu d'où partirent les coups (un petit bâtiment occupé utilisé comme un lieu de rencontre pour les étudiants contestataires) rendirent l'affaire très suspecte. Peu de temps après, le procureur général autorisa la police à fouiller le lieu, violant ainsi l'asile universitaire.

5 000 personnes participèrent à la manifestation organisée par les comités de coordination des universités occupées et des lycées. Avant que la manifestation ne commence, certains manifestants ont retourné une voiture de la police mais cette action n'a pas été suivie par plus d'affrontements pendant la manifestation.

La plupart des participants à l'occupation de l'École de droit ont décidé de quitter le bâtiment.

Dans Nea Filadelfia, 200 personnes ont manifesté du centre culturel municipal occupé au poste de police local. Les manifestants ont lancé des œufs, de la peinture et des pierres sur le poste de police.

mercredi 24 décembre

L'occupation d'ASOEE s'est terminée l'après-midi.

Plus de 1 500 personnes, principalement du milieu libertaire, ont participé à la manifestation qui avait été organisée durant l'occupation du GSEE du dimanche, en solidarité avec les insurgés poursuivis. La manifestation, partie de la place Monastiraki, a traversé la rue Ermou, a atteint la place Syntagma et est revenue ensuite place Monastiraki par la rue Kolokotroni. Certains jeunes ont rejoint la manifestation qui traversait la partie la plus commerciale de la ville, quand les courses de Noël étaient à leur sommet. Les slogans de la manifestation appelaient à une poursuite de l'insurrection contre "l'esprit" des achats de Noël. L'occupation de l'école Polytechnique s'est terminée à minuit.

vendredi 26 décembre

Environ 150 personnes ont participé à une manifestation devant l'hôpital d'Evangelismos où K. Kuneva est suivie. Les slogans clamaient : « *Résistance contre le terrorisme patronal* ».

samedi 27 décembre

À midi, 300 personnes occupaient le bâtiment de quartier général de l'ISAP comme une première réponse à l'attaque meurtrière sur Konstantina Kuneva. Le groupe qui avait organisé cette action y publiait un communiqué.

À 16h00, une assemblée fut appelée afin d'organiser des actions de solidarité avec les insurgés emprisonnés ou sous poursuites judiciaires. 500 personnes y ont assisté. Il y fut décidé que, dimanche, des gens participeraient aux actions contre l'ouverture des magasins. (En Grèce les magasins sont fermés le dimanche, mais l'État essaie

... 13h32 ...

Après une nuit calme à la Polytechnique, les grands médias (qui souvent préparent le terrain pour les manœuvres policières) rapportent qu'un raid de la police sur Polytechnique est maintenant peu probable. Les gens qui occupent le campus ont réussi à défendre leur droit de décider quand ils souhaitent partir et cette décision sera prise à l'assemblée d'aujourd'hui à 18h.

On nous rapporte, par le biais d'*Indymedia* et durant les assemblées populaires, que la police demande au conducteurs de taxis de les informer au sujet de leurs clients (exactement comme ils le faisaient durant la dictature de 1967 à 1974). Une femme qui a embarqué dans un taxi à l'extérieur de l'occupation de l'université des Sciences économiques pour se rendre dans une banlieue au nord d'Athènes a été transportée directement au siège social de la police. Heureusement, lorsqu'elle a réalisé vers où on la transportait, elle a réussi à s'enfuir en sortant par la fenêtre du taxi avant d'être pourchassée dans le quartier par la police et le conducteur du taxi.

Les grands médias rapportent aussi qu'un fourgon anti-émeute s'est fait tirer dessus à deux reprises à 5h50 dans la banlieue de Goudi à Athènes, près du campus universitaire à Zografou. Une balle a frappé un des pneus du fourgon et l'autre le moteur.

La dernière manifestation étudiante de l'année va bientôt commencer. Un appel a déjà été lancé pour une nouvelle manifestation le 9 janvier et il est prévu que d'autres manifestations auront lieu dès le début de l'année 2009.

Les occupations des trois universités (Sciences économiques, Polytechnique et École de Droit) se termineront à la fin de cette semaine puisque les gens sont épuisés suite aux occupations d'une durée sans précédent de 17 jours. Les actions vont continuer, bien entendu. On vise l'élargissement de la révolte et les gens mettent l'accent là-dessus dans leurs plans pour le futur. Nous devrions avoir une meilleure idée de vers quoi on se dirige à l'issue des assemblées de cette semaine.

... 19h41 ...

Les médias rapportent qu'un fourgon anti-émeutes à Goudi s'est fait tirer dessus à 7 reprises et non pas à 2 reprises. Un groupe se nommant "Action Populaire" (Λαϊκή Δράση) a annoncé être à l'origine de cette attaque. La manifestation étudiante dans le centre-ville d'Athènes a pris fin il y a une heure. Un bon nombre de personnes y ont assisté et c'était relativement paisible ; une auto de la police a été renversée.

24 DÉCEMBRE 2008

Un appel a été lancé pour une manifestation de solidarité avec les arrêtés, pour aujourd'hui à 16h, par l'assemblée de l'occupation du GSEE (l'occupation de l'immeuble de la confédération générale des travailleurs et travailleuses qui a depuis pris fin). Selon la décision prise lors de l'assemblée populaire anarchiste qui a eu lieu hier à l'université des Sciences économiques, les gens qui occupent l'université utiliseront la manifestation comme moment propice pour évacuer l'immeuble en masse et en sécurité. Les occupations de l'école de Droit et de la Polytechnique continuent. Cependant, il semble y avoir un consensus sur la nécessité de quitter les universités et de semer l'esprit de la révolte dans la société en général.

... Un esprit de révolte qui se répand déjà assez rapidement : des immeubles municipaux et des hôtels-de-ville sont occupés partout à Athènes, des assemblées populaires (λαϊκές συνελεύσεις) sont organisées dans des quartiers d'Athènes et de Thessaloniki. Un des résultats les plus positifs de toute cette révolte est le fait que les gens commencent à reprendre le contrôle de leurs vies. Rue après rue, carré après carré, quartier après quartier. Ceci n'est pas une simple question de renversement de gouvernement, d'obtention d'une "justice" quelconque ou de réussir à gagner certaines revendications. Les gens dans les rues ne demandent rien ; ils et elles occupent et s'organisent entre eux et elles. Ils et elles savent qu'il n'y a aucun retour à la normalité et que la lutte en opposition à cette normalité est, littéralement, une question de survie.

Dans la ville de Volos, la radio municipale et les bureaux du journal local "Thessalia" ont tous les deux été occupés. Une nouvelle manifestation là-bas a été appelé pour le samedi 27 décembre.

Je file pour la manif de solidarité avec les arrêtés. Une mise à jour suivra.



d'imposer une loi contre). La veille, le gouvernement avait décidé d'ouvrir les magasins « *exceptionnellement* » dans le centre d'Athènes pour compenser le dommage « *que les propriétaires de magasin* » avaient subi à cause de la violence de l'insurrection). Dans la même assemblée, des gens décidèrent également de tenir une manifestation devant les prisons de Korydallos pour la Saint-Sylvestre, à 23h00, pour exprimer leur solidarité aux insurgés emprisonnés.

dimanche 28 décembre

À 9h30, environ 200 personnes se sont rassemblées à l'extérieur d'une grande librairie sur la place Syntagma et ont bloqué les entrées. Certains d'entre eux étaient des membres du syndicat des employés de librairie, mais la plupart d'entre eux étaient des ouvriers et des étudiants de l'assemblée de solidarité du jour précédent. Beaucoup de participants décidèrent qu'ils pourraient bloquer plus de magasins et ils marchèrent sur la rue Ermou. Là, ils se répartirent en groupes de 10 à 20 personnes et ils commencèrent à bloquer les entrées de quelques magasins principaux de la rue (comme nous avons dit auparavant, une des rues commerciales les plus chics d'Europe). Les slogans criés étaient : « *Liberté à ceux qui doivent travailler* » « *Ils nous font travailler le dimanche, nous tirent dessus et nous vivons dans une guerre chaque jour* ». A mesure, une foule de consommateurs envahissait la Rue Ermou et il devenait difficile de continuer à bloquer les accès d'une façon ou d'une autre. Cela restait intéressant car les patrons de magasin semblaient avoir peur : ils éteignaient les lumières et attendaient patiemment que les manifestant quittent les lieux. Certains gauchistes participèrent eux aussi aux blocages qui survenaient en même temps dans au moins 3 autres endroits du centre commercial de la ville. 500 membres du Parti prétendu communiste marchaient dans le haut et le bas de la rue, plus intéressés par l'offre d'un spectacle médiatique que par le fait de bloquer en fait les magasins. À environ 13h30, les bloqueurs décidèrent de quitter l'endroit, marchant vers une grande librairie dans Exarchia (à environ 2km de distance). Après avoir fait fermer le magasin par le patron, ils repartirent. La plupart d'entre eux allèrent à l'ISAP occupé en organisant une manifestation de ce bâtiment à l'hôpital Evaggelismos où K. Kuneva est suivie, mettant fin ainsi à cette occupation particulière.

lundi 29 décembre

A 15h, environ 120 personnes se sont rassemblées au deuxième étage du centre commercial « The Mall Athens » — le plus grand et plus chic centre commercial de la région de l'Attique

Grande manifestation de solidarité avec les détenus...

Fin de l'occupation des bâtiments de l'université et nouvelles actions programmées...

Ce 24 décembre une manifestation en solidarité avec les personnes arrêtées suite aux événements des derniers jours était appelée par des anarchistes. Mais elle a rassemblé plus de personnes au-delà du mouvement anarchiste, certains se joignant au cortège pendant qu'il passait.

Environ 2000 personnes ont participé. La manifestation était puissante mais pacifique. Elle est passée par la principale rue commerçante d'Athènes (Ermou) pour aller jusqu'à la place Syntagma, puis est revenue en prenant un autre chemin. Il y a eu quelques tensions lorsque les manifestants sont passés devant la Cathédrale d'Athènes, mais comme il avait été décidé que ce serait une manifestation paisible, seuls des graffitis ont été peints sur les murs et des slogans ont été lancés contre l'Église et les prêtres. Les unités anti-émeute nous suivaient mais elles n'ont pas osé s'approcher ni attaquer la manifestation. Les slogans lancés durant la protestation étaient très originaux et n'étaient pas seulement adressés contre l'État ou les flics mais aussi contre le consumérisme et contre ceux qui ferment les yeux sur les événements et font leurs courses de Noël comme si rien ne s'était passé.

Ceux qui ont été arrêtés sont maintenant en prison, et qui, attendant leur procès (ce qui peut prendre plusieurs mois), ont rédigé une déclaration qui dit « *notre corps est peut-être emprisonné mais notre esprit est avec ceux qui continuent de se battre dehors* ».

Il y a eu ensuite une nouvelle assemblée à l'Université Polytechnique, après la manifestation. L'Assemblée a décidé de lever l'occupation (mais pas la lutte) à minuit. Les occupants de l'Université d'Économie (ASOEE) ont aussi décidé de lever leur occupation et ont quitté l'établissement dans l'après-midi pour rejoindre la manifestation. Ces deux occupations, ainsi que celle de la fac de Droit, ont été tenues pendant 18 jours malgré les attaques fréquentes de la police, et ont joué un très grand rôle dans la révolte. La lutte n'est pas finie pour autant et toutes les assemblées des occupants ont appelé tout le monde à participer à la manifestation du 27 décembre appelée par l'assemblée des occupants du syndicat GSEE quelques jours auparavant.

À Alimos (Athènes), les citoyens se sont emparés de la sono installée par la municipalité pour jouer des chansons de Noël. À la place, pendant une heure, ont été lus au micro les communiqués qui demandent entre autres la mise en liberté immédiate des détenus, le désarmement de la police, la dissolution des brigades anti-émeutes et l'abolition des lois anti-terroristes.

À Volos, la station de radio municipale a été occupée pour parler des événements et de leurs exigences. À Lesvos, des manifestants ont installé une sono dans le centre de la ville et ont transmis des messages. À Ptolemaïda, un arbre de Noël comme celui de Ioannina, a été décoré avec des photos d'Alexis et des manifestations ainsi que des exigences du mouvement.

Sur le pont de Gorgopotamos (célèbre parce qu'il a été détruit par les partisans durant la seconde guerre mondiale, pour couper les lignes logistiques d'approvisionnement des Nazis) une grande banderole a été déployée : « *Votre tolérance [envers le système] depuis votre canapé est complicité* ».

En ce qui concerne l'incident des coups de feu contre le car de police, revendiqué par une soit disant « Action populaire », les informations recueillies tendent à démontrer qu'il s'agit d'un acte de provocation policière. La police, après avoir fait des tests balistiques, a annoncé que les coups ont été tirés de deux kalashnikov AK 47 et non d'une seule. Ils ont aussi indiqué que l'attaque aurait été lancée depuis une vieille salle du campus qui avait été squattée par les étudiants il y a quelques mois pour être utilisée comme atelier pour différents projets de construction d'éoliennes, de recyclage ou encore d'initiation à l'utilisation de logiciels open-source.

Avec les événements, tous les projets initiés avaient été suspendus et ce bâtiment n'était plus utilisé depuis des semaines. Tous ces faits rendent les occupants plus que suspicieux quant aux motifs et aux auteurs de cette attaque.

[De plus selon d'autres compagnons grecs, seuls des personnes très bien informées des mouvements de la police — c'est-à-dire des policiers eux-mêmes — pouvaient connaître les mouvements de ce fourgon à 5 heures 50 du matin, heure de l'attaque... Cette attaque, alors que dans la journée avaient eu lieu d'intenses discussions sur la question du maintien de l'occupation, tombait opportunément pour la police...]

D'après des messages de compagnons anarchistes grecs

sources : Indymedia Athènes, et autres...



— à Marousi, une banlieue à 15 km du centre d'Athènes, et ont manifesté pendant 30 minutes dans le centre commercial. Il y avait deux banderoles, une demandant la libération immédiate des insurgés arrêtés et une autre avec le credo « *je consomme, donc je suis* ». Pendant la manif, qui était visible par tous ceux qui se trouvaient dans le bâtiment, certains manifestants brandirent une autre banderole, sur laquelle était écrite « *travaille, consomme, meurs* », alors que d'autres distribuaient des tracts aux centaines de gens à l'intérieur et à l'extérieur des magasins. Après la fin de la manif, ils s'emparèrent des micros du bureau d'informations et lurent leurs tracts. Il y eut des graffitis et le slogan « *travaille, vote et tais toi* » fut écrit près de l'entrée principale. Finalement, ils quittèrent le centre en jouant au foot avec les boules et décorations du sapin de Noël juste devant l'entrée principale.

L'après-midi, une manifestation organisée par l'assemblée de solidarité à K. Kuneva se dirigea vers les bureaux de l'entreprise de nettoyage (dont le propriétaire est un ex-officiel du PASOK, un des deux principaux partis politiques en Grèce), au Pirée. Ils se rendirent là-bas afin de protéger une autre ouvrière de licenciement. Toutefois, le patron avait fermé les bureaux et les flics étaient dehors, gardant l'endroit. Les gens attaquèrent la police et les mirent en fuite, avec quatre officiers de police blessés, conduits à l'hôpital.

mercredi 31 décembre

A 23h30, une foule d'environ 1 000 personnes se rassembla devant la prison d'Athènes qui se trouve dans la banlieue Korydallos, exigeant la relaxe immédiate des rebelles arrêtés durant le soulèvement de décembre. La foule hurlait des slogans comme « *Liberté pour tous les prisonniers* », « *la passion de la liberté est plus forte que les cellules* », « *Ni droits communs, ni prisonniers politiques, brûlons toutes les prisons* ». Les détenus enflammèrent des couvertures et des draps et les agitèrent par les fenêtres des cellules. A minuit, la foule assemblée alluma des feux d'artifice et des torches pour « saluer » l'arrivée d'une nouvelle année de lutte. Ensuite, ils se dirigèrent vers la prison des femmes en criant des slogans en solidarité avec les détenus. Finalement, ils se rendirent à la place centrale de Korydallos attaquant verbalement la police et se dispersèrent.

TPTG (Ta Paidia tis Galarias), le 1er janvier 2009.

Thessalonique : Une première mise à jour sur le récent soulèvement (6-23 décembre)

Cette brève présentation ne peut pas répondre au besoin d'une considération en profondeur des soulèvements récents en Grèce. C'est juste une première tentative pour informer les camarades et les prolétaires plus largement, à propos des événements en cours, du point de vue des participants. Ceci est une mise à jour des événements tels que nous les avons vécus (ou la plupart d'entre eux), à Thessalonique.

samedi 6 décembre

Immédiatement après que le jeune Alexis-Andreas Grigoropoulos, âgé de 15 ans, ait été assassiné par un agent spécial de la police à Athènes, 200-300 personnes, principalement des anarchistes et des étudiants gauchistes, se réunirent à l'École Polytechnique de l'Université Aristote de Thessalonique (AUTH), qui se trouve près du centre commercial et culturel de la ville. Une manifestation spontanée se dirigea vers le commissariat de la place Aristote (la place la plus touristique de la ville), où eurent lieu des combats avec la police. Au même moment, il y avait des gens qui affrontaient la police anti-émeute avec des pierres et des cocktails Molotov autour de la place Syntrivani, près de l'AUTH. Les affrontements avec les flics ont duré toute la nuit.

dimanche 7 décembre

Une manifestation est partie de la place Kamara (située dans le quartier étudiant près de l'AUTH) à midi. 1 500 à 2 000 personnes (lycéens et étudiants, anarchistes et gauchistes) défilèrent dans les rues commerciales du centre-ville (Egnatia, Agias Sofia, Tsimiski), détruisant quelques banques et vitrines, jusqu'au commissariat de la place Aristote. Là, beaucoup de manifestants attaquèrent la police avec des pierres et quelques cocktails Molotov. Un flic prit feu. La police répliqua avec des lacrymos. La manifestation se prolongea jusqu'à la rue Ermou et ensuite à travers Venizelou vers le ministère de Macédoine et de Thrace. Beaucoup de magasins et l'Hôtel de Ville, furent détruits rue Venizelou. Après avoir atteint le ministère, la manif se dirigea vers le commissariat Ano Poli par la rue Agiou Dimitriou, où la police anti-émeute fut à nouveau attaquée. En se dirigeant vers la place Kamara, des jeunes pillèrent un supermarché. Pendant que la manif se terminait, quelques lycéens tentèrent de piller une librairie et de nouveaux affrontements avec la police commencèrent. Plus tard dans la soirée, l'École supérieure d'Art dramatique et les bureaux du Barreau de Thessalonique furent occupés, le premier par des étudiants et des anarchistes et le second principalement par des étudiants gauchistes. Ces deux endroits, situés dans le centre-ville, seront utilisés comme point de ralliement pour les participants des manif. Durant la nuit, il y eut des affrontements avec la police devant l'AUTH. Un émeutier fut blessé par une balle en caoutchouc de la police. La même nuit, le commissariat du quartier-est de Toumpa, l'Hôtel de Ville du quartier d'Agios Pavlos et les bureaux du parti Nouvelle Démocratie (le parti du gouvernement en Grèce) furent attaqués dans le quartier des 40 Ekklesies.

lundi 8 décembre

A 10h, 400 lycéens manifestèrent dans le quartier de Toumpa et attaquèrent une fois encore le commissariat. Il y eut aussi des blocages de routes dans d'autres quartiers de la ville. Pendant ce temps, 1 500 lycéens érigèrent des barricades et affrontèrent la police anti-émeute dans les rues Slovou et Ethnikis Amynis et place Navarinou, le quartier étudiant du centre-ville. Des magasins des rues Tsimiski et Vinizelou furent aussi attaqués. Neuf facultés étaient occupées par des étudiants. Le même matin, le commissariat du quartier-ouest de Sykies fut aussi attaqué. Il y avait un appel à manifester à 18h30, place Kamara. 6 000 personnes défilèrent dans le centre-ville. Il y avait des lycéens et des étudiants, quelques jeunes immigrants, des délinquants, quelques ouvriers, des anarchistes et des gauchistes. Un grand nombre de banques et de magasins (téléphones portables, électronique, fringues, fast-food et bijouteries) furent détruits, principalement rue Tsimiski, la rue la plus commerçante de la ville, et rue Venizelou. Certains furent aussi pillés. Il y eut des affrontements avec les flics en face du ministère de Macédoine et Thrace. Les flics nous étouffèrent avec des lacrymos. Les combats avec les flics continuèrent autour de l'AUTH pendant la nuit.

mardi 9 décembre

C'était le jour des obsèques d'Alexis à Palaio Faliro, à Athènes. Les enseignants du primaire et du secondaire étaient en grève et il y eut un débrayage l'après-midi de tous les travailleurs du secteur public. Une manifestation est partie de la place Kamara à midi. 4 000 personnes ont défilé vers le ministère de Macédoine et de Thrace, où il y eut quelques heurts avec la police. Pendant la nuit, il y eut quelques combats entre les jeunes et la police anti-émeute dans le secteur de l'université. Nous devons signaler que plusieurs secteurs de l'université furent pillés par des lycéens venant de différentes banlieues ces jours derniers. La même nuit, les fascistes apparurent près de l'université. La même chose est survenue dans de nombreuses villes de la Grèce, spécialement à Patras, ce qui est la preuve que cela avait été organisé par le gouvernement. Dans certains cas, comme à Larisa, les fascistes attaquèrent les émeutiers de concert avec des flics en civil et des « *propriétaires de magasins en colère* ».

mercredi 10 décembre

C'est un jour de grève générale, décrétée longtemps auparavant par la Confédération Générale du Travail de Grèce (GSEE) et



la Confédération des travailleurs du service public (ADEDY) contre le budget 2009. Du fait des émeutes en cours, les leaders syndicaux annoncèrent le mardi qu'ils annuleraient les manifestations prévues. A Thessalonique, les branches locales de la GSEE et l'ADEDY tentèrent de confiner les grévistes dans un rassemblement pacifique en face de la Bourse du travail. Les lycéens et les étudiants se montrèrent alors déterminés à emmener les grévistes en manif et ils y réussirent. 4 000 étudiants et travailleurs défilèrent vers le ministère de Macédoine et Thrace. Là, quelques lycéens attaquèrent les flics qui répliquèrent avec des lacrymos. Les combats continuèrent une demi-heure dans une zone de 500 mètres entre le ministère et la Bourse du travail. Quelques jeunes combattirent la police, mais de nombreux travailleurs et étudiants les soutenaient en restant sur place et en insultant les flics. Finalement, les flics furent contraints de battre en retraite. Après ça, 500 personnes bloquèrent la rue Egnatia, une avenue principale du centre-ville, pour plus d'une heure. Dans la soirée, des lycéens affrontèrent la police anti-émeute pendant un moment, sur la rue Ethnikis Amynis. Le même soir, l'occupation des bureaux du Barreau de Thessalonique prit fin.

jeudi 11 décembre

Tôt dans l'après midi, 80 anarchistes ont attaqué les bureaux du journal local Makedonia, rue Monastiriou. L'occupation de l'École d'Art dramatique a appelé à une manifestation à 17h place Camara. 2 000 personnes, principalement des étudiants et des anarchistes, et quelques lycées défilèrent pacifiquement vers les quartiers est de la ville, désertiques. Il n'y eut pas d'affrontement ce jour-là, pour autant que nous le sachions.

vendredi 12 décembre

Une manifestation appelée par les occupants de l'école d'Art est partie de la place Kamara à 18h30. 1 500 à 2 000 personnes, principalement des militants libertaires, des étudiants et de jeunes ouvriers, se sont dirigées vers les quartiers populaires de l'ouest de la ville. Les manifestants ont traversé les quartiers de Neapoli et de Sykies et sont revenus à l'école d'Art par le quartier du centre-nord, Ano Poli. Malgré la pluie intense, la manifestation a duré trois heures, des slogans contre les flics et l'état et d'autres appelant à une libération immédiate de tous ceux qui avaient été arrêté durant les derniers jours, étaient répétés sans cesse et inscrits sur les murs ; beaucoup de tracts furent distribués. Un grand nombre d'habitants du quartier applaudissaient, alors que d'autres se joignaient à la manif, un fait qui témoigne de la large

sympathie avec l'insurrection, même de la part de prolétaires qui ne participaient pas aux émeutes ou aux autres actions. Un bureau du LAOS (parti d'extrême droite) fut attaqué et brûlé ; un bureau politique de Nouvelle Démocratie fut aussi attaqué. Ce même soir, des militants de la gauche extra-parlementaire manifestèrent dans des zones voisines.

samedi 13 décembre

Dans l'après-midi, 500 personnes, principalement des militants libertaires, se rassemblèrent place Kamara. Ils constituèrent un bloc et se dirigèrent vers la place Aristote où s'étaient principalement rassemblés des militants de la gauche extra-parlementaire, suite à l'appel de la Coordination des assemblées générales et des occupations de l'AUTH, pour une manif. Les deux groupes formèrent initialement une manifestation commune de 1 000 personnes le long de la rue Egnatia. Après un moment, les deux blocs se séparèrent de quelques mètres. Ils marchèrent tous deux le long de l'avenue Nikis, la rocade du centre, pleine de cafés et de bars, où beaucoup de caméras de surveillance de banque furent détruites. Les gauchistes se dirigèrent vers le ministère de Macédoine et de Thrace alors que la plupart des gens quittaient la manif. Ce fut la première manifestation depuis sept jours qui avait un caractère plus politique que social.

dimanche 14 décembre

Une manifestation à moto démarra de l'école d'Art occupée à 13h00. Elle se dirigea vers les banlieues éloignées de l'est de la ville — Stavroupoli, Evosmos, Eptalofos, Xirokrini — où vivent de nombreux immigrés de Russie et d'Albanie et les travailleurs pauvres. Quelques-uns d'entre eux se joignirent à la manif. En revenant, les manifestants passèrent en face du ministère de Macédoine et de Thrace, et devant le commissariat d'Ano Poli, et revinrent à l'école d'Art.

Une autre manifestation eut lieu dans la banlieue éloignée, au sud-est, de Peraia. 60 lycéens et étudiants marchèrent jusqu'au commissariat et ensuite à l'Hôtel de Ville, où ils accrochèrent une banderole proclamant : « à bas le gouvernement des assassins et de la police ».

lundi 15 décembre

Tôt le matin, une initiative de militants de l'occupation de l'école d'Art occupait l'Hôtel de Ville du quartier de Sykies, à l'ouest, afin de le transformer en centre de contre-information local et d'appeler à une assemblée populaire locale. Les assemblées



populaires dans les quartiers et les occupations des bâtiments municipaux ou d'État ont émergé comme nouvelle forme de lutte, tout d'abord à Athènes, introduites par l'occupation de l'Hôtel de Ville de la banlieue Agios Demetrios, l'occupation de l'ancien Hôtel de Ville dans la banlieue nord d'Halandri et celle de Galaxias, dans la banlieue Nea Smirni. Pendant cette semaine, cette forme de lutte se répandit aux autres quartiers et banlieues d'Athènes et à nombre de villes partout en Grèce.

Dans la journée les habitants du coin passaient à l'Hôtel de Ville occupé de Sykies ; certains d'entre eux sympathisant avec l'action, d'autres juste curieux. Dans la soirée, au moins 200 personnes se retrouvèrent là, dans une première assemblée populaire ; principalement des participants aux contestations et aux émeutes des jours précédents, mais aussi des habitants du coin favorables au bouleversement en cours. L'assemblée décida d'appeler à une manifestation locale mercredi après-midi et d'organiser des actions de contre-information locale mardi. Cette assemblée continue à se tenir dans l'Hôtel de Ville jusqu'à présent.

Toute la journée de lundi, beaucoup d'assemblées générales d'étudiants avaient lieu à l'AUTH, votant l'occupation des locaux universitaires contre la répression d'État. La plupart des assemblées étudiantes demandaient aussi la démission du gouvernement et le désarmement de la police. Aux dires de certains étudiants, les assemblées générales étaient massives, rappelant celles qui avaient eu lieu durant le mouvement étudiant de 2006-2007. Durant cette semaine, plus d'étudiants participèrent activement aux occupations, par rapport à la semaine précédente, quand le seul point de rendez-vous pour chacun était la rue.

mardi 16 décembre

Le procès de huit flics avait lieu au tribunal de Thessalonique ; ils étaient accusés d'avoir molesté Avgoustinos Demetriou, un étudiant de Chypre, le 17 novembre 2006, alors qu'ils étaient en service et en civil. Bien qu'ils aient été déclarés coupables et condamnés de 15 à 39 mois d'emprisonnement, ils furent relâchés sous caution pour 5 euros par jour. 150 personnes se rassemblèrent devant le tribunal pour protester contre la police. Quand le résultat fut prononcé, les gens attaquèrent la police anti-émeute gardant l'entrée du tribunal avec des pierres, des œufs et des bouteilles vides. Les flics répliquèrent en utilisant des lacrymos et en frappant les manifestants.

A 19h00, une manifestation appelée par la coordination des assemblées générales et des occupations de l'AUTH démarra de la place Kamara. Environ 3 000 personnes, pour la majeure

partie des étudiants, défilèrent dans les rues principales du centre-ville et se dirigèrent vers le ministère de Macédoine et de Thrace. Pendant la manif, des slogans et des graffitis furent inscrits sur les vitrines et les murs ; les militants étudiants occupèrent pendant un moment trois stations de radios, diffusant proclamations et communiqués. Il n'y eut pas d'affrontements, bien que les flics furent largement insultés.

Les premières assemblées générales étudiantes eurent lieu et davantage de bâtiments universitaires furent occupés. L'école de cinéma occupée, située à l'ouest dans la banlieue ouvrière de Stavroupoli, appela à sept jours de projections populaires et de discussions ouvertes dans le quartier.

mercredi 17 décembre

Le matin, un supermarché Carrefour à Stavroupoli fut pillé par 50 militants. Les marchandises furent distribuées sur un marché du voisinage.

A 14h30, une manifestation, appelée par la première assemblée populaire de l'Hôtel de Ville de Sykies, démarra de l'ancienne prison de Genti Koule et se poursuivit dans les rues du quartier de Sykies. Plus tard dans la soirée, la deuxième assemblée populaire eut lieu à Sykies. Les participants étaient moins nombreux que la première fois, principalement des habitants du coin.

Pendant ce temps, la première assemblée populaire du quartier d'Ano Poli eu lieu à 18h00, avec plus de 200 participants, la plupart d'entre eux étant de jeunes gens (ouvriers et étudiants), qui avaient participé aux contestations et émeutes des jours précédents et dont la plupart vivent dans ce quartier partiellement préservé et alternatif de la ville, mais aussi d'autres habitants du coin, d'âges divers, en sympathie avec l'agitation en cours. L'assemblée se tint dans le bâtiment de la bibliothèque municipale, qui avait accueilli dans le passé un centre social expulsé par les flics 10 ans auparavant. Beaucoup de gens participèrent à la discussion avec des comptes-rendus des événements des jours précédents, tout en proposant qu'une revendication essentielle à avancer soit la libération immédiate de tous ceux qui avaient été arrêtés. Des rassemblements de contre-information furent planifiés pour le lendemain. Après la fin de l'assemblée, 150 personnes participèrent à une manif spontanée dans les rues d'Ano Poli, chantant et taguant des slogans contre les flics, le travail salarié et l'État.

Ce même soir, des militants étudiants organisèrent une assemblée populaire dans le quartier ouest, éloigné, d'Ampelokipi, pour ce que nous en savons.



jeudi 18 décembre

La Coordination des occupations et des assemblées générales de l'AUTH appela à une manifestation place Kamara à 11h. Du fait de la forte pluie, seulement 300 militants se rassemblèrent et se dirigèrent vers le ministère de Macédoine et de Thrace.

Dans la soirée un concert fut organisé place YMCA, à côté de la zone de l'Exposition internationale de Thessalonique, par l'école d'Art occupée, avec de nombreux artistes alternatifs y participant, 4 000 à 5 000 personnes de tous âges étaient là. De nombreux tracts appelant à la solidarité avec les personnes arrêtées furent distribués, relayées en même temps par des annonces dans les haut-parleurs. Ce concert pris fin après minuit. Plus tard dans la nuit, un autre concert eut lieu à l'école Polytechnique, appelé par la Coordination.

vendredi 19 décembre

La seconde assemblée populaire d'Ano Poli eut lieu place Koule Kafé, en face de la bibliothèque municipale précédemment mentionnée. 100 à 150 personnes y participèrent ; des rassemblements de contre-information furent prévus pour le lendemain.

samedi 20 décembre

Vers 10h, des militants libertaires occupèrent le cinéma Olympion, le plus luxueux de la ville et lieu du Festival International du Film de Thessalonique, au cœur du centre-ville. Les projections officielles laissèrent place aux films militants et aux documentaires pour le reste de la journée. Le café du cinéma servit de lieu de rendez-vous pour les occupants et les passants, où les boissons étaient gratuites. Des milliers de tracts furent distribués. Les slogans furent criés à côté de l'Olympion occupé, une boîte de bonbons fut lancée sur le maire de Thessalonique pendant une opération caritative de rue, qui fut interrompue. Une petite unité de police accourut afin de défendre le maire ridiculisé. A 18h, 400 à 500 personnes se retrouvèrent dans une assemblée ouverte qui eut lieu au « cinéma Olympion libéré ». De nombreux comptes-rendus de l'agitation récente et les propositions pour le futur furent débattues. Tard dans la soirée, l'occupation prit fin avec une manifestation de 1 000 à 1 500 personnes dans l'avenue Nikis et la rue Ethnikis Aminis. Les flics qui gardaient l'arbre de Noël furent attaqués à la peinture, des caméras de surveillance furent détruites.

dimanche 21 décembre

La troisième assemblée populaire eut lieu à Ano Poli. Environ 100 personnes occupèrent temporairement l'église de Taksiarhes où

ils firent des propositions et discutèrent des actions pour le lendemain. Un prêtre menaça d'excommunier les participants ! Cette occupation constitua un scandale majeur pour les fractions conservatrices de la société locale. Le lendemain, une douzaine de flics en civil gardaient l'église de Taksiarhes alors que la police anti-émeute surveillait une autre église connue dans le quartier d'Ano Poli.

lundi 22 décembre

Tôt le matin, la bibliothèque municipale d'Ano Poli fut occupée afin d'accueillir les assemblées populaires et d'être utilisée comme centre de contre-information. Dans la matinée, des tracts furent distribués par des occupants dans les rues et les lycées d'Ano Poli. La quatrième assemblée populaire eut lieu le soir. Outre l'organisation des actions pour le lendemain, un thème majeur de l'assemblée fut l'idée d'un appel à des actions dans le centre-ville pendant Noël, faisant valoir que « *cette année on ne célèbre pas Noël, on s'émeute* ».

mercredi 24 décembre

A 18h30, une manifestation locale appelée par la bibliothèque municipale occupée eut lieu dans les rues principales du quartier d'Ano Poli, à laquelle participèrent une centaine de militants du milieu libertaire. De nombreux tracts appelant à une libération immédiate des personnes arrêtées et dénonçant les célébrations de Noël furent distribués aux employés des magasins, aux habitants et aux passants. Après la manif, l'occupation de la bibliothèque municipale pris fin sur fond d'agitation sociale réduite. De ce fait il était devenu impossible d'organiser des contestations et d'autres actions durant Noël.

retour à la normale ?

Jusqu'ici tout va bien. La vie dans la ville de Thessalonique semble être revenue à la normale. Toutefois, quelques réunions de militants continuent à avoir lieu, comme dans l'école d'Art occupée dans la banlieue est de Kalamaria et à Ano Poli. Hier, jeudi 30 décembre, 100 personnes manifestèrent à Kalamaria contre les célébrations du Nouvel An, appelant à la libération immédiate des personnes arrêtées pendant que des ouvriers, des immigrés et des militants occupaient la Bourse du travail de Thessalonique, exprimant leur solidarité à l'ouvrière syndicaliste bulgare de l'ISAP (métro d'Athènes et du Pirée) Konstantina Kouneva, qui avait été attaquée à l'acide sulfurique le 23 décembre ; elle est toujours à l'hôpital et dans un état grave.

Comme pour ce soir, il y a un appel à un rassemblement place Rotonda à minuit et demi : « *pendant la nuit du réveillon, nous n'allons pas rester à la maison en attendant une nouvelle année morte ; nous allons sortir nous amuser et les rues seront à nous ; tout à changé, l'émeute fait maintenant partie de nos vies ; pour chaque moment assassin, pour tous les copains qui sont morts, pour tout ce que nous ressentons et nous recherchons* »

Il est quasiment impossible pour qui que ce soit d'estimer si ou comment cette agitation sociale va continuer après le 7 janvier, le jour de la rentrée. Selon ce qui arrivera, plus rien ne sera pareil, non seulement pour nous qui avons été dans la rue, mais aussi bien pour toute la classe ouvrière de ce pays.

Blaumachen et amis, Thessalonique, 31 décembre 2008.

Joyeux Noël !

La VIOLENCE c'est travailler 40 ans, pour des salaires misérables, et s'estimer heureux de pouvoir prendre sa retraite,
La VIOLENCE ce sont les obligations d'État, les fonds de pension volés, et la fraude des marchés boursiers,
La VIOLENCE c'est d'être forcé d'emprunter pour te loger et de rembourser à prix d'or,
La VIOLENCE c'est le droit de la direction de te licencier quand elle veut,
La VIOLENCE c'est le chômage, le temps partiel, 400 euros de salaire avec ou sans sécurité sociale,
La VIOLENCE ce sont les accidents du travail ; vu que les patrons diminuent les « coûts de sécurité » du travail,
La VIOLENCE c'est de se rendre malade de travailler si dur,
La VIOLENCE c'est consommer des psychotropes et des vitamines afin d'affronter des heures de travail épuisantes,
La VIOLENCE c'est travailler pour de l'argent afin d'acheter les médicaments nécessaires pour maintenir ta capacité de travail,
La VIOLENCE c'est mourir sur des lits prêts à l'emploi dans des hôpitaux horribles, quand tu ne peux pas payer de pot-de-vin.

*Prolétaires du local occupé de la Confédération Syndicale Grecque (GSEE), Athènes, décembre 2008.
[tract distribué le 24 décembre]*

ANALYSES

Voici un texte de camarades grecs, élaboré dans le contexte de discussions qui ont eu lieu, notamment à Paris, en juin 2009.

DÉCEMBRE 2008 EN GRÈCE : UNE TENTATIVE DE MISE AU JOUR DE LA FORCE ET DES LIMITES DE NOTRE LUTTE

Malgré les tentatives de l'État et de son spectacle de réduire les événements de décembre 2008 à une « révolte des jeunes » qui, vu la sensibilité intrinsèque de leur âge, ont toutes les raisons de réagir au monde des adultes, on y trouve des éléments qui les désignent comme les événements *historiques* les plus importants des 35 dernières années en Grèce. Décembre fut une révolte d'une minorité de la classe ouvrière qui vit dans ce coin du monde. Par ses actions, cette minorité a critiqué les rapports sociaux contemporains, le travail, la marchandise, l'État. Cette critique (destructrice et créatrice à la fois) était anticapitaliste et non réformiste et exprimait le besoin de dépassement des rapports capitalistes.

« *De la frontière aux commissariats, la démocratie assassine* » (slogan inscrit sur un mur)

« *Remember, remember the 6th of December* », a été inscrit sur un mur à Athènes. Depuis ce soir-là et pendant quelques jours ce sont les actions d'une foule de jeunes surtout (mais pas exclusivement) prolétaires qui ont parlé : flics et commissariats attaqués, banques incendiées, magasins détruits et pillés, ministères, chambres d'industrie et entreprises de location de personnel vandalisées, universités, mairies et autres bâtiments publics occupés. Dans les rues des villes révoltées, on trouvait des élèves du secondaire, parmi lesquels nombre d'immigrés de deuxième génération, des étudiants, des jeunes travailleurs et chômeurs, des gens du pays et des immigrés, des « lumpen » prolétaires et quelques travailleurs « stables ». Dans l'évolution de la crise capitaliste mondiale, la révolte en elle-même a démontré « *la profonde conviction des jeunes que leur avenir a été pillé d'avance* » (comme Mike Davis l'a signalé très pertinemment lors d'une interview). Décembre ne fut pas un mouvement contre l'arbitraire policier ou la répression. Le fait que la répression devint la cible de l'attaque prolétaire peut s'expliquer si l'on considère dans sa réalité le coup tiré par un petit flic quelconque : comme l'expression d'un État qui doit intervenir d'une façon de plus en plus disciplinaire contre un prolétariat qu'il est de plus en plus difficile d'« intégrer »^[1] dans le monde capitaliste actuel. Ce n'était pas non plus un mouvement contre le gouvernement : les actions des révoltés, ayant comme point de départ la vie de merde d'aujourd'hui^[2], étaient dirigées contre l'avenir du monde capitaliste.

NOTES

[1] Sous « *intégration* » il faut entendre ici les modalités de l'intégration du prolétariat au capital pendant une phase antérieure du développement du capital, la période social-démocrate, qui est révolue à jamais. Il va sans dire que, tant que le capitalisme existe, le prolétariat est intégré au rapport capital.

[2] « *Nous venger non seulement pour la mort de Alexis, mais aussi pour les milliers d'heures qu'on nous vole au travail, pour les milliers de moments où l'on a senti l'humiliation au bureau du directeur, les milliers de moments où l'on a retenu notre colère devant un CONNARD de client 'exigeant' ! Pour nos rêves qui sont devenus publicités, pour nos idées qui sont devenues orientations gouvernementales et votes, pour la vie qui s'use continuellement, pour nous-mêmes qui devenons petit à petit des ombres dans une vie quotidienne qui se répète...* » écrivaient ces jours-là deux employés d'un centre commercial d'Athènes.



« *Eux, ils ruinent notre vie, nous, on va tout ruiner pour reprendre nos vies en main* »

(slogan inscrit sur un mur)

Les prolétaires révoltés n'ont formulé aucune demande et n'avaient aucune revendication, parce qu'« *ils vivent quotidiennement et, par conséquent, ils savent bien que la classe dominante refuse de satisfaire toute demande de ce genre* », comme on lisait sur un tract distribué par quelques occupants de l'ASOEE (École Supérieure d'Études Économiques et Commerciales). Les jours de décembre ont rendu plus que clair que la crise du capitalisme est aussi une crise de la politique. Les révoltés saccageaient ou occupaient les bâtiments de l'État, c'est-à-dire du capitaliste collectif et du mécanisme de reproduction sociale avec lequel ils auraient dû tenter d'entrer en compromis dans le cadre d'une lutte revendicative. Leurs attaques contre les bâtiments publics et l'absence de revendications n'ont été que deux aspects de la même réalité. « *C'est bien sûr cette absence de demande de réformes (et ainsi l'absence de toute prise permettant la gestion de la protestation) qui est l'élément le plus scandaleux — et pas les cocktails Molotov ou les vitrines brisées* » signale justement Mike Davis dans la même interview.

Décembre ne cherchait pas à négocier, et cela constitue une rupture avec le mouvement des occupations étudiant de 2006-07, qui fut massif et de longue durée et constitue le précurseur direct de la révolte, dans le sens où ce mouvement exprimait la rébellion d'une fraction particulière de jeunes prolétaires (ayant un grand poids social dans le cas grec) — de la (future)

NOTES

[3] « *En fin de compte, l'État est capable de reconnaître toute revendication d'identité, même celle d'une identité nationale (c'est-à-dire étatique) différente dans ce même État. Cependant, ce que l'État ne peut en aucun cas supporter c'est la communauté qui se forme entre les individualités sans exprimer une identité, c'est-à-dire le fait d'une co-appartenance des gens sans que la situation qui les unit puisse être représentée* ». (G. Agamben, *La communauté qui vient*)

[4] Dans les pratiques manifestées dans les rues on ne pouvait pas distinguer entre rôles « masculins » et « féminins ». En plus, les femmes ont *attaqué* les chefaillons durant les assemblées quand ceux-ci essayaient d'imposer de force leurs conceptions ou tactiques.

force de travail qualifiée — contre le blocage de sa reproduction. Mais le mouvement étudiant était *revendicatif* (il revendiquait une meilleure intégration pour les jeunes spécialisés), malgré les contradictions et les conflits internes qu'il a connus. Nous qui signons ce texte, faisant partie de ce mouvement et envisageant son incapacité de s'étendre au delà de l'université, nous considérons que certaines demandes concrètes pourraient constituer un outil (politique) de contestation des clivages au sein de la classe ouvrière. Sentant l'attaque contre la reproduction de la classe comme un élément central de la restructuration capitaliste, nous croyions que la revendication d'un « salaire social » pourrait jouer ce rôle unificateur, contestant l'ancrage de notre reproduction au travail, et c'est ainsi que nous avons essayé de promouvoir cette idée au sein du mouvement. La révolte de décembre et notre participation à celle-ci a été la *critique vécue* de notre attitude précédente, car elle nous a démontré que la fragmentation du prolétariat en plusieurs catégories de force de travail, antagonistes entre elles, n'est mise en question qu'au moment de la critique en actes du rapport capital lui-même, c'est-à-dire de l'existence même des prolétaires en tant que force de travail.

L'absence de revendications signifiait en même temps la prédominance d'une forme d'organisation informelle (le cercle d'amis) et elle a eu un résultat concret : l'État a eu beau chercher, il n'a pas

pu trouver une représentation des révoltés et surtout il n'a pas pu en fabriquer une, afin d'ouvrir la voie pour dompter le mouvement^[3]. Dans tout mouvement revendicatif il existe par définition une organisation qui exprime aussi les limites de ce mouvement. Par exemple, une grève revendicative est organisée par un syndicat ou même par une fraction combative des ouvriers en dehors du syndicat ; ces deux formes d'organisation assument en fin de compte le rôle de garantir la reprise du travail (peut-être même contre une minorité qui ne désire pas cette reprise). De même, une protestation sur une question concrète est organisée par un parti (ou un milieu politique), dont le rôle est avant tout de définir la question, c'est-à-dire de définir l'issue du combat en tant qu'enjeu se rapportant à *une question précise* et déterminer par la suite le contenu ainsi que le moment de la victoire ou de la défaite, c'est-à-dire le moment de la *fin* du combat. Dans le cas de Décembre, il y a eu des récupérateurs de toute sorte qui, aux côtés de ceux qui condamnaient en bloc la révolte, essayaient de convaincre que c'est uniquement la protestation politique qui peut générer des avantages et pas la soi-disant violence aveugle. Pourtant, la tentative de médiation a échoué, car les médiateurs faisaient face à des révoltés qui, refusant leur rôle, montraient qu'ils ont enfin compris qu'il ne peut y avoir d'« avantage » matériel pour eux dans le capitalisme.

« *Revenir à la situation d'avant ? Il n'en est pas question* » (slogan inscrit sur un mur)

Dans un bilan de la révolte de décembre à usage prolétarien, il est important d'examiner ce que les prolétaires révoltés des deux sexes^[4] **ont fait**, ce qu'ils **n'ont pas fait**, c'est-à-dire quelles étaient les limites de leurs actions, et ce qu'ils ont montré **pouvoir faire** dans l'avenir.

Les actions qui montraient la direction d'un monde nouveau, malgré les contradictions qui se trouvaient aussi en elles, étaient **les pillages des marchandises, la pratique anti-syndicale** qui s'est exprimée lors de l'occupation du bâtiment de la GSEE (Confédération Générale des Travailleurs) et les **attaques sauvages des commissariats de police** par les lycéens. Ces actions expriment la pression qui s'est exercée sur les « parois » des rapports capitalistes, à leurs points les plus forts, tandis qu'en même temps elles se caractérisent par une originalité historique^[5] en ce qui concerne la Grèce. Également importante fut la **participation relativement forte des immigrés**, fait qui démontre que les divisions parmi les prolétaires sont surmontées uniquement quand la lutte est **contre le capital**.

« *Up against the wall motherfuckers ! We've come for what's ours...* » (titre d'un tract)

Les pillages ont eu lieu surtout à Athènes, dans un moindre degré à Thessalonique et à un degré encore moindre en province. Ils constituent le plus grand scandale de Décembre. Les journalistes et les médiateurs politiques de tous bords ont pu dans un premier temps supporter et « justifier » les attaques contre la police et les vandalismes, mais jamais l'attaque prolétarienne contre la propriété privée. Et pourtant, quoi de plus naturel que l'expropriation directe quand le spectacle distribue à gogo des promesses de bonheur consumériste, au moment même où l'on prive les prolétaires des moyens pour satisfaire ces promesses.

Le rôle principal dans les pillages de décembre a été tenu par les immigrés, mais ils n'étaient pas les seuls à y participer. Dans plusieurs cas, des élèves, des étudiants, mais également des prolétaires grecs d'un âge plus avancé ont pu profiter des soldes à 100% qu'offrait la faiblesse de l'État à protéger la propriété privée. Bien entendu, l'État et les moyens d'information ont tenté de distinguer parmi les révoltés manifestants grecs et pilleurs étrangers. Pour plusieurs immigrés c'était leur seule façon de participer à la révolte ; vu que la police était occupée, ils ont saisi l'occasion pour exproprier des marchandises dans les magasins de leur quartier. Dans deux cas au moins, des dizaines d'entre eux sont apparus brusquement, venus de nulle part, et ils ont vidé les magasins d'une rue commerciale. Dans d'autres cas, il y a eu des pillages derrière les barricades dans des quartiers qui étaient provisoirement libérés de la police durant les affrontements. Il est important de souligner que les pillages ont commencé à Athènes juste après le coup de feu, le premier soir de la révolte, et à Thessalonique le lendemain. Les réappropriations qui ont eu lieu concernent une très large gamme de marchandises : des denrées alimentaires et autres articles de première nécessité (médicaments, meubles, habits, carburant) jusqu'aux articles de luxe, certains d'entre eux destinés à la revente. À certaines occasions il y a eu des attaques de distributeurs automatiques de billets visant la monnaie « sonnante et trébuchante », mais sans succès. Plusieurs « professionnels de la délinquance » ont saisi l'occasion pour organiser des attaques contre des joailleries et autres commerces de luxe. Souvent, après le pillage, les révoltés détruisaient les magasins et les marchandises qu'ils n'avaient pu emporter. C'est ainsi qu'ils concevaient l'achèvement de leur fête. À travers leurs actions ils déclaraient que bien qu'aujourd'hui ils utilisent les marchandises (les privant de leur valeur d'échange dans la plupart des cas), ils ne souhaitent pas que les magasins existent demain.



« *Ces jours appartient à Alexis* »

(slogan inscrit sur un mur)

L'entrée des élèves du secondaire dans la scène des affrontements, le matin du lundi 8 décembre, donna à l'agitation une autre dimension et la propagea dans les quartiers d'Athènes et dans plusieurs petites villes de province. Aux attaques sauvages des élèves du secondaire contre les commissariats participaient aussi plusieurs immigrés de deuxième génération, élèves du secondaire eux-mêmes. Vu l'impuissance de l'État grec à promouvoir une éducation ségrégative (il est habituel que des lycéens grecs et immigrés soient assis sur le même banc) et l'absence d'une exclusion urbanistique des immigrés comme c'est le cas dans les villes françaises, cette génération d'immigrés interagit avec les lycéens d'origine grecque, parce que les conditions auxquelles doivent faire face beaucoup de jeunes grecs et étrangers coïncident. Ce fait explique en grande partie leur présence collective lors de l'agitation de Décembre. Naturellement, ce sont les lycéens qui ont vécu, plus que tous les autres, l'assassinat du jeune de 15 ans, comme l'assassinat de l'un d'entre eux.



NOTE

[5] D'après nos connaissances, dans le territoire grec il n'y a pas eu des pillages de **cette étendue** depuis la guerre civile. Il y a eu des pillages d'une portée plus limitée lors des événements de juillet 1965 et pendant la révolte de l'École Polytechnique en 1973, mais aussi pendant le mouvement lycéen de 1991. Quant à une critique du syndicalisme, elle n'a jamais été exprimée d'une façon aussi radicale.

CES JOURS SONT LES NÔTRES, AUSSI.

Après l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos, nous avons connu un état d'agitation sans précédent, une explosion de colère qui semble infinie. Il semble que ce soient les étudiants qui ont été à l'origine de ce soulèvement, qui avec une passion inépuisable et une chaleureuse spontanéité ont renversé la situation dans son ensemble. Vous ne pouvez pas arrêter quelque chose que vous ne contrôlez pas, quelque chose qui s'organise spontanément et dans des conditions que vous ne comprenez pas. C'est la beauté du soulèvement. Les élèves du secondaire font l'histoire et laissent à d'autres le soin de l'écrire et de la classer idéologiquement. Les rues, les objectifs, la passion leur appartiennent.

Dans le cadre de cette mobilisation élargie, derrière les manifestations étudiantes à l'avant-garde, il y a une participation massive de la deuxième génération d'immigrés et également de nombreux réfugiés. Les réfugiés viennent à la rue en petit nombre, avec peu d'organisation, mais de la spontanéité et de l'impétuosité. À l'heure actuelle, ils sont les plus actifs parmi les étrangers vivant en Grèce. Quoi qu'il en soit, ils ont très peu à perdre.

Les enfants d'immigrés se mobilisent en masse et dynamiquement, principalement au travers des actions de l'école secondaire et de l'université ainsi que via les organismes de gauche et d'extrême gauche. Ils sont la partie la mieux intégrée de la communauté immigrée, sa partie la plus courageuse. Ils sont différents de leurs parents, qui sont arrivés ici la tête basse, comme s'ils mendiaient un morceau de pain. Ils font partie de la société grecque, puisqu'ils n'ont jamais vécu ailleurs. Ils ne mentent rien, ils demandent l'égalité avec leurs camarades grecs. Égaux en droits, dans la rue, dans leurs rêves.

Pour nous, les immigrés organisés politiquement, il s'agit d'un second Novembre 2005 Français. Nous n'avons jamais eu l'illusion que lorsque les peuples se soulèveraient de rage, nous serions en mesure de les diriger d'aucune manière. Malgré les luttes que nous avons menées toutes ces années, nous n'avons jamais réussi à atteindre un tel niveau de réponse que celui d'aujourd'hui. Maintenant il est temps à la rue de parler: Le cri assourdissant que nous entendons est pour les 18 ans de violence, de répression, d'exploitation et d'humiliation. Ces jours sont les nôtres, aussi.

Ces journées sont pour les centaines d'immigrés et de réfugiés qui ont été assassinés aux frontières, dans les commissariats de police et sur les lieux de travail. Ils sont pour tous ceux qui ont été assassinés par les flics et les milices. Ils sont pour tous ceux qui ont été assassinés pour avoir osé franchir la frontière et travailler jusqu'à la mort, pour n'avoir pas baissé la tête, ou pour rien. Ils sont pour GRAMOZ PALOUSI, LOUAN MPERNTELIMA, ENTISON GIAXAI, TONI ONOUXA, AMNPTOURAKIM INTRIZ, MONTASER MOXAMENT ASTRAF et tant d'autres que nous n'avons pas oubliés.

Ces jours sont pour la violence policière quotidienne qui reste impunie et sans réponse. Ils sont pour les humiliations à la fron-

tière et aux centres de détention d'immigrés, humiliations qui continuent à ce jour. Ils sont pour l'injustice criante des tribunaux grecs, pour les immigrés et les réfugiés injustement en prison, pour la justice nous est refusée. Même aujourd'hui, dans ces jours et ces nuits de révolte, les immigrés paient un lourd tribut aux attaques de l'extrême-droite et des flics, avec des peines d'emprisonnement et d'expulsion que les tribunaux distribuent avec un amour chrétien aux infidèles que nous sommes.

Ces jours sont pour l'exploitation continue et sans relâche depuis 18 ans maintenant. Ils sont pour les luttes qui n'ont pas été oubliées : dans les faubourgs de Volos, les travaux olympiques, la ville d'Amaliada. Ils sont pour la peine et le sang de nos parents, pour le travail non déclaré, pour les horaires de travail interminables. Ils sont pour les transferts financiers et les frais d'envoi, les contributions que nous versons à la communauté et qui ne sont jamais reconnues. Ils sont pour les papiers d'identité que nous chercherons pendant le reste de notre vie, tel un billet de loterie gagnant.

Ces jours sont pour le prix que nous devons payer pour simplement exister et respirer. Ils sont pour tous les moments où nous avons serré les dents face aux insultes, face aux reniements quotidiens. Ils sont pour tous les moments où nous n'avons pas réagi quand bien même nous avions les meilleurs raisons au monde de le faire. Ils sont pour toutes les fois où nous avons réagi et où nous nous sommes retrouvés seuls parce que nos morts et notre rage ne correspondaient pas aux formes existantes admises, n'apportaient pas de votes, n'étaient pas vendeurs au prime time de l'actualité.

Ces jours-ci appartiennent à tous les marginaux, aux exclus, aux personnes affligées de noms difficilement prononçables et d'histoires incompréhensibles. Ils appartiennent à tous ceux qui meurent chaque jour dans la mer Egée et le fleuve Evros, à tous ceux assassinés à la frontière ou dans une rue du cœur d'Athènes. Ils appartiennent à la communauté rom de Zefyri, aux toxicomanes d'Eksarhia. Ces jours-ci appartiennent aux enfants de la rue Mesollogiou, aux non intégrés, aux étudiants incontrôlables. Grâce à Alexis, ces jours-ci nous appartiennent à tous.

**18 ans de rage silencieuse, c'est trop.
A nos rues, pour la solidarité et la dignité!
Nous n'avons pas oublié, nous n'oublierons pas
Ces jours-ci sont les vôtres aussi
Luan, Tony, Mohamed, Alexis ...**

*Le texte suivant a été distribué le 15 décembre 2008
aux étudiants encerclant le siège de la police, par des membres de
l'Association des Immigrés Albanais.*

NOTES

[6] On peut voir l'état d'esprit d'une grande partie des mineurs dans l'extrait suivant d'un tract d'élèves : « *Nous on travaille pour qu'ils mangent. IL Y EN A MARRE, eux avec leur ventre et nous avec notre faim. Où est l'égalité dont parle leur SOI-DISANT démocratie ? Le salaire de base de 600 euros ? C'est donc ça leur égalité, c'est ça l'égalité des chances ? C'EST LES 600 EUROS QUI LES BRÛLENT. Ça va être l'allume-feu qui fera flamber votre monde, bande de salauds !* ».

[7] Les occupations d'écoles par les élèves sans véritable ensemble de revendications ont constitué également une pratique courante pendant les années 90, à la suite du grand mouvement lycéen en 1990-91. Cette « agréable habitude » des élèves a été interrompue à la fin de la décennie quand l'État a contre-attaqué avec la restructuration de l'éducation par le ministre Arsenis. Mais on a pu constater que ce n'était que provisoire.

Il est clair que ces lycéens savent très bien ce que l'avenir leur réserve^[6], car ils vivent l'intensification de l'entreprise disciplinaire (par exemple, avec la loi « contre le port de la cagoule », les attaques contre les sous-cultures des jeunes et les contrôles continuels dans la rue par les flics) et la tentative de rationalisation des mécanismes de sélection/exclusion (plusieurs lois les concernant ont été mises en application par l'État grec au cours de la dernière décennie). Dans le tumulte général du monde de l'enseignement (avec le mouvement des occupations étudiant et la longue grève — six semaines — des enseignants), vers l'automne de chaque année depuis 2006 on voit apparaître des occupations de plusieurs écoles du pays par les élèves, sans raison/revendication spéciale^[7] la plupart du temps. Bref, les élèves expriment qu'ils n'ont pas envie d'être des élèves, et par le moyen des occupations ils diminuent indirectement la durée de l'année scolaire.

Cette pratique des élèves du secondaire pendant la révolte annonce que la crise de reproduction du système capitaliste est déjà là. Les jeunes, c'est-à-dire les *futurs travailleurs/chômeurs*, ayant conscience qu'ils sont destinés à être une force de travail entièrement consommable *dans l'avenir*, refusent à travers la révolte leur rôle de lycéen ou d'étudiant *dans le présent*. L'absence de revendication s'est exprimée par l'élan destructeur contre les commissariats, une pratique « revalorisée » par rapport aux occupations d'écoles. Peut-être la combinaison de l'absence

totale de revendications et de l'intensité de la violence pendant les premiers jours de la révolte est la raison pour laquelle les occupations d'écoles n'ont pas été généralisées par la suite. Il était difficile pour les élèves de revenir à la pratique plus usuelle de « rater le cours ».

« *Ces jours sont les nôtres, aussi* »
(extrait d'un tract d'immigrés albanais)

Les actes de révolte simultanés des prolétaires grecs précarisés et des immigrés, auxquels le capital impose la précarité en termes plus que brutaux, marquent le dépassement de la division ethnique, une des armes les plus puissantes qu'utilise le capital pour imposer sa reproduction. Le fait que lors du mouvement français en 2005-06 cette division a joué un rôle décisif, fait de l'action simultanée des prolétaires grecs et immigrés en décembre une évolution d'une importance historique. La première génération d'immigrés des Balkans (ceux qui ont commencé à affluer dans le pays dès 1990) n'a pas pris part à la révolte ; en général, ils sont largement intégrés à la société grecque puisque leurs attentes (très limitées de toute façon) ont été en quelque sorte réalisées. Par contre, leurs enfants, qui ont commencé leur vie dans ce pays, ont des attentes plus grandes et ils voient qu'elles ne peuvent pas être satisfaites; leur vie peut être tout au plus semblable à celle de leurs parents, ce qui ne peut pas satisfaire cette génération^[8]. Ces jeunes immigrés vont à l'école et malgré le fait qu'ils ne sont pas complètement séparés du reste des élèves, comme on a vu plus haut, ils vivent le racisme et la dépréciation et ils savent qu'ils sont les premiers à faire face à une échelle d'ascension sociale bloquée. Au delà de la participation de jeunes immigrés des Balkans aux manifestations agressives des élèves dans les quartiers d'Athènes, des groupes-bandes de jeunes immigrés se sont joints aux manifestations centrales du lundi 8 décembre. Ils n'avaient pas d'intention particulière de se battre avec les flics. Leur cible principale les banques et les bâtiments publics, mais certains d'entre eux n'ont pas raté l'occasion pour piller des magasins.

Aux émeutes d'Athènes ont également participé les immigrés récents et misérables, qui vivent dans les quartiers-ghettos du centre-ville ; les surnuméraires/exclus : afghans, pakistanais et africains. Ce prolétaires ont participé aux combats du centre-ville, aux alentours de leurs quartiers, pendant les premiers jours des émeutes de décembre et ils ont pillé plusieurs magasins quand l'occasion se présentait. Ils ont aussi attaqué le commissariat d'Omonoia (connu pour les nombreux cas de brutalités contre les immigrés).

Évidemment, la coexistence de différentes fractions prolétariennes et de leur pratiques n'était pas toujours harmonieuse. Dès le premier jour, plusieurs immigrés qui tentaient de piller ont été repoussés par certains manifestants. Également, pendant l'occupation de l'École Polytechnique d'Athènes à laquelle participaient quelques immigrés après l'explosion des premiers jours, il y a eu des confrontations animées sur cette question entre certains anarchistes et les immigrés. On ne peut pas ignorer le fait que dans certains cas les confrontations au sujet des pillages ont eu lieu pendant les affrontements avec la police, car certains parmi les expropriateurs ne contribuaient pas au maintien des affrontements grâce auxquels ils pouvaient s'approprier ce qu'ils voulaient. À noter aussi que certains des participants aux affrontements, au lieu de se réserver les marchandises, les jetaient dans le feu, soulignant ainsi la valeur d'usage qu'elles devraient avoir en ce moment précis. D'un autre côté, cependant, les confrontations au sujet des pillages sont apparues ailleurs sans qu'il soit question de soutenir le combat (comme par exemple le lundi 8 décembre). Ceux des anarchistes qui s'en sont pris aux « voleurs » auraient très bien pu mettre en valeur leur savoir-faire pour aider à l'expropriation de marchandises et à leur transformation en valeurs d'usage pour ceux qui en avaient besoin, mais au lieu de cela ils ont défendu la « pureté politique » des événements, c'est-à-dire qu'ils pensaient et agissaient déjà en fonction de l'image qu'on aurait d'eux après la fin de la révolte.

La réponse de l'État à la participation des immigrés aux événements fut celle qu'on pouvait attendre : intensification de la répression, opérations de ratissage, expulsions et projet de création d'un camp de concentration à Aspropyrgos. Mais en même temps le flux migratoire grandit et l'État grec se trouve face à des foules de prolétaires surnuméraires qui transitent obligatoirement par la Grèce à cause de sa situation géographique. La colère exprimée par des centaines d'immigrés à Athènes avec les manifés des 21 et 22 mai, où il y a eu des affrontements étendus avec la police (« *Le premier affrontement ouvert entre police et immigrés* » était le titre de l'article paru dans le quotidien *Kathimerini*) et des saccages (des dizaines de voitures et pas mal de banques et de magasins), **n'est pas** le résultat de la stupidité d'un petit flic de base de plus qui aurait décidé de déchirer un livre de prières musulman, ni de l'idéologie religieuse des immigrés musulmans (laquelle est bien réelle)^[9], contrairement aux affirmations déversées par le spectacle pour nous convaincre. Elle provient de la combinaison de la situation asphyxiante réservée aux immigrés sans papiers et de l'expérience qu'ils ont pu acquérir en participant aux événements de Décembre.



NOTES

[8] Des immigrés nous ont décrit le conflit entre des adolescents et leurs parents en ce qui concerne la participation des premiers aux manifestations.

[9] Il est à noter que l'Association des Musulmans de Grèce a condamné les troubles, déclarant qu'ils avaient été prémédités par des éléments extrémistes et demandant aux musulmans qui s'adonnent au vandalisme de quitter la Grèce.

L'occupation du bâtiment de la GSEE a exprimé d'une façon contradictoire la force et la limite de la révolte. Malgré le fait que l'initiative provenait de syndicalistes de base (le rôle principal étant tenu par le syndicat des travailleurs sur deux-roues) qui, dans le remous social, ont trouvé l'occasion de fortifier leurs syndicats par le moyen d'une action « spectaculaire »^[10], l'occupation a exprimé le besoin des prolétaires révoltés de voir la révolte « atteindre » les lieux de travail. Ce même besoin d'extension de la révolte avait été exprimé les jours précédents avec l'occupation de mairies et autres bâtiments publics dans les voisinages/quartiers et dans certaines villes de province.

C'est ainsi que, dès le début de l'occupation du bâtiment de la GSEE, les syndicalistes de base se sont trouvés face à une tendance radicale de prolétaires précaires et stables qui considéraient cette occupation comme la seule possibilité restante pour atteindre le domaine de la production en termes de révolte. Naturellement, les deux tendances ont attaqué la principale instance syndicale bureaucratique des travailleurs en Grèce, mais leur concordance de vues s'arrêtait là^[11]. Allant contre le contenu même de la révolte, ceux qui étaient pour un syndicalisme autonome ont défendu l'identité *ouvrière* de l'occupation et ont tenté (sans succès) de restreindre le rôle des non-travailleurs révoltés dans celle-ci. La synthèse (contradictoire) des deux tendances opposées se reflète dans la désignation de cette opération comme « *Assemblée Générale d'Ouvriers Révoltés* ».

L'occupation de la GSEE — tout comme les contradictions et les conflits qui se sont manifestés lors des occupations dans les quartiers — a fait transparaître *l'impossibilité d'extension de la révolte*. Des milliers de travailleurs sont passés par le bâtiment occupé de la GSEE, tandis que plus de cinq cent personnes faisaient leur apparition lors des assemblées de l'occupation. Pourtant on ne peut dire, en aucun cas, qu'une partie — fût-elle infime — de ces travailleurs a rejoint cette activité. La présence des passants avait un caractère exploratoire et ils ne se sont pas impliqués activement dans un processus que la plupart d'entre eux concevaient comme syndical. Mais c'est précisément à cause du fait que l'occupation ne formulait pas de revendications, que cette contradiction a rendu à plusieurs reprises la discussion chaotique. À noter aussi que les interventions organisées dans les lieux de travail (aux centres d'appel de l'organisme des télécommunications — OTE — et dans une entreprise de sondages) n'ont pas pu atteindre leur but, c'est-à-dire le blocage de la production.

L'occupation du bâtiment de la GSEE a duré cinq jours. Certains syndicalistes de base, dès le deuxième jour (jour de l'accomplissement de leur projet), tentaient sans cesse de bloquer la continuation de l'opération, contre le besoin ressenti par la majorité des occupants de continuer l'occupation *sans aucun but revendicatif / syndical*. Il est à noter cependant que dans cette opposition, il y a

LETTRE OUVERTE DES TRAVAILLEURS D'ATHÈNES À SES ÉTUDIANTS, DANS LE CONTEXTE DES BOULEVERSEMENTS SOCIAUX QUI ONT SUIVI L'ASSASSINAT POLICIER D'UN JEUNE GARÇON.

Notre différence d'âge et l'éloignement rendent difficile la discussion dans la rue ; c'est pourquoi nous vous envoyons cette lettre.

La plupart d'entre nous ne sont pas (pour l'instant) devenus chauves ou bedonnants. Nous avons fait partie du mouvement de 1990-1991, dont vous avez dû entendre parler. À l'époque et alors que nous occupions nos écoles depuis 30/35 jours, les fascistes tuèrent un enseignant parce qu'il avait outrepassé son rôle (qui est d'être un gardien) et qu'il avait rejoint le mouvement adverse ; il nous avait rejoint dans notre combat. Alors même les plus forts d'entre nous rejoignirent la rue et ses émeutes. Pourtant, à l'époque, nous n'envisagions même pas ce que vous faites si facilement aujourd'hui : attaquer les commissariats (bien que nous chantions : « *Brûlons les commissariats !* »...).

Vous avez donc été plus loin que nous, comme il arrive toujours au cours de l'histoire. Bien sûr, les conditions sont différentes. Dans les années 90, ils nous firent miroiter des perspectives de succès personnel et certains d'entre nous y crurent. Maintenant plus personne ne peut croire leurs contes de fées. Vos grands frères nous l'ont prouvé durant le mouvement étudiant 2006/2007 ; à votre tour, vous leur redégueulez en pleine face leurs contes de fées.

Jusqu'ici tout va bien.

Maintenant les questions intéressantes mais difficiles vont apparaître.

Nous allons vous dire ce que nous avons appris de nos combats et de nos défaites (parce qu'aussi longtemps que ce monde ne sera pas le nôtre, nous serons toujours les vaincus) et vous pourrez vous servir comme vous le souhaitez de ce que nous avons appris :

Ne restez pas seuls ; faites appel à nous ; contactez autant de personnes que possible. Nous ne savons pas comment vous pouvez le faire, mais vous y arriverez certainement. Vous avez déjà occupé vos écoles et vous nous dites que la raison la plus importante est que vous n'aimez pas vos écoles. Impeccable. Maintenant que vous les occupez, changez leur rôle. Partagez vos occupations de bâtiments avec d'autres personnes. Faites que vos écoles soient les premiers bâtiments à

accueillir de nouvelles relations. Leur arme la plus puissante est de nous diviser. De la même façon que vous n'avez pas peur d'attaquer leurs commissariats parce que vous êtes ensemble, n'avez pas peur de nous appeler pour que nous changions nos vies tous ensemble.

N'écoutez aucune organisation politique (qu'elle soit anarchiste ou n'importe quoi d'autre) Faites ce que vous avez besoin de faire. Faites confiance aux gens, pas aux idées et aux schémas abstraits. Ayez confiance en vos relations directes avec les gens. Ne les écoutez pas quand ils vous disent que votre combat n'a pas de contenu politique et qu'il devrait en avoir un. Votre combat est le contenu. Vous n'avez que votre combat et il ne tient qu'à vous seuls de conserver son avance. C'est seulement votre combat qui peut changer votre vie, à savoir vous-même et vos vraies relations avec vos camarades.

N'avez pas peur de la nouveauté. Chacun de nous en vieillissant a des idées gravées dans le cerveau. Vous aussi, bien que vous soyez jeunes. N'oubliez pas l'importance de cela. En 1991, nous avons senti l'odeur du nouveau monde et ne l'avons pas trouvé très agréable. On nous apprenait qu'il y a des limites à ne pas dépasser. N'ayant pas peur des destructions d'infrastructures. N'ayant pas peur des vols dans les supermarchés. Nous avons produit tout cela, c'est à nous. Comme nous dans le passé, vous avez été élevés pour produire des choses qui ensuite ne vous appartiennent plus. Reprenons tout cela et partageons-le. Comme nous partageons nos amis et notre amour parmi nous.

Nous nous excusons d'écrire cette lettre rapidement, mais nous l'avons écrite sur notre lieu de travail, à l'insu de notre patron. Nous sommes prisonniers du travail comme vous l'êtes de l'école.

Nous allons maintenant mentir à notre patron et quitter notre boulot sous un faux prétexte, pour vous rejoindre à Syntagma, les pierres à la main.

16 décembre 2008

eu des camarades qui sont *aussi* des syndicalistes de base, qui ont défendu la pratique antisyndicale d'occupation sans revendications et qui y sont restés.

Le dernier jour de l'occupation il y a eu la première manifestation de solidarité aux personnes arrêtées pendant la révolte. C'est ainsi qu'on est passés concrètement au stade des « opérations post-révolte », puisque les centaines de participants ont formé une « assemblée de solidarité aux personnes arrêtées de la révolte » qui fut par la suite active pendant deux mois et demi avant de dégénérer. Une autre opération post-révolte importante à Athènes, qui découle de la tentative d'assassinat de Konstantina Kouneva (une syndicaliste, ouvrière bulgare immigrée travaillant dans le secteur du nettoyage), a également un rapport avec l'occupation du bâtiment de la GSEE puisque la majorité des participants se sont aussi rencontrés pendant cette occupation. La coexistence conflictuelle de la tendance syndicale avec la tendance antisyndicale apparaît d'une façon encore plus claire dans cette activité. Dans les occupations des Bourses du Travail qui ont eu lieu plus tard à Patras, à Thessalonique et dans d'autres villes de province, c'est la tendance syndicale qui a prédominé.

« Canailles, les jours de votre société sont comptés, on a pesé ses joies et ses raisons et on a vu qu'elles manquaient de poids... »
(extrait d'un tract)

La restructuration que le capital a commencée dans le monde occidental au milieu des années 70, et en Grèce au milieu des années 80, a fractionné la classe ouvrière, par conséquent la lutte de classe ne peut qu'être caractérisée par ce fractionnement. Les armes mêmes de la restructuration sont retournées aujourd'hui contre le capital ; les défaites des luttes ouvrières revendicatives des vingt dernières années en Grèce portaient en elles ce décembre 2008. La répression en tant que moyen (inefficace) de gestion des jeunes, la précarisation de la vie elle-même, l'afflux massif d'immigrés et leur utilisation en tant que machines de siège en vue d'une dégradation et d'une flexibilisation plus poussées des relations de travail, tout a été contesté et délégitimé au moment où la balle sortit de l'arme du flic le 6 décembre 2008.

La limite de la révolte était son impossibilité de s'étendre aux lieux de travail, fait qui est directement lié à la composition des participants. La fin d'une révolte ne peut pas être attribuée à des erreurs tactiques; ces dernières peuvent seulement influencer les détails et la vitesse du reflux. Les travailleurs « stables » n'ont pas pris part à la révolte (à part quelques petites fractions minoritaires). Comment était-il possible de perturber le processus de production alors que la plupart des participants à la révolte sont coincés à la frontière entre chômage et travail ou bien ne sont pas encore entrés dans le processus de production ? Le fait que ces deux mondes n'ont pas pu entamer une liaison, à commencer par le moyen de la grève générale du 10 décembre, a démontré qu'*aujourd'hui* la généralisation de la révolte (des précaires surtout) est impossible. De même, les combats qui ont été menés l'année dernière par une partie importante des « stables » de la classe ouvrière contre la restructuration du système de sécurité sociale, ont prouvé qu'une révolte ne peut pas résulter d'une grève générale (où ce sont surtout les stables qui participent) exprimant avant tout les intérêts d'une fraction de la classe qui se sent « travailleuse » et se défend, qui sent donc qu'elle a encore des choses à perdre.

L'évolution de la situation en Grèce après Décembre rend encore plus claires les raisons pour lesquelles la généralisation de la révolte était impossible à réaliser en ce moment historique précis de la lutte des classes. Dans tous les secteurs de production dans lesquels les travailleurs les plus âgés sont en plus grande partie stables et où les nouveaux arrivants entrent dans la production sous le régime des « nouvelles relations de travail », il y a des conflits entre eux, qui arrivent parfois jusqu'à des confrontations violentes^[12]. Dans une période où la crise capitaliste s'accroît et où les emplois qu'offre le capital se réduisent, les prolétaires entrent en concurrence pour ces postes. En Grèce, comme en France, au Royaume Uni et en Belgique,



NOTES

[10] Il s'est avéré qu'ils avaient prévu une occupation de deux jours qui prendrait fin avec la grève de 24 heures déclarée par le syndicat des travailleurs sur deux-roues.

[11] Lors d'une discussion organisée dans la GSEE occupée, sous le thème « 1918-2008 : la GSEE contre les luttes des travailleurs », on a très durement critiqué cette instance bureaucratique. Cependant, les orateurs ont exprimé des points de vue différents en ce qui concerne le syndicalisme lui-même.

[12] Très récemment, dans un congrès de l'OME-OTE (syndicat de l'organisme des télécommunications OTE), la délégation du syndicat nouvellement constitué des contractuels travaillant dans les centres d'appel (*call centers*) de l'OTE (qui ne sont pas représentés dans l'OME-OTE et sont dans leur écrasante majorité des jeunes, dont de nombreux étudiants) a été violemment prise à parti par les syndicalistes de la présidence du congrès aux cris de « on ne vous connaît pas, qui êtes-vous ? ».

un nouveau courant a commencé à faire surface, celui exprimé, comme nous avons déjà mentionné, dans les occupations de la GSEE et des Bourses du Travail, le courant du syndicalisme de base « sauvage ». Mais la question est que le pôle capitaliste utilise même la crise pour accentuer la flexibilisation du travail et pour s'attaquer à la reproduction des prolétaires, et que donc il devient impossible pour ces tentatives syndicalistes marginales, qui s'expriment aux limites entre la légalité et l'illégalité, d'obtenir des succès pour l'ensemble des travailleurs qui y participent. D'après les données que nous possédons jusqu'à aujourd'hui, et bien que nous nous trouvions à un stade précoce de cette évolution, il paraîtrait que le résultat des luttes syndicales d'aujourd'hui est une division accrue entre les travailleurs précaires, qui vient s'ajouter à la division déjà existante entre précaires et stables. Bien sûr, il se pourrait que la mobilisation des précaires ouvre des brèches au sein des syndicats des travailleurs stables et que les minorités radicales trouvent l'occasion, à travers les confrontations, de se libérer enfin du mode d'action qui est inévitablement reproduit dans leur syndicat. Mais de cette façon, la lutte syndicale pourrait-elle obtenir des résultats ? Rien de moins sûr, puisque le non retour du capital à une stratégie social-démocrate n'est pas une question de rapport de forces conjoncturel; il est une question historique, c'est-à-dire le produit cumulé des luttes de classe du passé et de la restructuration qui a suivi la période des grandes luttes de classe des années 1960 et 1970. Il est clair que nous traversons une période historique critique, dans laquelle la perspective de la destruction du capital (mais aussi de l'approfondissement de sa domination) s'ouvre devant nous. Cette évolution dépendra de plusieurs facteurs, que nous ne sommes manifestement pas en mesure de connaître en ce moment.

L'évolution historique générale dans le sens de la précarisation de la vie de la classe ouvrière a montré elle aussi, en décembre, sa force mais aussi ses limites. Cette tendance, en tant que stratégie du capital, va continuer à l'avenir. Notre appréciation, c'est que les luttes syndicales mènent à une plus grande division et fragmentation du prolétariat et qu'elles vont de toute façon échouer. Peut-être que de cette façon, à l'avenir, la lutte des diverses fractions des travailleurs de plus en plus précaires et des chômeurs sera de plus en plus une *lutte contre le rapport capital*, comme ceci s'est déjà exprimé en décembre 2008 en Grèce par des minorités qui ont agi de façon diffuse dans tout le pays. Peut-être qu'ainsi la « classe dangereuse » va occuper de façon agressive l'avant de la scène; peut-être que les lieux de travail aussi deviendront des cibles des attaques destructrices du prolétariat, en plus des bâtiments publics qui, déjà, ne se sentent pas très bien parce que les flics embauchés, quel que soit leur nombre, ne suffisent pas pour les garder. Nous retrouverons la révolte sur notre chemin.

Quelques participants à certains des événements de décembre 2008 en Grèce, fin mai 2009.



« Rien n'est fini, rien ne finira ! Tout continue, tout... »

Anarchistes du désert du Réel. Athènes, janvier 2009.

LE MOIS DE DÉCEMBRE 2008 a compté comme des années. Le meurtre d'Alexis Grigoropoulos par l'assassin d'État Epaminondas Korkoneas dans le quartier d'Exarchia le 6 décembre a été l'étincelle à travers laquelle la douleur s'est transformée en rage, et la rage en révolte. Cette nuit-là et pendant de nombreux jours et nuits, la contre-violence sociale et de classe s'est développée dans les rues d'Athènes, de Thessalonique et de dizaines d'autres villes et villages grecs pour renvoyer au pouvoir une partie de notre vengeance. Une vengeance qui a trouvé des manières de s'exprimer collectivement, en masse comme individuellement, spontanément comme de manière organisée. Les rassemblements et les affrontements avec les chiens de garde de la démocratie grecque, les dizaines de manifestations et d'attaques contre les commissariats, les incendies et les saccages de centaines de banques et de commerces, les destructions et les expropriations de marchandises, le sapin de Noël brûlé sur la place du Parlement ont été quelques-unes des négations face au dilemme qui se pose depuis qu'existe le pouvoir : être agenouillé ou révolté, citoyen pacifié ou humain.

C'était la première fois depuis la chute de la dictature, sous la démocratie, qu'autant de femmes et d'hommes, de jeunes, grecs ou immigrés, différents et égaux, ont nié les rôles imposés par le pouvoir et ont contesté en pratique le privilège de l'État, celui de tuer impunément. Les occupations de consulats grecs et les attaques qu'ils ont subies, les manifestations dans des dizaines de villes à travers le monde, et qui se sont parfois terminées par des arrestations, ont montré que les damnés de la terre savent partager le langage de la rue et de la solidarité.

Le lavage de cerveau par les écrans de télévision, internet, les premières pages des journaux et les émissions de radios se sont empressées d'« expliquer » la révolte, la divisant entre « bons » lycéens et « méchants » cagoulés, entre manifestants « pacifiques » et immigrés « voleurs ». Ils ont tenté de semer la peur et la confusion. Mais tout cela s'est révélé inutile. La révolte n'a pas été divisée. Tous ceux qui se sont retrouvés dans les rues connaissent les raisons qui l'ont allumée. La seule division qui existe dans une société d'exploitation et d'oppression a surgi dès les premières heures après l'assassinat d'Alexis. D'un côté des barricades se trouvait la foule agitée des insurgés. De l'autre se trouvaient leurs ennemis : l'État en protégeant son pouvoir, ses flics en tabassant et arrêtant, les haut-gradés de l'armée en déclarant l'état d'urgence, les néo-nazis para-étatiques en aidant les forces de répression, les procureurs et les juges en incarcérant, les partis en tentant de créer un consensus politique, les constructeurs de l'opinion publique en calomniant l'esprit de la révolte, les prêtres voleurs en excommuniant, les petits et grands commerçants en pleurant leurs richesses perdues, les bien-pensants en demandant de l'ordre et de la sécurité, c'est-à-dire en défendant l'idéologie qui a armé la main de dizaines d'assassins comme Korkoneas, volant la vie de dizaines d'insoumis comme Alexis.

Les vitrines fragiles sont tombées en morceaux, et avec elles toutes les illusions d'un bien-être né de l'esclavage volontaire, un bien-être qui ne peut plus être ni promis ni garanti pour personne. Les distributeurs n'ont plus craché d'argent mais du feu. Aucune propagande ne peut cacher la réalité qui a illuminé les rues. Aucune guerre chimique ni aucune répression ne pourront imposer un silence de cimetière. Rien ne sera plus comme avant. Au cours de

ces semaines lors desquelles a été mis en acte ce qui aurait pu devenir une guerre civile, chaque conscience a dû faire un choix : avec la vie ou avec la mort, avec la révolte ou avec le pouvoir.

Le langage médiatique et intellectuoïde de la récupération s'est plaint sans interruption : « Ils n'avaient aucune revendication, ça n'a été qu'une explosion, il s'agit de violence aveugle ». Alors oui, messieurs, nous ne demandons rien parce que nous voulons tout, parce que dans ce monde nous préférons cacher nos visages et attaquer. Moins vous comprenez ce que nous disons et ce que nous faisons, et plus nous sommes sûrs d'être sur la bonne route, sur la route du refus de ce monde-prison. Vous cherchez inutilement à nous pousser au dialogue, mais nous n'avons aucune demande à faire, car ce que nous revendiquons ne se mendie pas, il s'obtient par la pratique : auto-organisation et solidarité, complicité et entraide entre les opprimés, haine infinie contre le pouvoir et action directe pour sa destruction. Des dizaines d'occupations d'université, d'écoles et de bâtiments étatiques et municipaux aussi bien au centre qu'en banlieue d'Athènes et de tant d'autres villes. L'autogestion du quotidien en leur sein, basée sur l'égalité et l'horizontalité. Les cantines et le café auto-organisés avec des produits expropriés. Les tracts, les journaux, les affiches, les radios et les sites autogérés comme moyens de contre-information. Les initiatives et les concerts de solidarité et de soutien financier pour les incarcérés. Les occupations d'émissions radio/télé publiques et privées. Les interventions au cours de pièces de théâtre. Les assemblées très suivies avec leurs discussions sans président ni vote. L'intérêt des uns pour les autres contre la logique de l'indifférence. Le partage, et pas l'atomisation. Le sentiment vital de résister malgré la cage invisible de la famille. Voilà nos revendications ! Voilà des signes tangibles du monde auquel nous rêvons ! Nous savons bien que pour rendre ce monde réel nous devons d'abord démolir une fois pour toute la boucherie que vous nommez État, démocratie et libre marché.

Une balle de l'État a provoqué la merde dans les caleçons de soie des patrons de ce monde. Ils savent bien que rien n'est fini et que rien ne finira. Nous le savons aussi. Parce que nous le devons avant tout à nous-même. Parce que le retour à la misère de la normalité ne nous plaît pas. Parce que nous le devons à Alexis Grigoropoulos mais pas qu'à lui. Nous le devons à Michalis Kaltezas, à Stamatina Kanellopoulou, à Iakovos Koumis. Nous le devons à Tony Onoua, à Edison Giaxai et aux dizaines de frères et sœur de classe qui sont tombés dans les rues, aux frontières, dans les commissariats, dans les prisons et dans les lieux de l'esclavage salarié. Nous le devons à Konstantina Kuneva, la syndicaliste combative hospitalisée depuis le 23 décembre et luttant actuellement pour sa vie, après avoir subi une lâche attaque des sbires des patrons social-démocrates de Oicomet (entreprise de nettoyage pour laquelle elle travaillait dans le métro d'Athènes), parce qu'elle avait choisi de lutter pour ses droits et ceux de ses collègues. Nous le devons aux centaines de mis en examens et aux dizaines de prisonniers de cette révolte que nous n'abandonnerons pas aux mains d'une justice grecque affamée...

Les prisonniers de la révolte ne sont pas seuls !

Rien n'est fini, rien ne finira ! Tout continue, tout...

Interview de quelques anarchistes grecs à propos du soulèvement en cours

12 décembre 2008.

Réponses de quelques camarades anarchistes grecs à des questions du site italien WWW.INFORMA-AZIONE.INFO sur certains aspects du soulèvement de ces derniers jours et sur le contexte social, politique et urbain qui les anime. Traduction T'Okup.

[S. et P. se trouvent en Grèce, O. à Londres]

INFORMA-AZIONE : Quelques mots sur la brutalité de la police en Grèce

O. : Contrairement à la plupart des états occidentaux, la tactique de la police grecque ne consiste pas à arrêter les personnes, à leur infliger une amende etc, mais principalement à les intimider et à “les punir” physiquement. La répression policière est ainsi exercée au quotidien, par exemple au prétexte de contrôler l’identité dans la rue, surtout à l’encontre des jeunes au look “alternatif”, des pauvres et des migrants. Il existe diverses divisions de police, la plus connue est celle des “gardes spéciales”, des idiots armés et complètement décérébrés ; formée il y a 3-4 ans, elle s’est déjà rendue responsable d’un nombre non négligeable de meurtres (comme Iraklis Maragkakis, un jeune chauffeur crétois mort d’un projectile dans la tête pour ne pas s’être arrêté lors d’un contrôle). Il y a les “groupes d’arrestations”, qui effectuent des arrestations en recourant aux arts martiaux durant les manifestations violentes (à Athènes uniquement), et de nombreux groupes de police militaire (comme l’EKAM, souvent envoyé en Crète, lorsque le business local, comme la culture du cannabis, interfère avec les plans du gouvernement), et les “gardes-frontières” responsables de la mort de centaines de migrants qui cherchent à passer la frontière. En ce qui concerne les milieux politiques, il y a la « *sûreté d’État* » qui identifie, importune et fiche les activistes, tout en s’occupant aussi des arrestations pendant les manifestations. Il y a la « *sûreté de l’ordre constitutionnel* », un peu au-dessus des déments précédemment cités, qui tient dans sa ligne de mire les milieux anarchistes et plus généralement de l’action directe, mais aussi le crime organisé et le trafic de drogue. Enfin, il y a l’unité anti-terroriste qui fait plus ou moins les mêmes choses, mais se trouve au sommet de cette hiérarchie.

Les commissariats sont communément perçus comme des lieux de torture : il n’est pas rare de voir apparaître, également sur youtube, des vidéos de flics montrant les souffrances de leurs victimes. Pendant les manif ou les actions contre la police, ils ne cherchent pas trop à arrêter. Ils préfèrent charger quelques personnes de nombreux et lourds délits ou de les tabasser pour de bon. Enfin, il y a une longue liste d’individus tués par la police pour raisons politiques (anarchistes, manifestants). Les agents restant généralement impunis, on en est venu à créer une mentalité, une attitude de “Rambo”. Ainsi, lors des heurts de ces derniers jours, les policiers antiémeute pointaient leur index contre les gamins en disant « *où est votre petit Alexis, pédés ? Nous tuerons chacun d’entre vous, enculés* ».

I-A : Quelques mots sur Exarchia

O. : Exarchia est une zone dans le centre d’Athènes où furent fondées les premières universités, et qui donc attire beaucoup d’étudiants, d’intellectuels, d’artistes, etc. La plupart des résidents (étudiants grecs, immigrés, gérants de petits magasins et de petits bars) ont un bas revenu. Autour se trouvent des aires comme Kolonaki — où il y a quelques lieux fréquentés par les riches — et on maintient une sorte de solidarité de voisinage, initiatives de nettoyage des rues, assemblées ouvertes, une sorte d’auto-organisation. La présence des étudiants a permis l’ouverture de beaucoup de librairies, de centres et de squats anarchistes et de gauche. Entre autres choses, cet esprit de liberté a offert un refuge aux toxicos qui viennent se détruire sur la place d’Exarchia ; une habitude qui par le passé a causé des heurts entre anarchistes et dealers, et qui a également provoqué des heurts avec les toxicos. La rumeur veut que la police fait la chasse aux toxicos dans les autres zones pour les pousser vers Exarchia, afin de convaincre les habitants à demander une surveillance accrue. C’est un lieu dans lequel les heurts avec la police sont à l’ordre du jour, grâce aussi à la protection du voisinage et aux campus universitaires qui offrent asile. L’urbanisme joue aussi son rôle, avec ses ruelles, ses pavés, la colline boisée voisine de Strefis. Tout cela fait que la police porte une attention particulière à cette zone : patrouilles quotidiennes, antiémeutes placés autour d’Exarchia (définie par les habitants comme les Romains et le village d’Astérix), arrestations incessantes et tensions entre gens du lieu et police. Les efforts des flics pour dominer le territoire ont mené à la mort d’Alexis et à de semblables épisodes. Le policier assassin est décrit (ndt par les médias) comme un flic furieux, qui se querelle avec ses supérieurs parce qu’ils ne le laissent pas « *montrer à ces petits connards d’anarchistes de quoi il est fait* ».



« *L’État tue. Votre silence les arme. Occupation de tous les édifices publics, maintenant. Occupation de la mairie de Agios Dimitrios* »

I-A : Les révoltés, constituent-ils un groupe politiquement hétérogène ?

P. et S. : Au début, sont descendus dans la rue les anarchistes avec leurs "alliances politiques" (ultras du football, quelques migrants, quelques jeunes "alternatifs"). Parmi la gauche : le parti communiste a condamné les violences, mais maintenu une attitude diplomatique en déplorant la mort du garçon, le SYN/Syriza par contre, a offert refuge aux révoltés à condition que d'abord ils montrent leur visage. Positions typiques de ces deux principaux courants de la gauche grecque. Le parti communiste cherche toujours à saboter les luttes qu'il ne réussit pas à contrôler, mais tente d'en tirer profit lors des élections ; le SYN cherche à récupérer chaque mouvement en le mutilant de ses composantes radicales. Durant les premières 24 heures, les anarchistes ont organisé des manifestations agressives et des attaques partout où ils étaient présents, disons dans une trentaine de localités en Grèce. Plusieurs composantes de la gauche ont participé soit aux manifestations soit aux heurts. Cela ne s'était jamais vu auparavant. Le jour suivant, étudiants universitaires et écoliers se sont unis. Beaucoup d'ultras/hooligans des équipes de football. De nombreux migrants et fils de migrants. À ce moment a éclaté le chaos. Des gens de tous âges, de 12 à 70 ans, ont pris part à la révolte. Des gens que tu n'aurais jamais imaginé trouver là au milieu : "jeunes à la mode", "respectables pères de famille", "femmes âgées", toutes des personnes habituellement étiquetées comme "gens normaux"... bien au-delà de la minorité anarchiste. Des personnes qui ne savaient certes pas gérer la situation, certaines ne la comprenant même pas. Beaucoup d'entre elles critiquaient le saccage comme étant une pratique qui « présente les anarchistes sous un mauvais jour » ... Ils regardent trop de télévision.



I-A : Il semble que la réponse à la brutalité policière ait engendré quelque chose de beaucoup plus étendu. Un point de vue anarchiste sur les nouveaux "contenus" de la révolte en cours ?

S. : Je pense qu'on se trouve face à un vrai soulèvement social. Il est assez semblable à celui qui s'est produit en France [NDT : banlieues], mais selon moi, il se développe mieux, parce que les pauvres ne brûlent pas seulement leurs propres quartiers, mais atteignent le centre urbain et s'attaquent à tout ce qui représente l'oppression sous toutes ses formes, pas seulement la police et les banques. À Thessalonique, ils ont attaqué une église, à Athènes l'arbre de Noël du syndic, le ministère de l'éducation, le parlement, dans la petite île d'Ithaki, ils ont brûlé une école. C'est la réponse à une vie volée, peut-être pas aussi subitement et horriblement que celle d'Alexis, mais lentement, chaque jour, honteusement.

Ce que j'essaie de faire, c'est soutenir physiquement les révoltes, partager toutes connaissances inhérentes aux affrontements de rue accumulés jusqu'à aujourd'hui, empêcher toute force de gauche de réprimer et calomnier le soulèvement (tel que le parti communiste) ou de l'instrumentaliser à des fins parlementaires (les sociaux-démocrates) et amener un esprit d'auto-organisation de nos forces, créer nos assemblées, nos moyens d'informations, nos équipes d'attaque et de manière générale se libérer du monde capitaliste, se libérer de notre besoin du capitalisme. Le saccage a représenté un bon point de départ, maintenant nous devons le généraliser.

I-A : La Gauche grecque, comme entend-elle exploiter et mettre fin à la révolte ?

P. : Je me référerai exclusivement au KKE (parti communiste) et au SYN (social-démocrate qui a intégré presque tous les petits groupuscules) ; parce que ce qui est à la gauche de l'"extrême-gauche" est pour la première fois actif dans les affrontements de rue (après la guerre civile, la culture grecque de la gauche est basée sur la victimisation) avec un esprit anti-ND (Nouvelle Démocratie, parti au gouvernement).

Le KKE voit les récentes révoltes comme une expression de la rancune populaire causée par le chômage et les carences des services publics, qui est mise sous un mauvais jour par des « anarchistes encapuchonnés », évidemment organisés

- a) par le gouvernement,
- b) par l'opposition (PASOK, un parti en déconfiture),
- c) les Etats-Unis,
- d) les extra-terrestres.

Mais qu'importe, ce qu'il faut retenir est que tout ce qui est hors du Parti représente le mal. Il demande à la population de manifester pacifiquement et de façon organisée dans le tronçon du KKE et de se préparer pour la bataille électorale !

À Corfu, 15 jeunes du KKE se sont barricadés dans l'université pour éviter que les révoltés, pris en chasse par les flics, n'entrent dans l'université ; ils en sont même arrivés à leur lancer des bouteilles pour les provoquer ! Ils sont habitués à faire ce genre de choses. Par le passé, ils avaient frappé quelques anarchistes pour avoir recouvert leurs affiches. Sur ce, 40 anarchistes se sont rassemblés et se sont attaqués à 70 communistes réunis dans l'université. Après quoi, tous les représentants de parti pleurnichèrent dans les media en dénonçant le règne de la terreur anarchiste, l'absence de police, etc...

Le SYN a un rôle plus actif dans la rue. Beaucoup de ses jeunes électeurs sont probablement parmi les révoltés, tout au moins parmi ceux qui lancent des pierres et affrontent les lignes de police. Leur président a dit aux encapuchonnés que s'ils enlevaient

leur cagoule, le SYN les défendrait face à la justice. Cela exprime la tactique du parti : saboter ceux qui agissent individuellement pour des raisons qui leur sont propres et les amener au parti pour mener des batailles au parlement, à la télévision ou dans les tribunaux. Je ne veux pas déformer ou minimiser la rage causée par l'assassinat d'un gamin par la police chez nombre de ses électeurs, mais je crois que le SYN compte beaucoup sur ce qui est en train de se passer pour augmenter sa légitimité politique, peut-être même dans le cadre d'une alliance gouvernementale.

Lors des premières manifestations, on avait la sensation générale d'être tous ensemble dans cette affaire, vu que chaque courant politique se remettait encore des heurts entre étudiants et police de l'an passé, lorsque après divers mauvais coups, les forces de l'ordre avaient repris le contrôle de la rue et que s'en était suivi un an de fréquentes violences policières et de tortures dans les commissariats. Au fur et à mesure que les jours passèrent, les choses se firent plus claires.

Ah, il y a aussi les syndicats : principalement liés au PASOK, au SYN, peut-être quelques-uns même à Nouvelle Démocratie et le KKE qui a son propre front syndical. Ils se sont vendus en annulant la grève générale programmée de longue date, à la demande du premier ministre afin d'éviter des désordres. Personne ne semble s'y intéresser, mais la mentalité des syndicats est un foutage de gueule, une insulte à la majeure partie de la population grecque.

I-A : Nous avons suivi la dernière lutte des prisonniers. Savez-vous quelque chose de leurs réactions aux actuelles révoltes et aux actions de sabotage en solidarité avec leurs mobilisations ?

O. : Aujourd'hui, le jour de l'enterrement d'Alexis, les prisonniers ont refusé leur repas dans toutes les 22 prisons de Grèce. Des milliers (nous ne sommes pas en mesure de dire exactement combien) ont donc exprimé de cette façon leur respect pour un jeune en lutte, et leur solidarité pour toutes les personnes arrêtées lors des affrontements, plus de 200, pour saccage de magasins. Pour ce que j'en sais, la plupart des prisonniers soutiennent pleinement les actions solidaires de sabotage hors des prisons. Il ressort des discussions avec les gens dedans, les camarades Polikarpos et Vaggelis, des quelques publications anarchistes avec des contributions de prisonniers et des communiqués parus durant la récente lutte, qu'ils étaient décidément émus lorsque ils parlaient des actions à l'extérieur.

I-A : Les révoltes ont parfois des parcours sinueux, certaines s'éteignent (banlieues françaises), certaines sont récupérées, d'autres se mordent la queue. Objectifs personnels et collectifs ?

S. : Premièrement, défendre nos vies, défendre la mémoire de nos camarades, défendre notre existence dans les rues et notre pouvoir dans la rue. La lutte de classe ne se termine pas lorsque nous quittons notre place de travail, dans la rue, dans un bar alternatif ou à la mode où nous continuons à être des marchandises, nos vies sont de pures marchandises. La police déprécie nos vies et arrive à les détruire, nous devons donc tout de suite prendre les choses en mains, et l'unique manière d'y parvenir est de se libérer de ce qui nous transforme en marchandise et de sa police. Si tout cela ne tourne pas en révolution, je pense que nous devrions au moins nous amuser le plus possible dans ce processus d'humanisation. Ah, et nous libérer d'un humanisme bon à rien.



La nuit du 22 décembre, retournant du travail, Konstantina Kuneva, travailleuse de l'entreprise Oicomet, est attaquée par un groupe d'inconnus envoyés par les patrons de l'entreprise. Oicomet appartient au vieil élu du Pasok, Iconomakis, tandis que son avocat est l'ex-vice-ministre des Affaires Intérieures, Tzani. Ces chiens l'ont attendue chez elle dans la banlieue populaire de Petralona puis lui ont jeté du vitriol au visage et sur les épaules, la contraignant aussi à ingurgiter de l'acide sulfurique pour qu'elle se taise à jamais. Konstantina a perdu la vue à un œil, elle est défigurée et a de graves lésions aux appareils digestif et respiratoire.

L'occupation du siège de l'Isap a pris fin deux jours plus tard, le 28 décembre, par une manifestation bruyante et fournie. Partie de ces bureaux, elle a traversé tout le centre d'Athènes et s'est terminée devant l'hôpital où Konstantina luttait pour sa vie. Dans la rue, avant de se séparer, ça discute sur les prochaines mobilisations et on décide de se revoir le lendemain, mais cette fois au Pirée, là où se trouve le siège d'Oicomet.

Le 29 décembre, de nombreuses personnes solidaires ont manifesté dans les rues de ce quartier en diffusant de la contre-information sur la situation de Konstantina. A la fin, la manifestation a rejoint le siège de l'entreprise de nettoyage qui l'employait. De nombreux flics, qui n'étaient pas en tenue anti-émeute, et donc sans lacrymogène pour « disperser la foule », ont été attaqués par des compagnons avec leurs propres matraques. Certains d'entre-eux, le visage en sang, ont quitté les lieux dans des ambulances.

La solidarité a continué de s'étendre. Le 3 janvier, dans le quartier de Petralona où habitait Konstantina, s'est déroulée une manifestation de 3000 personnes avec une banderole de tête qui disait : « *Konstantina n'est pas seule. Isap-Oicomet assassins.* » La manifestation a traversé le quartier en criant des slogans et en recouvrant les murs de tags, avec la complicité de nombreux habitants de cette banlieue. En passant devant la station de métro, un groupe de personnes masquées armées d'échelles, de bombes de peintures et de masses, est entré pour laisser un message de solidarité : attaquer ceux qui nous attaquent. A l'extérieur de la station, l'ensemble de la manifestation n'a pas bougé, malgré l'arrivée des MAT, criant à ce moment-là : « *La solidarité est l'arme du peuple, guerre à la guerre des patrons* ». La manifestation s'est ensuite dissoute vers l'Acropole. Ce même après-midi et le lendemain, en plein jour et en dehors des différentes manifestations, de nombreuses actions directes se sont répétées contre les stations du métro.

Dans toute la Grèce ont eu lieu des initiatives de solidarité avec Konstantina. Des occupations : 27 décembre, siège central de l'Isap ; 30 décembre, bureaux du Syndicat général du Travail de Thessalonique ; 8 janvier, l'ordre des avocats à Athènes ; les 9, 12 et 14 janvier, les bureaux du Syndicat général du Travail d'Ionina, de Volos et de Xanthi ; et le 21 janvier, l'Inspection du travail à Athènes... Et des actions de solidarité et manifestations : 29 décembre, manifestation de solidarité au Pirée et actions auparavant ; 31 décembre, manifestation de solidarité à Thessalonique ; 31 décembre, action au métro d'Omonia (Athènes) ; 3 janvier, manifestation de solidarité à Athènes ; 9 janvier, attaque des bureaux d'Adecco et d'Oicomet à Thessalonique ; 14 janvier, occupation des bureaux du directeur de l'hôpital Evangelismos ; 22 janvier, manifestation devant le ministère du travail à Athènes, puis saccage de banques, de restaurants de luxe et de bars de bobos dans le quartier de Gazi ; 24-25 janvier, deux jours de manifestation de solidarité à Nea Filadelfia ; 31 janvier, manifestation de solidarité devant l'Isap au Pirée ; 6 février, attaque d'agences d'intérim et irruption aux bureaux du Syndicat général du Travail à Kozani ; 7 février, intervention de solidarité dans un centre commercial à Thessalonique ; 9 février, occupation de radios à Mitilène, et intervention de solidarité à Oreokastro ; 13 février, intervention au mégaphone à Kozani ; 17 février, attaque contre Oicomet et rassemblement à Komotini ; 19 février, rassemblements et manifestations de solidarité à Athènes, Thessalonique, Igoumenitsa, Volos, Chania. Attaques contre des entreprises de nettoyages.

LORSQU'ILS S'ATTAQUENT À L'UNE D'ENTRE-NOUS C'EST À TOUS QU'ILS S'ATTAQUENT

Aujourd'hui 27 décembre, nous avons occupé le siège central de l'ISAP (RATP d'Athènes/Le Pirée), et ce comme une première réponse à l'attaque contre la vie de Konstantina Kuneva le 23 décembre 2008 alors qu'elle rentrait de son travail. Konstantina est soignée dans le département de soins intensifs de l'hôpital Evangelismos avec de graves lésions aux yeux et à l'appareil respiratoire.

Qui est Konstantina ? Pour quels raisons a-t-elle été attaquée ?

Konstantina est une des centaines de travailleuses immigrées qui travaille depuis des années en intérim dans le secteur du nettoyage. Elle est aussi la secrétaire générale de l'Union Panathénienne des nettoyeurs et des travailleurs domestiques (PECOP), syndicaliste militante connue pour sa combativité. La semaine dernière, elle s'était affrontée avec les dirigeants de OICOMET revendiquant un treizième mois pour elle et ses collègues et dénonçant des irrégularités sur leurs feuilles de paye. Cette attaque s'est aussi produite après le licenciement de sa mère par la même entreprise, le transfert de Konstantina à un autre poste de travail, et alors que sa plainte à l'inspection du travail sera examinée le 5 janvier 2009. Tout cela constitue la norme et non pas l'exception dans le secteur du nettoyage et du travail intérimaire. Des contrats hors-normes, des heures de travail et des heures supplémentaires, des écarts entre la paye signée sur le contrat de travail et celle touchée en réalité, l'embauche d'immigrés qui sont encore plus corvéables, ainsi que le non paiement des cotisations à la sécurité sociale sont les pratiques habituelles de ceux qui remportent les appels d'offre dans le secteur du nettoyage. Naturellement, tout cela arrive grâce aux dirigeants des entreprises publiques qui couvrent les irrégularités et encouragent la précarité.

Oicomet est familière d'abus en tout genre. Cette entreprise du nettoyage et du travail intérimaire est présente dans tout le pays : propriété de Nikitas Iconomakis (dirigeant du Pasok) elle emploie « officiellement » 800 travailleurs (les travailleurs eux-même parlent d'au moins 1500, tandis que près de 3000 employés sont passés dans l'entreprise ces trois dernières années).

Les travailleurs sont contraints de signer des contrats « en blanc » dont ils ne reçoivent jamais la copie. Ils travaillent 6 heures mais ne sont payés que 4,5 heures afin qu'ils n'atteignent jamais les 30 heures hebdomadaires qui leurs permettraient d'après la loi de recevoir les primes liés à un « travail pénible ». Ils sont terrorisés, transférés souvent, ou menacés pour les contraindre à donner leur démission (une travailleuse a, par exemple, été séquestrée quatre heures dans les locaux de l'entreprise afin qu'elle signe sa démission).

Enfin, les dirigeants tentent de monter un syndicat jaune pour soumettre les travailleurs, mais aussi de bloquer les canaux de communications et l'action collective de ces derniers par de nombreux licenciements.

Quel est le rapport entre OICOMET et l'ISAP ?

C'est Oicomet qui a remporté le marché du nettoyage de l'Isap et d'autres entreprises publiques parce qu'elle a fait l'offre la plus basse obtenue avec un taux d'exploitation et une dépréciation de la force de travail plus élevés. Ce système d'exploitation a été organisé pour répondre aux exigences de différentes entreprises publiques, dont l'Isap. Cette dernière est complice de ce système d'exploitation sauvage, malgré les nombreuses plaintes faites par les syndicats.

L'attaque contre la vie de notre collègue est une vengeance et une tentative d'intimidation.

Sa cible ne tient pas au hasard : femme, immigrée, militante syndicale, chargée de famille. Elle constituait aux yeux des patrons une cible facile.

Sa méthode ne tient pas au hasard : l'objectif était de laisser un stigmate, d'intimider et de terroriser.

Le moment ne tient pas au hasard : au moment où les médias, les partis, l'Église, les patrons et les dirigeants syndicaux tentent de calmer la révolte, au moment où l'assassinat de sang froid d'Alexis Grigoropoulos est présenté comme un « accident », il était clair que l'attaque contre Konstantina passerait inaperçue.

L'attaque contre la vie de Konstantina a été diligentée par les dirigeants d'Icomet. Konstantina est l'une des nôtres. La lutte pour la dignité et la solidarité est notre lutte ! L'attaque contre Konstantina nous a tous marqué. Elle marque notre mémoire et notre cœur plein de douleur et de rage.

Les assassins payeront tout.

Nous ne nous ferons pas intimidés par les patrons.

Assemblée de solidarité avec Konstantina Kuneva.



COMMUNIQUÉS

2^e communiqué des occupants de la Faculté d'Économie

9 décembre 2008

Dimanche 7 décembre, dans son premier communiqué sur les émeutes qui se déroulent dans plusieurs villes de Grèce depuis samedi soir lorsqu'Alexis Grigopoulos (15 ans) a été assassiné par l'État, le ministre de l'intérieur observe que « *la mort tragique de l'enfant est utilisée par quelques uns pour leur manie destructive* », visant ainsi les anarchistes.

Lundi matin, la rage sociale continue aux quatre coins de Grèce avec les lycéens qui entrent en scène : manifestations, blocages de rue et attaques de commissariats dans tous les quartiers. Le soir, des manif de dizaines de milliers de personnes prennent le relais dans toutes les villes, s'attaquant à des immeubles de l'État, des banques, des grands supermarchés et des chaînes de grands magasins... ces fameux "petits commerçants" que les médias accusaient il y a quelques semaines d'être responsables de l'inflation et de la spéculation.

La mort d'Alexis vient croiser toutes les petites morts quotidiennes de la discipline, de l'ordre, des ordres du pouvoir, des conditions de survie toujours plus difficiles, du contrôle et de la répression. Une sensibilité insurrectionnelle qui, à côté de l'asphyxie accumulée, a donné naissance à une rage incroyable contre les symboles-objectifs de l'État et du Capital, produisant une déstabilisation

du système politique. De l'autre côté, une démocratie qui s'enfonce dans la crise économique, socialement en perte de légitimité suite aux petits et grands scandales, remplie de pauvres et d'exclus, une démocratie qui essaye d'arracher le consentement pour réprimer les émeutes... Des démonstrations théâtrales de sensibilité du Premier Ministre, des ministres, des députés, des journalistes et autres parasites devant les caméras, plaidant la nécessité de la paix sociale et d'une coopération entre l'État et la société, promettant plus de démocratie. Mais le fameux mythe de la démocratie, "le contrat social", est réduit en cendres dans les rues par la mutinerie sociale de ces derniers jours. C'est pour cela que le régime essaye de se ressaisir.

C'est pour cela que se succèdent rencontres et meetings au sommet du gouvernement. C'est pour cela que les médias jouent leur rôle de propagande étatique et créent la peur et le mensonge organisé, en débitant des fausses nouvelles comme ces gens bloqués dans des immeubles en flammes ou le vol d'armes dans les magasins. C'est pour cela que le Premier Ministre se réunit avec le Président de la République et tous les chefs des partis parlementaires. C'est pour cela que les écoles sont fermées, pour empêcher les écoliers de se retrouver et de se ras-

sembler. C'est pour cela que le syndicat central a transformé la manifestation de grève générale en un simple rassemblement à Syntagma. C'est pour cela que les piliers gauchistes du système "comprennent" la juste cause de la rage sociale mais condamnent les actions extrêmes et posent la question de la chute du gouvernement, transformant la mutinerie en simple manifestation contre la politique gouvernementale.

Contre les scénarios de l'état d'exception, le consentement des partis, les médias de l'ordre et de la sécurité... pas d'armistice.

TOUS DANS LES RUES !

L'occupation de la Faculté d'Économie, comme partie de la confrontation générale, est ouverte pour toute information et l'organisation en commun d'actions dans la rue, c'est un espace d'auto-organisation de nos forces contre la répression de l'État, comme toutes les autres universités occupées.

Rassemblement aujourd'hui mardi 9 décembre à 18 heures, à la Faculté d'Économie occupée.

**PAS D'INCARCÉRATIONS !
À L'ÉPOQUE DES ASSASSINS, LE
SILENCE EST COMPLICITÉ !**

Le siège social de la Confédération générale des travailleurs de Grèce (GSEE) a été occupé aux premières heures de la matinée par un groupe d'environ 70 travailleurs. L'objectif de l'occupation a été exprimé dans leur premier communiqué.

Nous déterminerons notre histoire nous-même ou l'histoire sera écrite sans nous

Déclaration de l'Assemblée Générale des Travailleurs Insurgés d'Athènes

17 décembre 2008

Nous, travailleurs manuels, employés, chômeurs, intérimaires et précaires, locaux ou migrants, ne sommes pas des téléspectateurs passifs. Depuis le meurtre d'Alexandros Grigoropoulos le samedi soir, nous participons aux manifestations, aux affrontements avec la police, aux occupations du centre ville et des banlieues d'Athènes. Nous avons dû maintes et maintes fois quitter le travail et nos obligations quotidiennes pour descendre dans la rue avec les lycéens, les étudiants et les autres prolétaires en lutte.

Nous avons décidé d'occuper le bâtiment de la Confédération générale des travailleurs de Grèce (GSEE) :

— Pour le transformer en un espace de libre expression et un point de rencontre pour les travailleurs.

— Pour dissiper le mythe créé par les médias, selon lesquels les travailleurs étaient absents des affrontements, et, selon lesquels, la rage de ces derniers jours ne concernait que 500 « anarchistes », « hooligans », et bandes de la même espèce, alors que dans les journaux télévisés les travailleurs sont présentés comme des victimes de ces affrontements et que la crise capitaliste en Grèce et dans le monde mène à des licenciements innombrables que les médias et leurs dirigeants considèrent comme un « phénomène naturel ».

— Pour démasquer le rôle honteux de la bureaucratie syndicale dans le travail de sape contre la révolte, mais aussi d'une manière générale. La Confédération générale des travailleurs de Grèce (GSEE), et toute l'intégralité de la machinerie syndicale qui le soutient depuis des dizaines et des dizaines d'années, sape les luttes en négociant notre force de travail contre des miettes, en perpétuant le système d'exploitation et d'esclavage salarié. L'attitude de la GSEE mercredi dernier [le 10 décembre] parle d'elle-même lorsqu'elle a annulé la manifestation des grévistes pourtant programmée, se rabattant précipitamment sur un bref rassemblement sur la place Syntagma, tout en s'assurant simultanément que les participants se disperseraient très vite, de peur qu'ils ne soient contaminés par le « virus » de la rébellion.

— Pour ouvrir cet immeuble pour la première fois aux travailleurs, comme une continuation de l'ouverture sociale créée par l'insurrection elle-même, siège qui a été construit avec nos cotisations mais dont nous avons été jusqu'ici exclus. Pendant toute ces années nous avons confié notre destin à des « sauveurs » en tout genre, jusqu'au point de perdre toute trace de dignité. Comme travailleurs, nous devons commencer à assumer nos responsabilités plutôt que de déléguer nos espoirs à des leaders « illuminés » ou à des représentants « rusés ». Nous devons commencer à parler en notre nom, nous rencontrer, discuter, décider pour agir par nous-même. Contre les attaques généralisées que nous endurons, la création de formes de résistance collective « de base » est la seule solution.

— Pour propager l'idée de l'auto-organisation et de la solidarité sur les lieux de travail, de la méthode des comités de luttes

et des collectifs de base, abolissant ainsi les bureaucraties syndicales.

Pendant toutes ces années nous avons dû supporter la misère, la résignation, la violence au travail. Nous nous sommes habitués à compter nos blessés et nos morts – les soit disant « accidents du travail ». Nous nous sommes habitués à nous désintéresser des immigrés, nos frères de classe, qui ont été assassinés. Nous sommes fatigués de vivre avec l'angoisse de devoir assurer notre salaire, de pouvoir payer nos impôts et de se garantir une retraite qui maintenant ressemble toujours plus à un mirage.

De même que nous luttons pour ne pas abandonner nos vies dans les mains des patrons et des représentants syndicaux, de même nous n'abandonnerons pas les insurgés arrêtés dans les mains de l'État et de l'appareil judiciaire.

LIBÉRATION IMMÉDIATE DES INCARCÉRÉS
ABANDON DES POURSUITES CONTRE LES INTERPELLÉS
AUTO-ORGANISATION DES TRAVAILLEURS
GRÈVE GÉNÉRALE

Assemblée Générale des Travailleurs Insurgés,
dans les bâtiments « libérés » de la GSEE



« Des accidents de travail aux meurtres de sang froid, l'État et le capital assassinent. Arrêt des poursuites. Libération immédiate de ceux qui sont arrêtés. Grève générale. L'auto-organisation des travailleurs sera la tombe des patrons – Assemblée générale des travailleurs insurgés. »

Fin de l'occupation de l'École Polytechnique

24 décembre 2008

Dès l'assassinat d'Alexandros Grigoropoulos par le flic Ep. Korkoneas et les premiers affrontements dans les rues d'Exarchia, l'École Polytechnique a été occupée et est devenue un lieu d'expression pour la rage sociale. Pour les rebelles et une grande partie de la société, c'est un espace lié historiquement et symboliquement à la mémoire vivante de la lutte contre l'Autorité – de la période de la dictature jusqu'au totalitarisme démocratique moderne d'aujourd'hui. Elle est donc redevenue l'endroit où des centaines de personnes se sont rassemblées spontanément : des camarades, des jeunes et des travailleurs, des chômeurs, des lycéens, des immigrés, des étudiants...

Les combats contre les forces de répression et les barricades enflammées dans les rues alentour sont devenus l'étincelle d'une révolte qui s'est étendue avec des manifestations spontanées dans la ville, l'occupation de la Faculté d'Économie et de Droit, avec des attaques contre des objectifs liés à l'État et au capitalisme dans le centre et les banlieues d'Athènes, ainsi que dans la plupart des villes du pays.

Les jours suivants, la révolte s'est généralisée avec des manifestations de milliers de personnes terminant en émeutes et en attaques contre les banques, les ministères et les grands magasins, avec des occupations d'écoles et de bâtiments publics, avec des ados assiégeant et assaillant les commissariats, avec la police anti-émeute protégeant la prison de Koridallou et le Parlement ; si le détonateur de cette révolte a été l'assassinat d'A. Grigoropoulos, elle a explosé suite à la réaction immédiate de centaines de camarades à cette extension de la violence d'État, inspirant des actions de rage et de solidarité au-delà des frontières partout dans le monde.

Cette révolte qui couvait dans un contexte d'offensive généralisée de l'État et des patrons contre la société, a grandi dans un quotidien de mort de la liberté et de la dignité des opprimés suite à l'augmentation de l'exclusion, de la pauvreté, de l'exploitation, de la répression et du contrôle. Cette révolte qui a été « préparée » avec obstination, même aux heures les plus sombres du terrorisme d'État et des fascistes, à travers

des petits et des grands gestes de résistance contre la soumission et la reddition, a su offrir à beaucoup de personnes la possibilité de se rencontrer sur les chemins de la révolte, exactement comme cela s'est produit ces jours derniers.

Dans ce contexte social explosif, l'École Polytechnique occupée est devenue un point de référence pour une confrontation directe avec l'État, dans toutes ses formes et par tous moyens possibles, par le biais d'événements insurrectionnels qui ont consumé l'ordre et la sécurité des patrons, brisant la fausse image de consensus social au service de leurs intentions meurtrières. Elle est devenue un endroit où les rebelles sociaux et

politiques se sont rencontrés et influencés réciproquement lors d'assemblées générales et une présence quotidienne dans l'occupation. Cela a servi de base pour une contre-information, à travers des communiqués et des affiches, des blogs et la station de radio, et avec le système de sono envoyant des messages et des infos sur la révolte en cours. Cela a également donné vie à des initiatives de résistance, comme l'appel lancé par l'assemblée d'occupation de Polytechnique pour un jour d'actions internationales le 20 décembre – qui s'est concrétisé par des mobilisations coordonnées dans plus de 50 villes de différents pays, et auquel les occupants de Polytechnique ont participé en appelant à un rassemblement sur la place où A. Grigoropoulos a été tué. D'autres initiatives ont été le concert du 22 décembre en solidarité financière avec les otages de la révolte, et l'appel à la participation à la manifestation en

TIRER DANS LA CHAIR EST LE POINT CULMINANT DE L'OPPRESSION SOCIALE

"Le fantôme de la liberté arrive toujours avec le couteau entre les dents"

Tirer dans la chair est le point culminant de l'oppression sociale. Toutes les pierres arrachées des trottoirs et jetées sur les boucliers des flics ou sur les vitrines des temples de la marchandise ; toutes les bouteilles enflammées gravitant sous le firmament ; toutes les barricades érigées dans les avenues, séparant nos espaces des leurs ; tous les containers pleins de déchets d'une société consumériste que les flammes de l'émeute transforment, d'un rien en un quelque chose ; tous les poings dressés à la lune ; ce sont les armes qui donnent un corps et un vrai pouvoir, non seulement à la résistance, mais aussi à la liberté. C'est ce sentiment de liberté qui, seul, mérite qu'on parie sur de tels moments : le sentiment des matins oubliés de notre enfance, lorsque tout peut arriver, parce que c'est nous, comme êtres humains créatifs, qui nous sommes réveillés, et non les futures machines-hommes productives du subordonné, du stagiaire, du travailleur aliéné, du propriétaire privé, du père de famille. C'est le sentiment de se confronter aux ennemis de la liberté – de ne plus les craindre.

Ainsi, celui qui veut continuer à penser à ses propres affaires, comme si rien ne se passait, comme si rien ne s'était jamais passé, a de sérieuses raisons de s'inquiéter. Le spectre de la liberté vient toujours le couteau entre les dents, avec l'envie violente de rompre toutes les chaînes qui réduisent sa vie à une misérable répétition, permettant aux rapports sociaux dominants de se reproduire. Depuis samedi 6 décembre, aucune ville dans ce pays ne fonctionne normalement : pas de thérapie par l'achat, pas de routes dégagées pour rejoindre nos lieux de travail, pas de nouvelles des prochaines initiatives du gouvernement pour le rétablissement, pas de va-et-vient insouciant entre des émissions de télé sur la façon de vivre, pas de conduites nocturnes autour de Syntagma, et ainsi de suite. Ces nuits et ces jours n'appartiennent pas aux boutiquiers, aux commentateurs télé, aux ministres et aux flics. Ces nuits et ces jours appartiennent à Alexis !

En tant que surréalistes, nous sommes sortis dans les rues dès le premier moment, ensemble, avec des milliers de rebelles et d'autres gens exprimant leur solidarité, parce que le surréalisme est né du souffle de la rue et n'a pas l'intention de le lâcher. Après cette résistance massive aux assassins d'État, le souffle de la rue est encore plus chaud, encore plus accueillant et encore plus créatif. Proposer une direction à ce mouvement ne nous correspond pas. Toutefois, nous assumons toute la responsabilité de la lutte commune, parce que c'est une lutte pour la liberté. Sans être obligés d'approuver chaque expression d'un mouvement aussi massif, sans être partisans de la colère aveugle ou de la violence pour elle-même, nous considérons que l'existence de ce phénomène est juste. Ne laissons pas ce souffle flamboyant de poésie s'éteindre ou mourir !

Convertissons le en une certaine utopie : la transformation du monde et de la vie !

Pas de paix avec les flics et leurs patrons ! Tout le monde dans la rue !

Qui ne peut comprendre la rage se taise !

Groupe surréaliste d'Athènes, décembre 2008

solidarité avec les prisonniers, organisée par les camarades qui ont pris part à l'assemblée ouverte du siège occupé de la GSEE (Confédération Générale des Travailleurs).

En tant que point stable pendant 18 jours d'une révolte qui s'étendait, l'École Polytechnique occupée a été un appel permanent à l'insubordination pour les gens qui résistaient partout dans le monde, et un signe de solidarité avec les otages de cette lutte enlevés par l'État. C'est devenu un territoire que nous avons utilisé pour diffuser un message de solidarité entre les opprimés, d'auto-organisation et de contre-attaque sociale de classe contre le monde de l'Autorité, ses mécanismes et ses symboles. Ces éléments et les valeurs de la lutte ont créé le terrain pour que les opprimés se mettent en rébellion, armant nos consciences, et, pour la première fois peut-être, qu'ils soit largement réapproprié par des personnes de tous âges et nationalités ; des personnes qui partagent avec les anarchistes et les anti-autoritaires les mêmes slogans contre la police, les mêmes mots, les mêmes pratiques de lutte, la même rage contre ceux qui pillent nos vies et, parfois, la même vision d'un monde de liberté, d'égalité et de solidarité.

C'est pour ce motif que la répression ne s'est pas seulement exprimée sous forme de brutalités policières, d'arrestations et d'emprisonnements de manifestants, mais aussi sous la forme d'une intense attaque idéologique lancée des deux bords du système politique. Un système qui a vu trembler ses fondations lorsque la répression sur lequel il est basé a été non seulement incapable de contenir les vagues de révolte mais, au contraire, a même été ce qui les a d'abord déclenchées. Cette attaque idéologique a d'abord ciblé les anarchistes, en tant que partie politique non intégrable des révoltés, à cause précisément de l'impact de leurs mots et actions et du danger qu'ils représentent pour l'État lorsqu'ils communiquent et se coordonnent avec des milliers d'opprimés.

Dans ce contexte, il y a eu un effort hystérique de diviser les révoltés entre « bons lycéens » d'un côté, « méchants anarchistes cagoulés » (*koukouloforoi*) et « immigrés pillleurs » de l'autre. Un effort qui a aussi porté sur le bon vieux mythe des provocateurs, dans le but de

manipuler la colère suite à l'assassinat, de contenir l'explosion sociale, de criminaliser, d'isoler et de briser les points de référence de cette révolte. (C'est, somme toute, la même rhétorique de répression qui a conduit au meurtre d'A. Grigoriopoulos, puisque des milieux sociaux-politiques, des lieux et des gens avaient déjà été désignés comme un « ennemi intérieur » face auquel la violence de l'État pourrait « légitimement » s'exercer).

Dans cet effort mené par l'État, la stigmatisation permanente de Polytechnique était devenue une base quotidienne des discours des politiciens, tout comme elle faisait l'objet d'une campagne de diffamation des médias. Après des heures d'affrontements à Exarchia et autour de Polytechnique la nuit du 20 décembre, l'État, par la voix du procureur général, a menacé de faire une descente de police après avoir suspendu l'asile académique sur le campus, malgré le désaccord des autorités universitaires, afin de mater la révolte en attaquant l'un des premiers endroits d'où elle était partie. Leurs intentions ont échoué grâce au refus des occupants de céder à tout ultimatum, leur détermination à défendre ce territoire politique et social en tant que partie de la révolte, leur appel à tous de venir soutenir l'occupation et de participer au concert de solidarité avec les prisonniers du 22 décembre, qui a rassemblé des centaines de personnes à Polytechnique.

La menace d'une expulsion immédiate est redevenue forte le lendemain, 23 décembre, lorsque pendant que l'assemblée était en train de discuter de la fin de l'occupation, nous avons été informés par des personnages politiques et universitaires que le ministère de l'Intérieur et la police demandaient notre sortie immédiate du campus, sans quoi les flics allaient l'envahir. La réponse des occupants a été que l'École Polytechnique n'appartient ni au ministère ni à la police ; elle appartient à ceux qui luttent et qui décideront quoi faire en se fondant uniquement sur le critère du mouvement et pas sur les chantages et les ultimatums des assassins. C'est ainsi que l'occupation de Polytechnique s'est prolongée un jour de plus et a appelé à une manifestation dans le centre d'Athènes, qui s'est déroulée en solidarité avec les arrêtés.

Aucun projet répressif et aucune attaque idéologique ne réussiront à négocier le

retour à la normale et à imposer la pacification sociale et de classe. Rien n'est plus pareil ! Le dépassement de la peur, de l'isolement et des divisions sociales dominantes a conduit des milliers de jeunes, de concert avec des femmes et des hommes de tous âges, des réfugiés et des migrants, des travailleurs et des chômeurs, à s'unir dans les rues et derrière les barricades pour combattre les tyrans de notre vie, de notre dignité et de notre liberté. C'est une réalité qui éclaire de ses flammes l'avenir de la révolte, à la fois son intensification et son approfondissement, jusqu'à la subversion absolue du monde des patrons. Parce que nous avons gueulé sur tous les tons que ces jours appartenaient à Alexis, Michalis Kaltezas, Carlo Giuliani, Christoforos Marinos, Michalis Prekas, Maria Koulouri et tous les camarades tués par les assassins d'État en uniforme, ces jours n'ont pas été ceux de la mort, mais de la VIE ! De la vie qui fleurit dans les luttes, sur les barricades, dans la révolte qui continue.

Mettant fin à l'occupation de Polytechnique après 18 jours, nous envoyons notre solidarité la plus chaude à tous ceux qui ont pris part à cette révolte, chacun à sa manière, pas seulement en Grèce mais aussi dans de nombreux pays d'Europe, en Amérique du Sud et du Nord, en Asie et en Australie-Nlle Zélande. A tous ceux que nous avons rencontré et avec lesquels nous allons rester ensemble, luttant pour la libération des prisonniers de cette révolte, mais aussi en la poursuivant jusqu'à la libération sociale totale. Pour un monde sans maîtres ni esclaves, sans police ni armées, sans frontières ni prisons.

Mort à l'État – Vive l'anarchie !

Relaxe immédiate de tous les arrêtés pendant la révolte !

La lutte continue !

Nous appelons à l'assemblée ouverte qui se tiendra à Polytechnique samedi 27 décembre à 16h, à propos de l'organisation de la solidarité avec les arrêtés, assemblée appelée par les camarades lors de l'occupation du GSEE

***Polytechnique Occupée,
24 décembre 2008***

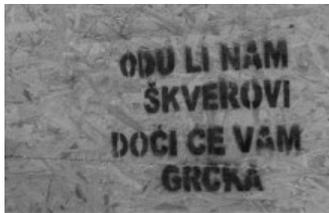
Chronologie de la solidarité internationale avec les incendiaires grecs

9 janvier 2009

A **Bogota**, rassemblement d'une centaine de personnes devant le consulat grec, banderoles et slogans de solidarité avec les révoltés grecs, déambulation puis dispersion.

6 janvier 2009

A **Split**, en Croatie, Alors que les chantiers navals de Split doivent fermer prochainement, une campagne de pochoirs graffés et d'affiches dans toute la ville inquiéterait les politiciens locaux : « *si nous n'avons plus de chantiers navals, vous aurez la Grèce* ».



3 janvier 2009

A **Lausanne**, manif « *reclaim the street* » avec banderole et blocage de la circulation sur les principaux carrefours de la ville.

1^{er} janvier 2009

A **Londres**, attaque de deux banques et tags en solidarité avec les émeutiers grecs.

31 décembre 2008

A **Rovereto**, en Italie, selon les journaux locaux, les vitrines de trois agences d'interim ont été défoncées avec des gros pétards. Selon la même source, un tag a été laissé sur le mur d'une des agences : « *Faire comme en Grèce* ».

A **Alessandria** en Italie, des tags apparaissent sur les murs de la ville, avec « *Alexis, Carlo, Sope, Baleno — les anarchistes n'oublent pas* », « *Alexis vit dans les luttes* », « *Flics assassins* ».

A **La Spezia**, en Italie, une banderole a été déployée en centre ville en soutien aux révoltés grecs.

30 décembre 2008

A **Montevideo**, attaque à l'engin incendiaire de l'ambassade de Grèce, avec tags de solidarité retrouvés à proximité.

29 décembre 2008

A **Bonn** en Allemagne, une trentaine de personnes ont manifesté dans le

centre-ville en signe de solidarité avec les insurgés grecs. Pas d'arrestations a priori.

24 décembre 2008

A **Milan**, une voiture de police et quatre voitures de la police municipale incendiées, tag en solidarité aux insurgés grecs a proximité.

A **Sarajevo**, rassemblement devant l'ambassade grecque, diffusion de tracts et banderoles. Dans l'après-midi, visite des keufs au domicile d'un des manifestants pour l'amener au comico pour interrogatoire.



A **Bochum**, en Allemagne, dans la nuit du 23 au 24, le siège de la police est attaquée à la peinture en solidarité.

23 décembre 2008

A **Ilmenau**, en Allemagne, dans la nuit du 22 au 23 décembre, deux banderoles, une avec l'inscription « *Un coup de feu contre l'un d'entre nous est un coup de feu contre tous. Arrêtons la police !* » et l'autre « *Meurtre à Athènes, Alexandros victime de la police* » sont posées le long du passage Goethe et sur l'église de la ville.

22 décembre 2008

A **Milwaukee**, 4x4, bâtiments municipaux et façades d'immeubles vandalisés à coup de tags de solidarité.

21 décembre 2008

A **Paris**, manif sauvage dans le Nord Est (18/19^e arrondissements) avec banderoles en soutien aux émeutiers (« *vive les feux de la révolte* ») qui sera ensuite posée sur les rambardes du métro aérien à La Chapelle. Le quartier a été par ailleurs recouvert de tags de solidarité et d'affiches.

A **Saint-Josse**, en Belgique, feu à une voiture de keuf devant son commissariat.

A **Buenos Aires**, un attentat commis à 2h30 du matin a fait exploser la porte de l'ambassade grecque. Action revendiquée par des anarchistes.

A **Lancy**, près de Genève, un sapin de Noël a brûlé devant la mairie en solidarité.

20 décembre 2008

A **Paris**, une trentaine de distributeurs de banques des quartiers bourgeois ont été définitivement mis hors d'état de nuire à la soude par des anarchistes, en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Oshkosh**, dans le Wisconsin, une banque est attaquée, ses serrures bouchées à la glue et des tags sont laissés sur les murs : « *Brûlons la Grèce. Brûlons les prisons. Brûlons les États.* »

A **Amsterdam**, Un distributeur de billets de la banque ABN-AMRO est incendié.

A **Kansas City**, l'ambassade du Mexique est prise pour cible (tags, briques) lors d'un rassemblement en solidarité avec les révoltés, de Oaxaca, de Grèce et d'ailleurs.

A **Tacoma**, les tuyaux du combustible ont été coupés, les consoles des pompes à essence ont été détruites et le message « *Vas au boulot et butte ton patron* » a été tagué sur deux stations de Shell et sur deux stations de Chevron dans la ville.

A **Rome**, une centaine d'anarchistes ont manifesté devant le Colisée avec distribution de tracts appelant à la solidarité internationale.

A **Genève**, en début de soirée, une banderole a été déployée sur la façade de la gare centrale. Elle disait : « *Visiblement, l'insurrection vient. Athènes, Moscou, Bordeaux, Genève...* ».

A **Naples**, 150 anarchistes ont manifesté dans le centre ville.

A **Washington DC**, petit rassemblement devant l'ambassade de Grèce, en solidarité avec le soulèvement grec et contre la violence d'État.

A **Valladolid**, une petite centaine de personnes se réunissent sur la place Fuente Dorada en solidarité avec la révolte en Grèce, les arrêtés à Madrid, Athènes et partout dans le monde.

A **Denver**, deux grandes banderoles ont été accrochées à un pont passant



du centre-ville, stipulant : « *Nouvelle de Grèce : les flics sont inflammables* ».

A **San Francisco**, une centaine de personnes en manif sauvage très mobile. Des banderoles posées ici et là. Perturbation des flux dans la principale galerie marchande de la ville, le Westfield San Francisco Center, qui fut fermée par la police après quelques heures et de la casse de marchandises. 6 arrestations pour vandalisme, un manifestant blessé à la tête.

A **Barcelone**, manifestation de centaines de personnes en solidarité avec les émeutiers grecs malgré le harcèlement policier. Affrontements avec les keufs. Des arrestations.

A **Erevan**, capitale de l'Arménie, rassemblement de solidarité devant l'ambassade de Grèce.

A **Zurich**, une quarantaine de personnes ont tagué et occupé le consulat grec.

A **Bologne**, une bombe explose contre une agence de la banque Unicredit.

A **Frederick**, dans le Maryland, pose d'une très large banderole.

A **Omaha**, dans le Nebraska, une banderole a été placée sur un pont.

A **Sao Paulo**, manifestation devant le consulat grec avec banderoles.

A **Offenburg**, une quarantaine de personnes ont manifesté spontanément dans le centre-ville, dans le cadre de la journée d'action mondiale en solidarité avec la révolte en Grèce. Pétards, tracts et banderole posée.

A **Oklahoma**, de nombreuses banderoles ont été posées en différents points de la ville.

A **Boston**, manif de solidarité avec le soulèvement de grecs.

A **Barnaul**, en Sibérie, malgré les -30°, manif sauvage réprimée par la police. Environ 10 arrestations.

A **Dublin**, manif de solidarité avec les émeutiers grecs. Une quarantaine de personnes avec plusieurs banderoles.

A **Belgrade**, des anarchistes se sont rassemblés devant l'ambassade grecque et l'ont dégradé.

A **Ankara**, rassemblement devant l'ambassade grecque d'une centaine d'anarchistes malgré le harcèlement policier des manifestants avant le rendez vous.

A **Krasnoyarsk**, en Sibérie, rassemblement avec banderoles. Drapeaux grecs brûlés.

A **Syracuse**, New-York, manif sauvage en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Lisbonne**, manif sauvage, blocage de routes, banques, magasins, voi-

ture de flics pétées. Des banderoles posées ici et là.

A **Hambourg**, plus de 1000 personnes en manifestation, affrontements avec la police à coup de fusées.

A **Amadora**, Portugal, diff de tracts, tags de solidarité et distribution de brochures sur la situation.

A **Wroclaw**, manifestation de solidarité avec les grecs en lutte.

A **Strasbourg**, rassemblement devant le consulat grec, diffusion de tracts d'info, graffiti dans la ville.

A **Mexico**, une centaine de personnes réunies devant l'ambassade de Grèce.

A **Copenhague**, manif sauvage jusque l'ambassade de Grèce.

A **Minsk**, le commissariat central a été attaqué avec des grenades fumigènes en solidarité.

A **Belo Horizonte**, Brésil, collage et tags de solidarité.

A **Mineapolis**, une quarantaine de personnes ont manifestées en solidarité. Blocage de routes et fumigènes.

A **Saratov**, en Russie, banderoles et tags de solidarité en différents points de la ville.

A **Odessa**, rassemblement devant le consulat grec avec banderoles. Aussi, de nombreux tags de solidarité.

A **Saint-Louis**, USA, une quarantaine de personnes rassemblées en solidarité.

A **Nicosie**, capitale de Chypre, manifestation en solidarité.

A **Leiden**, en Hollande, expo d'information en pleine rue pour informer sur la situation en Grèce.

A **Tyumen**, en Sibérie, rassemblement et diffusion de tract en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Iowa City**, des banderoles posées en différents points de la ville.

A **Lyon**, manif sauvage d'une centaine de personnes jusqu'à l'hôtel de ville, fumigènes et pétards.

A **Chapel Hill, Carrboro, et Durham** en Caroline du Nord, des banderoles ont été posées par des anarchistes en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Lecce**, manif sauvage en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Portland**, manif sauvage d'une quarantaine de personnes en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Milan**, manif sauvage avec barricades et affrontements contre les flics.

A **Toulouse**, une centaine de personnes rassemblées en solidarité avec les incendiaires grecs ont convergé avec avec une manif de chômeurs et de précaires en lutte, eux aussi solidaires des émeutiers. au final à peu près 300 personnes ont bloqués les entrées de Virgin Megastore.

A **Saint-Louis**, USA, manif sauvage en solidarité avec les émeutiers grecs. Un flics blessé, des arrestations.

A **Kiev**, rassemblement devant le ministère de l'intérieur et des banderoles posées en différents points de la ville en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Grenoble**, rassemblement devant l'ambassade grecque et diffusion de tracts sur la situation.

A **Irkoutsk**, capitale de l'oblast d'Irkoutsk en Sibérie, rassemblement devant l'école polytechnique locale en solidarité avec l'occupation de l'école polytechnique d'Athènes.

A **Montauban**, rassemblement et diffusion de tracts en solidarité avec les insurgés.

A **Reykjavik**, en Islande, manifestation avec banderoles en solidarité.

A **New-York**, rassemblement en solidarité avec les émeutiers grecs et la New School University occupée.

A **Bilbao**, rassemblement d'une trentaine de personnes sur la place Unamuno, et distribution de tracts en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Zagreb** (Croatie), rassemblement devant l'ambassade grecque.

A **Londres**, le centre hellénique a été attaqué à la peinture rouge.

A **Poitiers**, rassemblement de soutien d'une trentaine de personnes et distribution de tracts en solidarité avec les insurgés grecques. Quelques tags ici et là dans la ville.

A **Modesto**, USA, manif sauvage d'une trentaine de personnes avec banderoles et distribution de tracts pour informer sur la situation de l'insurrection grecque.

A **Pérouse**, en Italie, le consulat grec attaqué à la peinture rouge.

A **Omsk**, en Russie, rassemblement et diff de tracts sur la situation en Grèce.

A **Cáceres**, petite ville d'Extramadura en Espagne, rassemblement en solidarité.

A **Lubliana**, manifestation et tags de solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Istanbul**, manifestation de centaines de personnes dans le centre ville en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Melbourne**, manifestation en écho à l'appel de l'école polytechnique occupée d'Athènes pour une journée de solidarité internationale avec les émeutiers grecs.

19 décembre 2008

A **Mexico**, rassemblement de solidarité à l'extérieur de l'ambassade grecque. Forte présence policière.

A **Schaerbeek**, en Belgique une voiture de ISS Cleaning a été brûlé. ISS effectue des travaux de nettoyage dans les CRA. Un communiqué revendiquant l'action indique « *De Steenokkerzeel à Athènes, feu aux frontières, feu aux papiers, feu à l'État.* »

A **Helsinki**, manif sauvage en solidarité avec les émeutiers grecs. Des

tentatives d'arrestations avortées et des dégradations de magasins.

A **Helsinki** encore, l'ambassade grecque a été attaquée à la peinture rouge dans la nuit du 18 au 19 décembre.

A **Detmold** environ 25 personnes se sont réunies en solidarité avec les émeutiers grecs et protester contre la police de Minden.

A **Saragosse**, un engin incendiaire est lancé par des anarchistes sur la porte du commissariat du quartier Torrero, en mémoire de toutes les personnes tuées par les États, et de tous les prisonniers.

A **Fort Collins**, dans le Colorado, une banque Wells-Fargo a été attaquée en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Toledo**, dans l'Ohio aux USA, des anarchistes en manif sauvage en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Hanovre**, 4 banderoles ont été disposées sur le marché de Noël.

18 décembre 2008

A **Turin**, plusieurs distributeurs de banque ont été obstrués avec de la colle. De même pour une dizaine de parcmètres, les serrures d'une bibliothèque et d'une société d'assurance, le tout avec de nombreux tags en solidarité avec les révoltés grecs.

A **Berlin**, manif en solidarité avec les grecs en lutte.

A **New-York**, environ 70 personnes ont manifestées en solidarité avec les émeutiers grecs dans un parcours de terminant à la New School University occupée. Voitures de flics pétées. Une arrestation.

A **Skopje**, en Macédoine, manifestation en solidarité.

A **Seoul**, en Corée du Sud, rassemblement de solidarité devant l'ambassade de Grèce.

A **Amsterdam**, manifestation contre la police en solidarité avec les incendiaires grecs.



A **Edimbourg**, rassemblement de solidarité avec les émeutiers grecs.

17 décembre 2008

A **Amsterdam**, quatre voitures de luxe sont incendiées en centre-ville et autour du Vondelpark.

A **Oaxaca**, des anarchistes ont manifestés en soutien aux émeutiers grecs.

A **New-York**, occupation de l'université de New School. Divers messages de solidarité adressés aux émeutiers grecs.

A **Londres**, rassemblement devant l'ambassade grecque avec banderoles et tracts.

A **Taunton**, États-unis, des messages de solidarité ont été taggés aux alentours du campus universitaire.

16 décembre 2008

A **Boston**, manif de solidarité devant le consulat grec, dont la porte a été forcée.

A **Montréal**, rassemblement en solidarité avec les émeutiers devant le consulat grec. Distribution d'un tract.

A **Torun**, en Pologne, des banderoles ont été placées en divers points de la ville.

A **Prague**, une vingtaine d'anarchistes se sont rassemblés en solidarité.

15 décembre 2008

A **Montevideo**, en Uruguay, l'ambassade grecque a été attaquée à coup de pierres et de bombes de peintures.

A **San Pedro**, Costa Rica, manif devant l'ambassade grecque.

A **Zurich**, rassemblement de solidarité d'environ 120 personnes.

A **Setúbal**, au Portugal, des poubelles ont été brûlées en différents points de la ville. Des messages de solidarité ont également été taggés dans la ville.

A **Gand**, en Belgique, entre 100 et 150 personnes en manif, la grande majorité masqués. Beaucoup de pétards, des slogans, tags sur le sol et des vitrines, banques attaquées, manif sauvage réunissant entre 50 et 80 personnes ; une voiture de flics essuie des projectiles, une des principales rues commerçantes de Gand est saccagée. Aucune arrestation durant les actions, mais il y a des courses-poursuites et les flics continuent pendant un certain temps à chasser les manifestants dans les rues. Au final, il y aura 19 arrestations (un seul a été maintenu en détention par la suite) et quelques dizaines de vitres éclatées.

A **Paris**, manif sauvage d'une centaine de personnes dans le quartier latin (bourse). Très peu de casse (hôtel de luxe, voitures) mais casse à l'homme des flics après dispersion forcée. Avons eu écho d'arrestations.

A **Buenos Aires**, manifestation, rassemblement et occupation de l'ambassade de Grèce par des anarchistes.

A **Genève**, attaque du consulat grec, fenêtres pétées et tags de solidarité.

A **Ancona**, 100 personnes occupent le consulat grec.

A **Pérouse**, rassemblement devant le consulat grec, blocage de rues, sabotage des achats de Noël.

A **Madrid**, lors d'une manif sauvage, attaque d'un comico et quelques banques. 7 arrestations. En banlieue de Madrid, plus tard dans la soirée, attaques de banques.

A **Izmir**, nouvelle manifestation de solidarité avec les émeutiers.

14 décembre 2008

A **Esslingen** (All.), une trentaine de personnes partent en manif sauvage dans la marché de Noël, lâchant tracts et pétards, poursuivis par les flics.

A **Hanovre**, environ 200 personnes rassemblées en solidarité.

A **Boston**, des messages de solidarité ont été taggés sur le consulat grec, attaqué à coup de peinture rouge.

A **Milwaukee**, lors d'un rassemblement de solidarité avec les personnes arrêtées lors de la convention républicaine, des banderoles ont été déployées en solidarité avec les incendiaires grecs.

A **Wroclaw**, en Pologne, des anarchistes se sont rassemblés en solidarité avec les émeutiers.

A **Bilbao**, rassemblement avec banderoles devant le consulat grec.

A **Toulouse**, rassemblement de solidarité avec les émeutiers grecs malgré le harcèlement policier de la BAC et des gendarmes mobiles.

A **La Corogne**, rassemblement avec banderoles devant le consulat grec.

A **Toledo**, rassemblement de solidarité avec banderoles.

A **Dalston**, un quartier de Londres, rassemblement de solidarité avec banderoles et forte présence policière.

13 décembre 2008

A **Dijon**, une série de tags à été réalisée en solidarité avec les grecs en lutte.

A **Katowice**, en Pologne, rassemblement de solidarité.

A **Melbourne**, manifestation en solidarité devant l'ambassade grecque.

A **Montpellier**, une quarantaine de personnes se sont rassemblées en solidarité avec les luttes en Grèce.

A **Vancouver**, des anarchistes ont attaqué une banque, en solidarité. Vitres brisées et tags.

A **Saint-Petersbourg**, rassemblement devant le consulat qui s'est déroulé malgré l'interdiction policière. Des fumigènes lancés contre le consulat et contre les keufs.



A **Pittsburgh** (USA), rassemblement près d'un poste de police de quartier, distribution de tracts sur la situation en Grèce et sur les méfaits des keufs à travers le monde.

A **Berlin**, 2 banques ont été attaquées en solidarité, les fenêtres ont été brisées et des tags de solidarité ont été fait.

A **Münster**, en Allemagne, manif sauvage en solidarité avec les émeutiers grecs et, pour fête ça, sabotage du marché de Noël.

A **Nantes**, des manifestants solidaires des émeutiers grecs se sont réunis devant le consulat grec avec des banderoles et tracts malgré la forte présence policière. ils ont ensuite perturbé le marché de Noël.

A **Genève**, des anarchistes ont vandalisés et taggés le bâtiment du consulat général de Grèce.

A **Barcelone**, manifestation de solidarité. attaque d'un commissariat et de banques.

A **Stockholm**, manifestation de solidarité avec banderoles.

A **Kiev**, rassemblement d'anarchistes devant l'ambassade avec fumigènes et tags de solidarité.

A **Rouen**, une banderole de solidarité a été déployée à 15h rue du Gros-Horloge, la principale rue commerçante du centre-ville de Rouen. On pouvait y lire : « *Nous sommes partout. De Tarnac à Athènes, c'est l'insurrection qui vient* ».

A **Birmingham**, rassemblement devant le consulat grec avec banderole de solidarité.

A **Bristol**, 30 voitures de keufs attaquées au lance-pierre en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Moscou**, un rassemblement interdit par la police devant l'ambassade grecque s'est quand même tenu. 8 arrestations.

A **Chicago**, rassemblement devant le consulat grec qui succède à une assemblée populaire de 300 personnes sur les événements en Grèce.

A **Luxembourg**, rassemblement avec banderoles devant l'ambassade grecque.

A **Leeds**, manif de solidarité avec les émeutiers de Grèce et d'ailleurs.

A **Berne**, une manifestation prévue de longue date a déviée vers le consulat grec (300/400 personnes), puis dans les rues de berne, à la gare où de nombreux slogans ont été criés.

A **Skopje**, en Macédoine, rassemblement avec banderole devant le consulat.



12 décembre 2008

A **Amsterdam**, l'organisation nationale du tourisme de Grèce est attaquée à la peinture.

A **Magdeburg** en Allemagne, une trentaine de personnes en manif, avec tracts en solidarité avec les émeutiers en Grèce.

A **Munich**, une centaine de personnes se rassemblent en solidarité avec les révoltés grecs, diffusant des tracts aux passants.

A **Barcelone**, une quarantaine de poubelles enflammées en différents points de la ville.

A **Lisbonne**, des banderoles ont été placées en divers endroits de la ville, ainsi que des tags de solidarité. A noter également des incendies de poubelles juste à cotés de tags de solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Grenade**, occupation de solidarité du centre étudiant byzantins, néo-grec et chypriotes.

A **Santa Cruz**, 3 banques ont été attaquées en solidarité.

A **Vienne**, 150 anarchistes manifestent en solidarité.

A **Trieste** (Italie), Manifestation et rassemblement devant le consulat grec.

A **Ancona** (Italie), occupation du consulat grec.

A **Grenoble**, rassemblement de solidarité avec les insurgé-e-s grec-que-s, devant le consulat de Grèce, rue de la Liberté. Deux grandes banderoles, un drapeau noir et rouge, et plusieurs panneaux visibilisaient les raisons du rassemblement. Le rassemblement a réuni une centaine de personnes et s'est ébranlé en manifestation sauvage tandis que trois grosses ampoules de peinture étaient jetées sur le consulat de Grèce. Blocage de tram. Des pétards et des fusées étaient lancés ici et là, les manifestant-e-s étaient quasiment tou-te-s masqué-e-s. D'autres grosses ampoules de peinture ont été pétées, notamment sur une banque.

A **Cosenza** (Italie), rassemblement et manifestation devant le consulat grec.

A **Lugano**, en suisse, occupation du consulat grec.

A **Turin**, le siège du consulat grec a été occupé pendant plus d'une heure, une banderole a été déployée de ses fenêtres en solidarité.

A **Catanzaro** (it), manif devant le consulat grec.



A **Paris**, plusieurs centaines de personnes devant l'ambassade. Manif sauvage sur les champs-elysées, quelques affrontements avec les flics. une caisse de flic défoncée. 6 arrestations pour dégradations et jets de projectiles sur les forces de l'ordre.

A **Olympia**, USA, une petite centaine de manifestants. Quelques banques dégradées.

A **Francfort**, près de 200 manifestants proche du consulat grec. Baricades. Trois voitures de patrouille ont été endommagées, ainsi que la façade d'un poste de police. 8 manifestants ont été brièvement interpellés et une personne arrêtée.

A **Wellington**, en Nouvelle-Zélande, un rassemblement de solidarité à eu lieu devant l'ambassade grecque.

A **Pérouse**, en Italie, manif devant le consulat.

A **Bruxelles**, dans le quartier d'Ixelles, la porte de la « *pastorale de la communauté grecque* » de la ville est incendiée en solidarité avec les émeutiers de Grèce.

11 décembre 2008

A **Saarbrücken**, en Allemagne, une trentaine de personnes en manif spontanée à travers la ville, lâchant des tracts de solidarité dans les rues piétonnes.

A **Nuremberg**, 50 personnes partent en manif sauvage dans la ville avec pétards et banderole.

A **Gènes**, attaque d'un commissariat dans la vieille ville. vitres brisées, tags de solidarité.

A **Edinburgh**, 200 personnes ont manifestés dans le centre ville en solidarité avec les incendiaires grecs.

A **Bruxelles**, un engin incendiaire composé de deux bouteilles de gaz a détruit une banque d'ING à Auderghem en solidarité avec les émeutiers de Grèce et du monde entier.

A **Londres**, trop de flics pour tenir le rassemblement, les compagnons se contentent d'une banderole.

A **Catania**, en Italie, occupation du consulat grec.

A **Florence**, blocage des routes devant le consulat grec et manifestation de solidarité.

A **Bucarest**, rassemblement devant le consulat grec. Trois arrestations (sans poursuites).

A **Stockholm**, rassemblement de solidarité devant l'ambassade grecque.

A **New-York**, rassemblement de solidarité avec tags et banderoles devant le consulat grec.

A **Moscou**, environ une centaine de personnes ont manifesté fumigènes en main. Plusieurs tags de solidarité ont été faits, notamment sur le comico ou des compagnons avaient été torturés.

A **Izmir**, en Turquie, des anarchistes ont taggés les ponts par lesquels passent quotidiennement les ferrys qui vont en Grèce.

A **Rosario**, en Argentine, divers bâtiments de représentation grecs ont été taggés et attaqués à la peinture rouge.

A **Melbourne**, des anarchistes ont vandalisé l'ambassade grecque. Ils ont par ailleurs remplacé le drapeau grec par un drapeau noir.

A **Bordeaux**, deux véhicules ont été incendiés dans la nuit de mercredi à jeudi devant le consulat grec de Bordeaux. La porte du consulat, vide au moment de l'incendie, à 3h15, a été endommagée et huit personnes résidant dans l'immeuble ont été évacuées mais ne sont pas blessées. Des tags « *soutien aux incendies en Grèce* » et « *insurrection à venir* » ont aussi été retrouvés sur une porte de garage voisine de même que celle « *insurrection partout* » en face du consulat. Une enquête a été confiée à la police judiciaire de Bordeaux.

A **Grenoble**, le consulat est fermé depuis mercredi et jusqu'à lundi à la suite de consignes données par l'ambassade de Grèce à Paris en raison du risque de rassemblements devant l'établissement.

10 décembre 2008

A **Erlangen**, en Allemagne, une quarantaine d'anarchistes en manif sauvage dans les rues commerçantes de la ville, lâchant fusées explosives et tracts.

A **Madrid**, l'agence de voyage *Grecotours* a été saccagée, des tags précisaient « *État grec assassin* ».

A **Oslo**, occupation (et dégradation) de l'ambassade grecque en solidarité avec les émeutiers.

A **Mexico**, attentat à l'explosif contre un poste central de la police. Revendiqué par « *des anarchistes individualistes contre l'ordre établi* » et en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Bratislava**, en Slovaquie, Rassemblement de solidarité devant l'ambassade grecque.

A **Cologne**, environ 250 personnes ont manifesté dans les rues terminant par le consulat grec. Quelques dégradations.

A **Bristol**, des fusées ont été tirées contre un commissariat et contre des voitures de flics (sept voitures mises hors d'état de nuire) en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Séville**, manifestation en solidarité avec les émeutiers grecs.

A **Moscou**, un engin incendiaire a été lancé contre le consulat de Grèce.

A **Grenoble**, le consulat de Grèce a été fermé à la suite d'un rassemblement d'une quinzaine de personnes devant le bâtiment où ont été inscrits des tags en solidarité.

A **Santiago de Chile**, Des anarchistes se sont réunis devant l'ambassade grecque en solidarité avec les incendiaires.

A **Bordeaux**, Une quinzaine de personnes se sont rassemblées le matin devant le consulat où ont également été commis des tags de solidarité.

A **Barcelone**, rassemblement de 200 personnes, quasiment tous contrôlés par la police. Quelques banderoles déployées. Manif sauvage, le cortège grossit jusqu'à environ 800 personnes, des vitrines et du mobilier urbain sont attaqués. Après dispersion, divers petits groupes sont harcelés par des flics en fourgon et à moto. Quelques charges et deux arrestations.

A **Grenade**, rassemblement de solidarité.

A **Burgos**, quelques rassemblements également.

A **Séville**, manifestations de solidarité.

A **Nantes**, les lycéens en solidarité avec les insurgés Grecs ont évoqués l'invasion du consulat. Mais les keufs ont empêché l'accès.

A **Turin**, rassemblement et banderoles devant le consulat taggé pour l'occasion.

A **Milan**, une vingtaine de personnes ont attaqué le consulat grec et déployés une banderole sur laquelle était écrit « *I fuochi della Grecia scaldano il nostro inverno* » (« *Le feu de Grèce réchauffe notre hiver* »).

A **New-York**, le consulat grec a été vandalisé et taggé en solidarité.

A **Madrid**, rassemblement devant l'ambassade grecque.

A **Madrid** toujours, environ 300 personnes parties en manif sauvage attaquent un commissariat de la police municipale ainsi que des banques, des magasins et des pubs. Des barricades enflammées sont formées. Il y aura 9 interpellation et un nombre indéterminé de policiers ont été blessés. D'autres échouffourées ont éclatés vers Lavapiés.

A **Naples**, une cinquantaine d'étudiants ont manifesté devant le consulat de Grèce.

A **Copenhague**, 300 manifestants interdits de manif ont parcouru le centre ville mais les policiers les ont attaqués a coups de matraque et en lâchant les chiens. 63 arrestations ont

eu lieu. Un fourgon de keuf a roulé sur la jambe d'un manifestant, un autre a renversé un cycliste

A **Venise**, Plusieurs dizaines de personnes ont occupé brièvement l'Institut hellénique de Venise en solidarité.

A **Rome** et **Bologne**, 5 policiers et un soldat italiens ont été légèrement blessés lors d'affrontements avec des manifestants. A Rome les manifestants ont lancé des fumigènes et de la peinture rouge sang sur un bâtiment de l'ambassade de Grèce.

A **Florence**, un peu moins d'une centaine de personnes rassemblées en solidarité devant le consulat grec.

A **Paris**, une petite centaine de manifestants se sont rassemblés devant l'ambassade grecque : Quelques bombes et plusieurs banderoles dont une sur laquelle était inscrit : « *Novembre 2005 — Décembre 2008. L'incendie se propage...* ».

A **Toledo**, une vingtaines de personnes rassemblées avec banderoles.

A **Strasbourg**, une banderole a été déployée en soutien aux émeutiers lors d'un rassemblement devant l'ambassade grecque de Strasbourg.

A **Istanbul**, des anarchistes ont attaqué l'ambassade grecque à la peinture rouge, avec une banderole.

A **Bruxelles**, rassemblement de solidarité avec la révolte en Grèce devant une permanence grecque (Monimi Elliniki Antiprosweia) dans le quartier européen dans le centre de Bruxelles. Ça s'est déroulé tranquillement, un drapeau grec a été incendié. Quand une dizaine de personnes habillées en noir sont partis en groupe pour rentrer, une équipe de police anti-émeute a fait une charge contre le groupe, qui s'est mis à courir. Une course-poursuite s'est enchaînée, la police sort la matraque, les coups s'ensuivent. Tout le monde a été arrêté, identifié (fouille, photos,) et ensuite relâché.

A **Ravensburg**, en Allemagne, manif dans le centre ville avec banderole et tracts.

A **St-Gilles**, en Belgique, le feu est mis en solidarité à un véhicule de police devant le commissariat, sous les yeux des flics.

9 décembre 2008

A **Lisbonne**, un groupe de dix personnes ont taggés et posés des banderoles en solidarité en plusieurs points de la ville.

A **Berne**, en Suisse, environ 70 personnes se sont rassemblées devant le consulat de Grèce et sont ensuite partis en manif sauvage.

A **Bruxelles**, le siège du syndicat des keufs (vsoa) a été attaqué. Toute les vitres sont tombées.

A **Berlin**, plusieurs dégradations ont été commises (voitures de flics,

poubelles...) en solidarité. La police a ouvert une enquête.

A **Dublin**, Rassemblement devant l'ambassade grecque.

A **Nijmegen**, en Hollande, une trentaine de personnes rassemblées en solidarité.

A **Ljubljana**, rassemblement devant le consulat grec, taggé et dégradé.

A **Constance**, dans le Sud de l'Allemagne, une action de solidarité s'est déroulée au marché de Noël où un discours et des informations sur la répression en Grèce ont été prononcés, des tracts ont été distribués. La police a arrêté 4 personnes.

A **Paris**, nouveau rassemblement d'étudiants grecs devant l'ambassade grecque.

A **La Haye**, en Hollande, 200 personnes se sont rassemblés ce soir et ont marché vers l'ambassade grecque où ils ont été stoppés par la police anti-émeute, aucune arrestation. Dans une manifestation séparée dans le village universitaire de Nimjegen ont protesté dans le centre ville et avant le quartier général de la police locale.

8 décembre 2008

A **Cologne**, manif sauvage en solidarité, pas mal de casse.

A **Lisbonne**, Deux grandes poubelles ont été enflammées à coté d'un bâtiment du service des frontières pour que les flammes ne brûlent pas qu'en Grèce.

A **Berlin**, manifestation et occupation de l'ambassade grecque.

A **Hambourg**, environ 200 personnes ont participé à une manifestation de solidarité.

A **Lyon**, lors d'une manifestation de lycéen-ne-s, une banderole (« *Vive le feu ! Solidarité avec les émeutier-e-s grec-que-s !* ») est déployée.

A **Paris**, rassemblement devant l'ambassade grecque.

A **Londres** des anarchistes grecs appellent à une manifestation à Hyde Park Corner (Marble Arch) à 9h30. L'ambassade grecque est occupée.

A **Édimbourg**, rassemblement de solidarité à 13h au consulat grec.

A **Vienne**, Manifestation de solidarité.

A **Nicosie** (Chypre), une manifestation de solidarité s'est déroulée dans la ville, quelques personnes ont été arrêtées.

7 décembre 2008

A **Cologne**, attaque à la peinture rouge du consulat grec.

A **Berlin**, une action de solidarité organisée par des groupes autonomes a rassemblé près de 300 personnes.

A **Zagreb**, des anarchistes ont organisé une action de solidarité à l'ambassade grecque.

Une pincée de sucre, et tout s'adoucit...

4 décembre 2009

Depuis deux mois, la stratégie de contre-insurrection mise en œuvre par l'État grec après les événements de décembre est entrée dans une nouvelle phase : c'est aujourd'hui une stratégie de contre-insurrection totale. Si nous parlons de contre-insurrection et non de répression, c'est parce que la première, à la différence de la seconde, ne relève pas tellement de l'intervention militaire en tant que technologie politique et sociale visant à produire de l'adhésion, de la peur et du défaitisme. La stratégie de contre-insurrection ne vise pas à anéantir rapidement les insurgés, mais plutôt à réduire leur espace de vie : la contre-insurrection s'attaque aux dimensions conceptuelles, affectives et culturelles de l'insurrection. C'est une stratégie préventive qui a pour cible les nombreuses possibilités qui ont fleuri lors des événements de décembre.

Le principe de base de la contre-insurrection est d'un côté de « *gagner les cœurs et les esprits* » et d'un autre côté de « *ne pas sortir le poisson hors de l'eau mais d'assécher la mer où les insurgés sont comme poissons dans l'eau* ». Et cela passe par la double technique de la dissociation et de l'union. Il s'agit d'isoler les insurgés des espaces des possibles qu'ils ont dégagés en décembre, d'isoler en eux leurs affinités politiques et sociales, d'isoler les insurgés pour que leur rencontre même soit impossible. De façon concomitante, il s'agit de fédérer les mécontents autour de la réforme en présentant l'insurrection comme un recul, et de finalement rallier la majeure part de la population à la répression, en figurant celle-ci comme le fait de gens empreints d'humanité, œuvrant du côté du peuple dans un grand souci d'efficacité.

I.

La première étape lors d'une contre-insurrection est d'isoler de leur terrain d'action favorable les éléments incontrôlables au sein des insurgés. Un procédé qui s'applique dans le quartier d'Exarchia, à la franchise universitaire, sur l'avenue Patisson jusqu'aux environs de la place d'Omonia et l'avenue Acharnon. Le quartier d'Exarchia est perçu actuellement comme le foyer de rassemblement des éléments incontrôlables de la jeunesse — les anarchistes, les gauchistes et tous ceux qui, s'ils ne s'engagent pas dans des attaques violentes, ne leur sont pas très hostiles. Et c'est précisément sur ce terrain — de sympathie ou de tolérance — que l'appareil contre-insurrectionnel est mobilisé. Une première occupation par la police pendant trois jours du quartier en octobre a permis de démontrer la supériorité militaire de l'État, et sa capacité à déployer des forces plus grandes encore. Depuis cette occupation, le moindre incident provoque une invasion totalement disproportionnée où la visée principale n'est pas d'arrêter les fauteurs de troubles, mais plutôt de se livrer à une revanche collective sur quiconque pourrait se trouver sur place au même moment. Il s'agit d'une stratégie de guerre psychologique dont l'objectif est d'étouffer toute tolérance et/ou sympathie, et qui met en œuvre des procédés de (auto) contrôle sur les bases d'un calcul inversé de la relation entre l'incident et ses conséquences. Car il est certainement beaucoup plus simple de contenir un mécontentement « intérieur » que la peur de la répression, quand on ne parvient pas à arrêter les attaques qui ont lieu régulièrement dans la métropole athénienne.

Dans le même temps, le discours dominant sur la franchise universitaire a substitué à une lecture première faisant de celle-ci une base arrière pour la préparation des attaques une lecture la présentant comme un espace anémique que l'État et les universitaires doivent reconquérir. En d'autres termes, la franchise universitaire est présentée dans le discours comme un terrain à réoccuper dans sa totalité, et ce d'une façon continue — et non comme une institution qui produit

des phénomènes isolés devant être contenus. Ainsi, le problème se situe plus du côté d'un travail dans le long terme, d'une situation permanente, et non du côté de régimes d'exception particuliers.

Les opérations de type psychologique menées tant à Exarchia qu'en matière de franchise universitaire ont été précédées par une opération de nettoyage social dans le centre d'Athènes et ses environs. Nettoyage social qui s'est articulé autour d'un contrôle des populations défavorisées et des migrants. La criminalisation de leurs rassemblements et la problématisation biopolitique de leur co-habitation posée en termes hygiénistes (comme dans le cas du squat d'Efeteio) a au départ permis d'isoler des centres politique et économique les éléments les plus incontrôlables de l'insurrection. Puis il s'est agi, sous couvert du voile protecteur de la sociale-démocratie, d'assujettir des catégories particulières, notamment les migrants : par leur assimilation, en leur promettant la régularisation des enfants, le droit de vote aux élections municipales, la construction d'une mosquée à Athènes et en leur demandant même leur aide dans les commissariats de police. Ceci constitue la méthode de contre-insurrection par excellence axée en premier lieu sur la neutralisation du terrain, qui a donné naissance aux concepts de collectivisation, et en second lieu sur la réunification imaginaire des catégories particulières via la récupération opérée par l'État démocratique.

II.

À un second niveau, la contre-insurrection essaie de dissocier le mécontentement général de l'insurrection en tant que dynamique et en tant que possibilité, afin de le rallier à la réforme. L'invention d'un objectif pour les insurgés, et son unification à une restructuration systémique, les dépossède de tout but et fait de toutes leurs actions quelque chose de particulièrement incongru et inutile aux yeux de la population. L'obligation de répondre à des questions posées par l'ordre dominant lui-même constitue déjà la moitié du travail de la contre-insurrection. Cette stratégie s'illustre par exemple dans la rencontre entre des élèves et le ministre de l'Éducation. L'interprétation qui en a été faite en général était la suivante : l'explosion de violence était le résultat d'un déficit démocratique à l'école et la solution dépendait de l'élaboration d'un « *nouveau contrat social* » entre les élèves, les enseignants et le ministère. L'initiative du ministère de l'ordre public consistant à créer un « *bureau de réclamation pour les victimes d'actes arbitraires* » participe de cette stratégie. La tactique centrale de toute stratégie contre-insurrectionnelle menée par la sociale démocratie, c'est-à-dire la tentative de contenir un mécontentement largement répandu parmi la population (mécontentement qui selon l'État a été à l'origine des événements de décembre), est une technologie du pouvoir qui non seulement promet la réunion pacifiée des antagonismes sociaux et économiques, mais présente également l'insurrection comme la cause d'un recul, comme le masque qui empêche de voir le bout du tunnel.

Ce rôle d'acteur de la paix et du retour à la normale est joué par la gauche parlementaire, dont le cœur et l'esprit ont été du côté de l'État depuis des décennies. A travers une grille de lecture moralisatrice de la violence révolutionnaire, la gauche reprend tout son rôle dans la reproduction sociale en condamnant « *la violence d'où qu'elle vienne* », violence qui serait d'après elle le catalyseur primordial d'un retour imaginaire vers l'autoritarisme. Selon la gauche, tout acte de violence est par essence « *un acte de violence gratuite* », un acte commis par des militants de droite encagoulés devant être mis à l'écart soit par le biais de condamnations ou de manifestations, comme celle qui a été soutenue par le POSDEP (syndicat des professeurs d'université). Cette tactique, fondée sur une prise de distance équivalente par rapport à tout type de positions radicales, a trouvé son expression lorsque l'État a émis dans le même temps des mandats d'arrêt contre les trois anarchistes recherchés par la police et contre les agresseurs de K. Kouneva.

Cette injonction consistant à faire corps avec le système de valeurs de l'État, compris non pas en tant que sujétion à la loi et à l'ordre mais en tant que système de dialogue, de négociation et de compromis, isole le mécontentement largement répandu de ce qu'il peut réaliser réellement, et le transforme en l'expression d'une demande répétée d'inclusion dans le borbier de la relation au Capital.

Idéalement, la contre-insurrection est une guerre qui ne connaîtrait aucune bataille réelle. Une guerre fondée sur l'isolement, l'assèchement, une guerre remportée grâce à l'agitation des instincts les plus conservateurs de la société, et la récupération de la grogne et de la protestation générales dans le cadre de la pacification et de la réforme.

III.

En dernier lieu, la campagne de contre-insurrection a pour but de miner la cohérence et l'unité de l'insurrection, en mettant en œuvre une stratégie d'isolement allant d'une définition catégorielle des insurgés (sous l'angle social, politique ou psychologique...) à une coupure avec leurs propres vécus. D'un côté, on exige des insurgés qu'ils délaissent les identités mouvantes qu'ils ont créées en décembre — ce qui a déstabilisé toutes les identités alors existantes — et qu'ils s'enferment plutôt dans leurs postures initiales : l'élève doit rester un élève, l'anarchiste un anarchiste, l'immigrant un immigrant, le tox' un tox'. Si des mondes différents se sont rencontrés en décembre dans les rues et se sont battus ensemble dans cette œuvre de destruction, ils ont prouvé que le renversement supposé impensable des catégories sociales est chose possible. Les frontières existant entre ces mondes doivent alors disparaître à jamais.

Par ailleurs, le récit moralisateur du ministère de l'ordre public au sujet des « enfants et des professeurs », des « hooligans et des politiques », des « émeutiers et des idéologues » ressort aussi de ce schéma tactique. Une part essentielle de cette logique consiste donc à amener une partie des insurgés à imposer d'eux-mêmes une dissolution ou à ramener le reste du groupe à la raison, selon un code moral ayant reçu l'approbation de l'État. Il s'agirait d'une attitude basée sur le « fair play » qui garantirait une inclusion des antagonismes de classe vers un retour à la normale sondé et contrôlé non pas tant par le Bureau pour la Protection du Régime que par les insurgés eux-mêmes. Ce contrôle des insurgés contre toute déterritorialisation de leurs pratiques, cet ascétisme de la

patience et de l'espoir, ont été une technologie de sujétion centrale mise en œuvre par l'appareil de normalisation le plus efficace du siècle passé, appareil de normalisation qui s'appelle « la gauche ».

Dans le même temps, la criminalisation de certains choix et de certaines pratiques est une tactique classique de la dépolitisation. Elle permet en effet de réprimer facilement tous ceux qui se sont engagés dans ces voies. Cependant, l'une des conditions nécessaires à la réalisation de cet exercice est de les isoler d'un milieu politique et social avec lequel ils sont liés. Cette recette a été couronnée de succès lors de l'été 2002 via la lobotomie pratiquée autour de la question de la mémoire sociale, et ce avec l'assentiment de la gauche. Les mandats d'arrêt émis aujourd'hui plus ou moins secrètement contre tous ceux qui sont accusés de participer à des « entreprises terroristes » visent à contenir une population radicale et incontrôlable plus large.

D'un côté, ils ont pour objectif de forcer chacun à mener son propre examen de conscience afin de trouver en soi des éléments à charge éventuels, et d'un autre côté, de provoquer calme et soulagement chez ceux qui, faisant partie d'un groupe qui ne jouerait qu'un rôle politique mineur selon l'État, à savoir le groupe des « idéologues » et des « gens sérieux », ne pourraient être associés à certains groupes plus ciblés. Le ministère crée ainsi une atmosphère morbide où règnent la confession, la suspicion, la peur, voire l'indifférence : « Suis-je soupçonné de quoi que ce soit ? » « Avec quel genre de preuves pourraient-ils m'arrêter ? » « Pourrais-je être lié sans le savoir à quelque chose ou à quelqu'un qui pourrait me porter préjudice ? » Ou bien : « Ils n'ont aucun moyen de nous retracer, le glas sonnait seulement pour ceux qui n'ont pas de principes. » etc. Cette paranoïa jouant sur deux échelles — infinitésimale et infinie toute à la fois — comprise en tant que produit par excellence d'une gouvernance de la police secrète, a pour but d'isoler le sujet de son propre vécu, de son propre être-au-monde. Cette paranoïa vise à faire de tout être un être pensant comme l'État, en d'autres termes, pensant comme des lignes de flics, comme cette armée de patriotes morts-vivants, comme la substance du Parti de l'Ordre. Penser et parler comme Lui sacrifie la possibilité d'un devenir insurrectionnel et amène à entretenir la certitude d'une dette envers l'existence éternelle de l'État.

flesh machine // ego te provoco // comrades



SOURCES INTERNET
brèves du désordre
des nouvelles du front
non fides
after the greek riots
anthropologie du présent
indymedia athènes

Il est possible de participer à la diffusion de cette brochure. Nous pouvons faire parvenir à qui le désire le nombre d'exemplaires souhaité (jusqu'à plusieurs dizaines) en contre-partie d'une modique somme (prix coûtant d'impression et frais de port). Pour toute demande, il suffit d'écrire un mail à FUCKMAY68FIGHTNOW@RISEUP.NET.

GRÈCE

La révolte de décembre 2008

RECUEIL DE TEXTES

RÉCITS

- 3 >> Athènes : brève présentation des récents événements d'Athènes vus par quelques prolétaires qui y ont participé (6-31 décembre)...
- 13 >> Thessalonique : une première mise à jour sur le récent soulèvement (6-23 décembre)

ANALYSES

- 17 >> Décembre 2008 en Grèce :
une tentative de mise au jour de la force et des limites de notre lutte
- 17 > tract *"Joyeux Noël !"*
- 20 > tract *"Ces jours sont les nôtres, aussi."*
- 22 > *"Lettre ouverte des travailleurs d'Athènes à ses étudiants, dans le contexte des bouleversements sociaux qui ont suivi l'assassinat policier d'un jeune garçon."*
- 25 >> *" Rien n'est fini, rien ne finira ! Tout continue, tout... "*

ENTRETIEN

- 26 >> Interview de quelques anarchistes grecs à propos du soulèvement en cours

RÉCIT/COMMUNIQUÉ

- 29 >> Konstantina Kuneva : Lorsqu'ils s'attaquent à l'une d'entre-nous, c'est à tous qu'ils s'attaquent

COMMUNIQUÉS

- 30 >> 2^e communiqué des occupants de la Faculté d'Économie
- 31 >> Déclaration de l'Assemblée Générale des Travailleurs Insurgés d'Athènes
- 32 >> Fin de l'occupation de l'École Polytechnique
- 32 > tract *"Tirer dans la chair est le point culminant de l'oppression sociale."*

CHRONOLOGIE

- 34 >> Chronologie de la solidarité internationale avec les incendiaires grecs

PERSPECTIVES ?

- 38 >> Une pincée de sucre, et tout s'adoucit...



« Flics, porcs, assassins »